Lieut[t]-Colonel Br. M. ABADIE

OPÉRATIONS AU LEVANT

Les Quatre Sièges d'Aïntab

(1920-1921)

Au Commandant RENAUD, mon camarade et ami, en souvenir d'une étroite collaboration de onze mois dans le « Verdun » turc.

M. A.

PARIS
CHARLES-LAVAUZELLE & CIE
Éditeurs militaires
124, Boulevard Saint-Germain, 124

MÊME MAISON A LIMOGES

1922

Les Quatre Sièges d'Aïntab

(1920-1921)

TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION ET D'ADAPTATION
RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS.

Copyright 1922 by Charles-Lavauzelle & Cie.

Lieut[t]-Colonel Br. M. ABADIE

OPÉRATIONS AU LEVANT

Les Quatre Sièges d'Aïntab

(1920-1921)

Au Commandant RENAUD, mon camarade et ami, en souvenir d'une étroite collaboration de onze mois dans le « Verdun » turc.

M. A.

PARIS
CHARLES-LAVAUZELLE & CIE
Éditeurs militaires
124, Boulevard Saint-Germain, 124

MÊME MAISON A LIMOGES

1922

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE Ier.

Le sandjak d'Aïntab en 1919 :

Le pays. 11
Les habitants. 13
La ville d'Aïntab. 19
L'administration. 21
L'influence étrangère. 22

CHAPITRE II.

L'occupation d'Aïntab par les alliés :

L'occupation anglaise (janvier 1919). — L'occupation française (octobre 1919). — Protestations turques. — La propagande kémaliste. — Les événements de Marasch. — Incidents qui ont provoqué l'ouverture des hostilités à Aïntab. 25

CHAPITRE III.

Le premier siège d'Aïntab par les Turcs (1er-16 avril 1920). . . . 47

CHAPITRE IV.

Le deuxième siège d'Aïntab par les Turcs (30 avril-23 mai 1920). 55

CHAPITRE V.

L'armistice de 1920 (30 mai-18 juin 1920). 69

CHAPITRE VI.

Le troisième siège d'Aïntab par les Turcs (29 juillet-10 août 1920). 79

CHAPITRE VII.

Le siège d'Aïntab par les Français (11 août 1920-9 février 1921). 85
Première période (11 août-20 novembre 1920). 87
Deuxième période (21 novembre-18 décembre 1920). 97
Troisième période (18 décembre 1920-8 février 1921). 100

Pages.

CHAPITRE VIII.

La capitulation d'Aïntab 111

ANNEXES.

1 à 14 ..... 119 à 139
15. Tableau résumant les tirs de l'artillerie turque ..... 140 à 142
16. Liste des officiers, sous-officiers et soldats français morts au champ d'honneur et inhumés à Aïntab ..... 143 à 145

PHOTOGRAPHIES.

Aïntab en 1919 9
Le collège américain d'Aïntab 67
Aïntab en 1920-1921 : l'école Negogocian. — Carrefour central de la Transversale 109

CARTES.

Croquis d'ensemble au 1/400.000e de la région d'Aïntab 147
Plan au 1/20.000e de la ville d'Aïntab et de ses abords 149

Aïntab en 1919.
Partie Est de la ville. Eglise grégorienne. Citadelle.

Aïntab en 1919.
Une partie Ouest de la ville. Hôpital américain.

Les Quatre Sièges d'Aïntab

(1920-1921)

CHAPITRE Ier.

LE SANDJAK D'AÏNTAB EN 1919.

LE PAYS.

La région d'Aïntab est un pays de hauts plateaux fortement ondulés, coupés de ravins abrupts et de crêtes ou de massifs rocheux très escarpés. Une très belle vallée (Sadjour) la parcourt du nord-ouest au sud-est.

A 20 kilomètres à l'ouest de la ville, deux massifs principaux : le Sof-Daghi (1.496 mètres) au nord, et le Sakal-Toutane-Daghi (environ 1.300 mètres) au sud, réunis par une longue arête rocheuse, forment la principale ligne de partage des eaux. A l'ouest de cette ligne, les rivières convergent vers l'Ak-Sou, tributaire du golfe d'Alexandrette, ou vers le Kara-Sou, dont le bassin descend dans les plaines de l'Amouk et d'Antioche; à l'est, les eaux s'écoulent vers l'Euphrate (Buyuk-Déré, Sinek-Déré, Sadjour), ou vers le bassin d'Alep (Kouveïk-Sou, Balik-Sou, Sinab-Sou). Les bassins de l'Euphrate et d'Alep sont séparés par une ligne secondaire de partage des eaux qui, partant du Sakal Toutane-Dagh, est formée par un chapelet de mamelons escarpés jusqu'à la route Aïntab-Killis, puis par une ligne de mamelons peu accentués atteignant leur point cul-

minant au Baghita-Daghi (environ 750 mètres), 30 kilomètres au sud d'Aïntab. Cette ligne est, par endroits, si peu accusée, qu'on a pu construire un canal amenant les eaux du Sadjour dans le Kouveïk-Sou, qui alimente Alep et qui est presque à sec en été.

Le terrain, éminemment calcaire, avec basaltes et silex, offre de nombreuses carrières en tous points analogues aux « creutes » du Soissonnais. Les plateaux, assez fertiles, ont une mince couche de terre végétale où abondent les cailloux; l'orge et le blé en constituent les principales cultures. Pas un arbre, ni sur les plateaux ni sur les montagnes, qui présentent un aspect d'aridité et de sécheresse absolues. Ce pays, jadis assez boisé, a été mis en coupe réglée au cours des siècles, par des populations imprévoyantes échappant à l'action de toute administration. Les vallées, riantes et fertiles, parsemées de nombreux villages bien bâtis (pierres et tuiles), ont une végétation assez nourrie : peupliers, mûriers, noyers, abricotiers, figuiers, grenadiers, pistachiers, pommiers, oliviers. Aux abords de Killis, d'Aïntab et de Nizib, la culture de la vigne a pris une extension considérable et donne des résultats très intéressants : on y fait très peu de vin (la grosse majorité de la population est musulmane); le raisin est employé à l'alimentation (frais ou sec) ainsi qu'à la fabrication d'alcools et d'un nombre élevé de pâtisseries ou de douceurs, confitures, miel au raisin, gâteaux, etc. Le terrain est particulièrement favorable à la culture de la vigne.

La vallée du Sadjour, grâce à l'eau de la rivière qui coule toute l'année, est d'une fertilité remarquable : céréales, cultures maraîchères de grandes variétés et fruits.

La ville d'Aïntab est bâtie sur le Sadjour, à une dizaine de kilomètres de la source de cette rivière. La ville est entourée d'une ceinture de hautes collines pierreuses et rocheuses dont les pentes sont couvertes de vignes. Au nord d'Aïntab, le pays devient de plus en plus tourmenté à me-

sure qu'on se rapproche des hautes montagnes du Kurdistan (Kurd-Dagh) (1).

Une seule route, jadis excellente, traverse la région : route d'Alep à Marasch, par Killis et Aïntab. Elle est assez bien empierrée, d'un tracé parfois accidenté (col de 1.050 mètres au nord d'Aïntab); elle franchit les cours d'eau sur d'excellents ponts qui sont tous en maçonnerie, sauf le pont de l'Ak-Sou, en partie en bois. Aujourd'hui la route est en médiocre état par suite du manque d'entretien et de la rupture de nombreux ponts par les Turcs. En dehors de cette route, la circulation se fait sur des pistes plus ou moins larges, excellentes en été, mais impraticables aux voitures pendant la mauvaise saison.

× ×

LES HABITANTS.

La population du sandjak d'Aïntab se compose de Turcs (grosse majorité, 90 p. 100 environ), de Kurdes, d'Arméniens, de Tcherkesses et de quelques juifs. Vers les limites sud du sandjak, quelques villages arabes.

Les *Turcs* offrent les éléments les plus divers, depuis le haut fonctionnaire intelligent, cultivé, accessible à tous les raffinements de la civilisation, le riche commerçant ou le riche propriétaire menant une vie très large mais à idées bornées, jusqu'à la masse de la population, pour la plupart agricole, ignorante et fanatique et qui se laisse mener aveuglément. Comme on le verra plus loin, les Turcs se sont montrés absolument hostiles à l'occupation française de la région. La propagande et les ordres des chefs ont entretenu cette hostilité qui s'est manifestée par une véritable

(1) Le nom de Kurd-Dagh est également donné à la région montagneuse qui s'étend au nord-ouest et au sud-ouest de Killis et qui est principalement habitée par des Kurdes.

ble guerre de guérillas, puis par des attaques en règle. Le nombre d'armes de guerre répandues dans le pays étant considérable, chaque village a pu fournir un contingent d'irréguliers (tchétés) qui ont fait la guerre d'embuscade pour leur propre compte ou qui ont été groupés sous les ordres de chefs locaux pour participer à des opérations plus importantes. Le soldat turc (régulier ou irrégulier) est un excellent soldat, courageux, endurant, d'une frugalité remarquable, d'une grande mobilité. Pas de convois lourds ou encombrants, rien que des animaux de bât (ânes, mulets, chameaux), quelques voitures indigènes à quatre roues; on vit surtout sur le pays. Dans l'ensemble, les forces turques ont eu peu de mordant dans la guerre en rase campagne, où elles se sont montrées insaisissables.

Une menace de mouvement enveloppant, parfois quelques coups de canon, suffisent pour leur faire abandonner une position organisée. Fanatisées, elles sont néanmoins susceptibles de prononcer des attaques audacieuses jusqu'à la témérité. Vers la fin de 1920 et en janvier, février 1921, elles ont pu, grâce à leur meilleur encadrement et à leur armement, exécuter des opérations d'assez grande envergure, bien conçues et bien conduites et qui en ont fait des adversaires redoutables.

Les *Kurdes*, venus par émigration au cours du dernier siècle, se sont répandus dans toute la Syrie du nord. Ils peuvent être considérés, néanmoins, comme une race autochtone; leur type diffère sensiblement des types turc et mongol (issus de l'Asie centrale), ainsi que du type sémite (venu de l'Arabie), et se rapproche davantage du type aryen. Leur langue, qui appartient au groupe indo-européen, est un dialecte mêlé de persan, de chaldéen, de turc et d'arabe, mais avec une grande prépondérance de turc dans la région d'Aïntab. Comme religion, ils ont adopté

l'islamisme, mais sans trop se plier à ses règles étroites; en particulier, les Kurdes prient peu, leurs femmes sont dévoilées et libres. Leur véritable habitat se trouve dans le triangle Erzeroum, Djerablous, Mossoul, dont le côté sud est marqué approximativement par la voie ferrée de Bagdad. Les groupes qui sont passés à l'ouest de l'Euphrate et qui se sont répandus dans les sandjaks d'Aïntab et du djebel Béréket, provenaient des vallées surpeuplées du Kurdistan; ils se sont infiltrés peu à peu et établis dans les villages de la plaine, où ils vivent côte à côte avec les anciens occupants (Turcs et Turcomans, chrétiens, Arabes), dont ils ont pris la plupart des coutumes.

Au point de vue social, l'organisation kurde est féodale. Les chefs ont une très réelle autorité, à laquelle la masse se soumet aveuglément.

Les tribus et les groupes qui se sont installés dans les vallées ou les plaines sont sédentaires; quelques-uns sont demi-nomades, passant l'hiver sur les pentes des montagnes et descendant au printemps vers les pâturages de la plaine; vers la partie sud du pays kurde, d'autres tribus entièrement nomades sont formées de pasteurs qui élèvent des chameaux, des moutons et des chèvres.

Dans l'ensemble, les Kurdes constituent une race de guerriers assez brutaux, pillards à l'occasion, extrêmement robustes, très bien armés des dépouilles de l'armée russe. D'une intelligence bornée, ils se laissent facilement mener et fanatiser par leurs chefs. Ceux-ci rêvent la création d'un grand Etat kurde qui engloberait tout le pays indiqué plus haut et le pays à l'ouest de l'Euphrate jusques et y compris le sandjak du djebel Béréket. La création d'un pareil Etat, formant tampon avec la Turquie et la Syrie française, semble procurer des avantages, à condition que la neutralité de cet Etat soit assurée et maintenue (les Anglais ont activement travaillé à la formation d'un Etat kurde dont ils auraient eu la protection et qui au-

rait utilement prolongé la Mésopotamie); mais il convient de remarquer qu'une partie des tribus kurdes, notamment celles de l'ouest de l'Euphrate, ont fait cause commune avec les Kémalistes pour la lutte contre les Français.

Les *Tcherkesses* proviennent du Caucase du nord-ouest (Kouban) et de la côte orientale de la mer Noire. Fanatiques et patriotes, ils émigrèrent en grand nombre (200.000 à 300.000) vers la Turquie à partir de 1863, lorsque, après un demi-siècle de lutte désespérée, le Caucase tomba sous la domination russe. Les Turcs les accueillirent, en envoyèrent une partie en Thrace et répartirent le reste dans les régions d'Alep, Adana, djebel Béréket, Marasch et Sivas. Quelques groupes ont filtré vers le sud jusqu'à Salèmieh, Damas, Kuneitra, Tibériade et la mer Morte.

La race tcherkesse, formée du mélange d'une race blonde du nord avec une race brune du sud, offre des types d'une très grande beauté. Les hommes sont grands, élancés, souples, bien découplés, la taille mince, d'un port de tête superbe. Ils sont tous excellents cavaliers. Les femmes ont le pur type des Géorgiennes et Circassiennes. Les mœurs ancestrales, les coutumes et les costumes tranchent nettement sur ceux des autres races. L'hospitalité est pour eux un devoir sacré.

Les Tcherkesses usent de dialectes encore mal connus; ils n'ont pas d'écriture spéciale; leur littérature est surtout orale, composée de légendes historiques et héroïques. Ils chantent toujours leur ancien hymne du Caucase, qui peut se traduire ainsi : « O patrie, patrie, nous ne t'avons pas oubliée. Nous avons emporté nos corps, mais tu as gardé nos âmes. »

Autrefois chrétiens (jusqu'au xve siècle), ils sont venus peu à peu à l'islamisme, mais, de même que les Kurdes, font preuve d'une grande largeur de vues en matière religieuse.

Leurs groupes sont sédentaires; ils se livrent à la culture du sol et à l'élevage des bestiaux. Leur industrie se borne à la confection de quelques tissus et d'objets de harnachement.

D'un caractère droit et loyal, les Tcherkesses se sont montrés très sensibles à l'influence française; ils se mettent volontiers au service de la France et forment déjà des détachements montés qui assurent la police et la protection de quelques voies de communication.

Les *juifs* ne sont représentés que par quelques centaines d'individus, établis pour la plupart dans la ville d'Aïntab et adonnés à la petite industrie ou au petit négoce.

Les *Arméniens* constituent, après les Turcs et les Kurdes, un des plus importants groupements du sandjak d'Aïntab. La plupart sont installés dans la ville d'Aïntab (quartier ouest) et à Killis, où ils forment l'élément commerçant et artisan; très peu s'adonnent à l'agriculture ou à l'élevage. Intelligents, débrouillards, peu scrupuleux, très âpres au gain, ils ont la réputation amplement justifiée d'être d'une habileté commerciale sans égale. Durement traités par les Turcs depuis de longs siècles, un grand nombre d'Arméniens ont fui leur patrie pour se réfugier à l'étranger; ils forment, en Syrie, en Egypte, en France, en Amérique, des colonies importantes, appuyées par de puissants comités qui disposent de très sérieuses ressources. Souvent massacrés par les musulmans, ils ont su exploiter la pitié que le monde civilisé ressentait pour leurs misères et notamment la pitié et l'aide de la France, en laquelle ils voyaient un instrument de leur vengeance. Leur haine contre les Turcs est profonde et farouche; néanmoins, il n'est pas rare de voir des Turcs et des Arméniens s'associer pour une entreprise commerciale ou industrielle. La haine du Turc contre l'Arménien est aussi grande, mais elle s'enveloppe de manières doucereuses et amicales jus-

qu'au jour où les procédés brutaux de massacre ou d'expulsion remplacent brusquement cette amitié apparente.

Les Arméniens d'Aïntab ont conservé leurs mœurs, leur langue, leur écriture et leur littérature. Cependant, ils ont dû adopter la langue turque que leurs maîtres leur ont imposée.

Au point de vue religieux, ils se divisent en catholiques, grégoriens (la grande masse) et protestants. Chaque secte a ses prêtres ou ses pasteurs, et ses édifices consacrés au culte. Il y a très peu de liant entre Arméniens de sectes différentes.

Au point de vue social, les groupes arméniens forment des communautés, des « unions », liées entre elles par l'intérêt de solidarité pour la défense commune. Néanmoins, les réfugiés qui ont dû être évacués d'Aïntab sur d'autres villes n'ont pas toujours trouvé auprès de leurs compatriotes l'accueil et l'appui qu'ils étaient en droit d'espérer. Le sentiment national semble plus apparent que réel et les tentatives faites pour regrouper les Arméniens dans une même patrie n'ont eu aucun succès. Beaucoup d'Arméniens éclairés avouent d'ailleurs qu'un pays uniquement peuplé d'Arméniens ne saurait se concevoir, ce peuple ne s'occupant que de commerce et d'industrie.

De là vient, sans doute, le peu d'empressement montré par les grandes puissances à accepter un mandat sur l'Arménie.

L'Arménien n'a pas le tempérament guerrier. Toutefois, le désir de revanche a poussé de nombreux volontaires a servir dans la légion arménienne. En dehors de cette légion, qui n'a pu subsister, il s'est constitué, à Aïntab, dès avril 1920, un détachement d'environ 150 partisans arméniens qui n'a cessé de combattre aux côtés des troupes françaises avec le plus grand courage et la plus complète abnégation.

Les *éléments étrangers* établis à Aïntab en 1919 comprenaient une assez importante colonie américaine et anglaise (voir plus loin), quelques rares Grecs et deux Italiens.

× ×

LA VILLE D'AÏNTAB.

En arrivant de Killis et en débouchant du col de Koutchouk-Kizil-Hissar, par où la route descend sur la haute vallée du Sadjour, l'aspect du terrain change brusquement. Coquettes villas, maisons de campagne entourées de riches vergers, vignes superbes, tout donnait, en 1919, l'impression de pénétrer dans une riche oasis. Puis, au dernier détour de la route, on ne pouvait retenir un cri d'admiration à la vue de cette coquette ville d'Aïntab, délicieusement située sur ses trois petites collines, au milieu de ses vergers verdoyants et de leur ceinture de vignobles. Au premier plan, la masse imposante du collège américain, flanqué par un groupe de belles maisons de campagne; plus loin, l'hôpital turc, les grands bâtiments de l'hôpital américain aux riantes toitures de tuiles rouges, le fouillis des maisons étagées que dominent les ruines de l'antique citadelle, la colline de Kurt-Tépé, les minarets, les dômes grégoriens, les clochetons de la belle église catholique. On pénétrait dans Aïntab par une large chaussée bordée de mûriers splendides.

Aujourd'hui, l'aspect a changé; la guerre a passé par là. Plus un arbre, plus une maison de campagne, le collège américain éventré par les obus de 150, l'hôpital turc démoli, la colline de Kurt-Tépé transformée en un monceau de ruines; seuls, l'hôpital américain et quelques quartiers arméniens ont été épargnés.

La ville est partagée en deux parties distinctes par une large rue nord-sud appelée « Transversale », qui sépare les

quartiers arméniens (à l'ouest) des quartiers turcs (à l'est). Les autres rues, pour la plupart bien tenues, ont toutes le caractère oriental, étroites, bordées de maisons à vérandahs qui surplombent. En ville turque, de beaux marchés couverts (souks), avec leurs mille petites boutiques, forment un agrément et un attrait.

Quelques beaux monuments : le Konak (siège du gouvernement), la Banque ottomane, la poste, les grandes mosquées, l'église latine, les églises grégoriennes.

Maisons bien bâties en jolie pierre blanche ou brune, couvertes en tuiles ou terminées par des terrasses. Les carrières sont très nombreuses aux abords de la ville; elles ont fourni tous les matériaux de construction et la véritable forêt de pierres funéraires qui s'étend des pentes des collines sud jusqu'aux quartiers habités.

Formée d'éléments turcs, arméniens et kurdes, la population d'Aïntab a subi de nombreuses variations. En 1914, elle était évaluée à plus de 80.000 habitants, dont 30.000 Arméniens (1).

Pendant la guerre, les exodes de Turcs et les expulsions d'Arméniens ramènent cette population au chiffre de 40.000 environ. En 1919, à la suite des grands rapatriements arméniens, la population remontait à 55.000, dont 18.000 chrétiens. En 1920, de nombreux réfugiés arméniens devaient être évacués, beaucoup de Turcs quittaient la ville, fuyant les misères du siège, et la population s'abaissait à 28.000, dont 8.000 chrétiens.

Les Kurdes, au nombre d'environ 2.000, occupaient un quartier spécial au sud de la ville arménienne; le quartier

---

(1) La « Notice sur la Syrie », publiée en 1916 par le service géographique de l'armée, n'indique que 25.000 habitants pour Aïntab. Toutefois, la « Notice sur le chemin de fer de Bagdad », publiée également en 1916, par ce même service géographique, mentionne 74.000 habitants ». Ce dernier chiffre se rapproche le plus de la réalité.

était conquis par les soldats volontaires arméniens au cours du premier siège turc d'Aïntab (avril 1920).

× ×

L'ADMINISTRATION.

La région d'Aïntab forme un sandjak (préfecture) comprenant trois cazas (Killis, Aïntab, Roum-Kalé). Le sandjak d'Aïntab, rattaché autrefois au villayet d'Alep, est indépendant depuis le début de 1919 et relève directement de Constantinople. A la tête de l'administration du sandjak est un moutassarif, correspondant à notre préfet, (en 1919, Djellal ed Dine, ayant comme suppléant Sabri-bey).

Ce haut fonctionnaire reçoit une solde insignifiante, en regard des charges de sa fonction (30 livres turques or par mois), ce qui explique, dans une certaine mesure, les procédés administratifs en usage en Turquie. Le caza est administré par un kaïmakan (sous-préfet) et se subdivise en nahiès, à la tête desquels sont placés des mudirs.

La gendarmerie et la police sont aux ordres des fonctionnaires administratifs pour le maintien de l'ordre et la répression des crimes ou délits. Le sandjak d'Aïntab était doté d'un escadron de gendarmerie (400 hommes environ, montés ou à pied), réparti en karakols, avec noyau central à Aïntab.

L'organisation judiciaire, assez analogue à celle de France, comprend des juges de paix, des tribunaux de caza et d'un tribunal central de sandjak. Aïntab était le siège d'une cour de cassation, depuis la chute d'Alep, en 1918.

Les impôts comprennent des impôts directs (foncier, dîmes sur les récoltes, impôt sur le bétail, patentes et licences) et des impôts indirects (douanes, timbre, monopoles, domaines, etc.).

Les travaux publics sont très délaissés, les routes mal entretenues. Aïntab est doté d'un bureau télégraphique relié à Killis, Biredjik, Marasch. Toutes ces lignes sont aujourd'hui détruites.

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour le moutassarif, les traitements alloués aux divers fonctionnaires sont notoirement insuffisants; aussi le régime du bakchich sévit-il à tous les degrés.

× ×

L'INFLUENCE ÉTRANGÈRE.

S'est manifestée jusqu'au début de 1920 au moyen d'œuvres charitables anglaises et surtout américaines.

L'orphelinat anglais de Miss Fréarson, bâti sur une colline au sud de la ville, donnait asile à 120 orphelins. Il fonctionnait depuis vingt-cinq ans et était entretenu par des dons d'Angleterre et d'Amérique. Cet orphelinat, évacué en avril 1920 et occupé par nos troupes, a été l'objet de très violentes attaques turques dès la fin avril.

Les œuvres américaines sont particulièrement nombreuses. Il faut citer, en première ligne, le collège et l'hôpital, dont l'influence a été considérable.

Le collège américain d'Aïntab, fondé en 1876, est construit sur une colline à la sortie ouest de la ville. Il comprend un très vaste bâtiment à trois étages, renfermant les classes et les dortoirs et muni de tout le confort moderne (chauffage central, etc.). Tout autour, et en dedans de l'enceinte murée, se répartissent les bâtiments secondaires : logements du personnel, cuisines, infirmerie, buanderie, boulangerie, laboratoires. L'instruction, qui était donnée à près de 400 élèves, était des plus soignées et très recherchée des Turcs et Arméniens aisés. Fermé dès le début de la Grande Guerre, le collège fut occupé, en 1919, par

les Anglais, puis par les Français. En 1920, il fut soumis à des bombardements turcs fréquents et nourris qui lui ont causé des dégâts matériels considérables. Dès la fin de février 1921, la colonie américaine redemandait à l'autorité française de rentrer en possession du collège pour rouvrir les cours en octobre, après remise en état des bâtiments.

L'hôpital américain, la plus ancienne fondation étrangère d'Aïntab, représente une œuvre du premier ordre. Composé de plusieurs bâtiments (hôpital, orphelinat, dispensaire, etc.), il occupe une superficie de plusieurs hectares au milieu du quartier arménien. Dirigé par le docteur Sheppard (dont le père fut le fondateur de l'hôpital), assisté de nurses américaines et d'aides arméniens, l'établissement reçoit tous les malades, sans distinction de race ni de religion. Consultation et médicaments y sont gratuits. L'hôpital est doté d'une salle d'opérations luxueusement installée et pourvue du matériel chirurgical le plus moderne; grâce à cette excellente installation et au dévouement absolu du personnel, bon nombre de nos blessés de 1920 et 1921 ont pu être sauvés.

Les autres œuvres américaines d'Aïntab comprenaient en 1919 :

a) Un orphelinat de garçons (400 élèves, Miss Harris) et un orphelinat de filles (350 élèves, Miss Foreman), rattachés à l'hôpital;

b) Un orphelinat de garçons, en ville (400 élèves, M. Travis);

c) Le refuge des femmes arméniennes retirées des mains des Turcs (260 femmes et enfants, Miss Bigly);

d) L'ouvroir de Miss Kelly, où 1.000 femmes travaillaient la toile et la dentelle;

e) L'Y. M. C. A., comportant salles de lecture, de jeux, etc., où catholiques et protestants étaient admis.

En avril et mai 1920, ces diverses œuvres disparaissaient (orphelins évacués sur l'Amérique) et il ne subsistait plus que l'hôpital américain.

La seule énumération de ces œuvres montre toute l'importance qu'avaient prise à Aïntab la propagande et l'influence américaines. Soutenues par des comités riches et généreux, ces œuvres ont répandu des bienfaits considérables, sauvé des milliers d'orphelins, et jouissaient de la considération et de l'estime générales.

En regard de cet effort, l'influence française était faiblement représentée par une école de garçons (100 élèves) dirigée par les P. P. franciscains Mariano (Arménien) et Ammadio (Italien), et par une école de filles (150 élèves) dirigée par les Sœurs de Saint-Joseph. En outre, une tentative de fondation d'un ouvroir catholique, rattaché à l'œuvre du rapatriement arménien, était faite dès la fin de 1919, mais ne durait que quelques mois.

Il convient de noter la large tolérance dont les Turcs faisaient preuve à l'égard de ces diverses fondations étrangères. L'exercice des cultes chrétiens et le fonctionnement des écoles ne recevaient aucune entrave. Le personnel était respecté et jouissait d'une grande considération, en raison des bienfaits d'ordres divers que ces fondations déversaient sur le pays.

CHAPITRE II.

L'OCCUPATION D'AÏNTAB PAR LES ALLIÉS.

L'occupation anglaise (janvier 1919). — L'occupation française (octobre 1919). — Protestations turques. — La propagande kémaliste. — Les événements de Marasch. — Incidents qui ont provoqué l'ouverture des hostilités à Aïntab.

L'armistice signé par les Turcs le 31 octobre 1918, à l'île de Moudros, laissait le sandjak d'Aïntab en zone de souveraineté turque. Toutefois, l'article 7 dudit armistice reconnaissait aux Alliés le droit d'occuper tout point stratégique intéressant leur sécurité en cas de troubles.

S'appuyant sur les dispositions de cet article 7, et dans le but d'étendre leur zone de stationnement pour mieux abriter leur nombreuse cavalerie, les Anglais occupent Aïntab en janvier 1919; quelque temps après, ils occupent Marasch et Ourfa (février 1919).

Ces extensions successives provoquent de vives réclamations de la part des Turcs, qui tenaient cette occupation pour illégale, affirmant que la sécurité des troupes alliées n'était nullement menacée et qu'il n'y avait aucun symptôme de trouble dans la région. La situation demeure néanmoins sans changement et l'émotion manifestée par les Turcs se calme peu à peu. En effet, les Anglais conservaient l'attitude la plus pacifique, se contentant de tenir garnison dans le pays dont ils assuraient la tranquillité par des patrouilles d'autos-mitrailleuses; ils ne se mêlaient en aucune façon de l'administration turque, qui continuait à fonctionner sans entraves, laissaient la gendarmerie et la police dans une complète indépendance, n'intervenaient dans aucune question intérieure, distribuaient de nombreux

secours à la population pauvre; ils se tenaient au courant du mouvement politique par leur « Intelligence Bureau » et exerçaient une censure télégraphique très tolérante (1).

Le sandjak d'Aïntab était occupé par la 13e brigade de cavalerie anglaise (5e division), un fort détachement de pionniers, une batterie d'artillerie, un groupe d'autos-mitrailleuses. Au total, plus de 2.000 hommes.

Le printemps et l'été 1919 se passent sans incidents. En octobre 1919, après entente entre les gouvernements intéressés, il est décidé que les troupes françaises relèveront les troupes anglaises en Syrie-Cilicie. Cette nouvelle provoque une nouvelle explosion de réclamations turques, d'autant plus vives que les Turcs se montrent très inquiets sur le changement de méthode qui pouvait résulter de cette relève. En particulier, les Turcs d'Aïntab se plaignent de n'avoir pas reçu de Constantinople un avis officiel sur cette modification dans les troupes d'occupation; mais, comme ils n'avaient vraisemblablement pas reçu non plus un avis officiel concernant l'occupation anglaise, cette omission pouvait être présentée comme de peu d'importance.

Le 12 octobre 1919 se tient à Marasch un grand conseil de notables turcs à l'issue duquel, sur la suggestion d'un officier de l' « Intelligence Bureau » (capitaine Hassan-Rifai, ex-Turc), des dépêches sont envoyées au sultan et au maréchal Allenby, pour protester contre l'arrivée prochaine des troupes françaises et pour demander le maintien des troupes britanniques.

Quelques jours après, un grand meeting se tient à Aïntab, et une adresse est envoyée au journal de Moustapha-Kémal pacha (voir en annexe n° 1, copie de cette adresse qui était publiée dans le journal *Iradé Milliyé* du 27 oc-

(1) Censure assez illusoire d'ailleurs, les télégraphes turcs n'ayant pas d'appareils enregistreurs, les télégraphistes reçoivent les dépêches uniquement au son et peuvent écrire ce qu'ils veulent.

tobre 1919). Cette adresse ne fait allusion qu'au départ des troupes anglaises, mais elle déclare qu'aucune autre occupation ne sera permise. Les autorités militaires turques joignent leurs protestations à celles des populations (voir en annexe n° 2 le long télégramme envoyé de Diarbékir, le 29 octobre 1919, par le colonel Djevdet, commandant le 13e corps d'armée, au commandant des troupes françaises d'occupation d'Aïntab.

Néanmoins, la relève, décidée, s'effectue en commençant par la Cilicie, et le 29 octobre 1919 les troupes françaises font leur entrée à Aïntab, que les derniers détachements anglais quittent le 5 novembre.

Cette relève constituait une opération des plus délicates au point de vue politique et présentait les plus sérieuses difficultés techniques. D'une part, l'opposition turque devenait très violente, l'esprit des populations étant surexcité par une propagande francophobe qui revêtait les formes les plus variées; d'autre part, les Anglais, assez mécontents d'abandonner un pays riche et convoité, exigeaient que la relève se fît dans des conditions très rapides. Afin d'éviter dans l'occupation une interruption qui eût pu être fatale aux chrétiens (1), on devait hâter le mouvement et utiliser les rares troupes françaises disponibles, dont l'effectif était notablement inférieur à celui des troupes anglaises à relever. Pour ces motifs, on devait faire appel à la légion arménienne, ce qui augmentait encore le ressentiment turc et ce qui fut une des causes déterminantes du réveil des hostilités.

Les troupes françaises, affectées au début à la garnison d'Aïntab, comprennent l'état-major de la légion arménienne (lieutenant-colonel Flye Sainte-Marie), une section du 412e

(1) Notamment, à Marasch, où les chrétiens passèrent les mois de septembre et d'octobre 1919 dans la terreur provoquée par les menaces journalières des Turcs.

régiment d'infanterie, un peloton de chasseurs d'Afrique, le 3e bataillon de la légion arménienne.

En même temps, Marasch est occupé par un peloton du 412e régiment d'infanterie (capitaine Fouquet), 1er bataillon de la légion arménienne et un peloton de spahis. Les sandjaks d'Aïntab et de Marasch forment le cercle d'Aïntab, rattaché à la Cilicie (156e division d'infanterie) et sous le commandement du lieutenant-colonel Flye Sainte-Marie, qui relève, au point de vue administratif, du colonel Brémond (administrateur en chef des territoires ennemis occupés de la zone nord).

× ×

Une parenthèse est ici nécessaire pour expliquer la nature du mouvement connu sous le nom de mouvement « nationaliste » et plus tard de « kémaliste » (Mustapha-Kémal-pacha).

S'appuyant sur les principes wilsoniens, et notamment sur le principe XII (Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), des délégations de notables et fonctionnaires turcs réunis au congrès d'Erzeroum (7 août 1919) et de Sivas (11 septembre 1919) énonçaient un certain nombre de revendications dont la principale était le maintien de l'intégrité de la Turquie. A l'issue du Congrès de Sivas, était organisé le « Comité de défense des droits d'Anatolie et de Roumélie », sous la direction de Mustapha Kémal-pacha. Ce Comité, qui fonctionnait à Sivas, ne tardait pas à couvrir de ses ramifications tous les pays turcs, et à répandre jusque dans les villages turcs les plus reculés le sentiment nationaliste et l'idée de la lutte contre les Alliés. Ce Comité (comme plus tard la « représentation nationale » d'Angora, où Mustapha-Kémal transporte le siège de son gouvernement), se prétendait muni des pleins pouvoirs que lui conférait la nation turque; il était, en apparence du moins,

opposé au gouvernement de Constantinople, qu'il considérait comme traître à la patrie turque et à la solde des gouvernements alliés. En fait, il était animé d'une haine profonde :

Contre les Grecs, débarqués à Smyrne et qui émettaient la prétention de s'emparer d'un vaste hinterland;

Contre les Italiens, dont il n'admettait pas la présence dans la région d'Adalia;

Contre les Anglais, pour les tentatives de ces derniers en vue de créer un mouvement séparatiste entre le Kurdistan et la Turquie et en vue de détacher les Arabes des Turcs;

Contre les Arméniens, dont il n'admettait pas l'émancipation en dehors de la République de Van, formée d'une partie des régions de Van et de Bitlis;

Contre les Français, pour leur arrivée en Cilicie et leur ingérence dans l'administration turque.

Le parti nationaliste s'appuyait sur une force armée composée de réguliers et d'irréguliers, assez mal encadrée et équipée et à effectifs faibles par suite des nombreuses désertions. Il gardait une attitude de défensive expectante, attendant les décisions de la Conférence de la paix. Mustapha-Kémal se montrait personnellement très aimable pour toutes les missions françaises (1), mais certains documents secrets livrés par des subordonnés le montraient, en réalité, d'une hostilité agressive à notre égard. Manifestant volontiers des sentiments anglophobes et se montrant favorable aux Américains pour leur aide pécuniaire et leurs œuvres charitables, il protestait d'avance contre le mandat français en Cilicie, où il ne voulait qu'une zone d'influence, et contre la formation ou l'emploi éventuel

(1) En particulier, la mission du commandant Bruneau (octobre 1919).

d'une légion arménienne. Cette lutte contre l'occupation française ne devait cesser de se développer, et, grâce à l'action des sous-comités, s'étendre peu à peu sur tout le pays et soulever contre nous la presque totalité de la population.

A signaler, en outre, la tendance du parti kémaliste à rechercher l'appui des Bolcheviks russes, malgré tous les dangers d'une pareille alliance.

× ×

Les troupes françaises font leur entrée à Aïntab le 29 octobre 1919; elles sont accueillies avec des transports de joie par la population arménienne qui se porte au devant d'elles avec une profusion de bannières et de fleurs. Cet enthousiasme est surtout causé par la présence d'un bataillon de légion arménienne.

Dès le lendemain, 30 octobre, se tiennent à Aïntab plusieurs conférences consécutives :

1° Conférence franco-anglaise, au cours de laquelle le général Weir (Anglais) et le colonel Flye Sainte-Marie arrêtent les termes d'une proclamation adressée à la population et annonçant que les Français remplaçaient les Anglais avec la même mission et que le gouvernement turc continuait à subsister;

2° Conférence franco-turque pour la présentation par le général Weir des autorités turques au colonel Flye Sainte-Marie (Mutassarif Djellal ed Dine, suppléant Sabri-bey, Cheikh-Mustapha);

3° Conférence franco-arménienne, à laquelle est convié le Comité de l'U. N. A. (Union nationale arménienne).

Le 31 octobre, le général Weir et le colonel Flye se rendent à Marasch pour les présentations d'usage, hâter

les opérations de relève et présider au départ des troupes anglaises qui a lieu le 1er novembre.

Dès le 1er novembre, les autorités turques d'Aïntab, qui avaient paru rassurées par les déclarations faites à la Conférence du 30 octobre, adressent néanmoins une première protestation au commandant du cercle (annexe n° 3). Cette protestation est immédiatement suivie d'une autre, formulée par un comité de notables et fonctionnaires de Marasch, au lendemain même de la visite du commandant du cercle (annexe n° 4). Parmi la masse des autres protestations venues de toutes parts, il convient de mentionner celle de Mustapha Kémal-pacha (télégramme de Sivas du 9 novembre 1919, annexe n° 5) et celle du Comité de Séverek (télégramme du 13 novembre 1919, annexe n° 6), qui parle déjà ouvertement d'un recours aux armes.

× ×

A dater de ce jour (1er novembre 1919), les incidents vont se multiplier, causant un malaise grandissant et augmentant la surexcitation des populations entretenue avec un soin jaloux par les autorités turques. Des groupes d'irréguliers en armes se forment un peu partout et répandent la terreur; de nombreuses distributions d'armes et de munitions sont effectuées avec la participation de la police et de la gendarmerie turques. En janvier 1920, les esprits s'échauffent de plus en plus pour aboutir aux sanglants événements de Marasch, prélude du soulèvement général et des hostilités qui ont rempli l'année 1920 et le début de 1921.

Il convient d'énumérer les principaux des incidents précités, malgré l'aridité d'une semblable nomenclature : incidents graves ou coups d'épingles, tout dénote l'idée bien arrêtée chez les Turcs de nous amener à quitter le pays :

1er *novembre* : à Marasch : dès le départ des Anglais, incidents graves, rixes, meurtre d'un légionnaire arménien.

3 *novembre* 1919 : les aviateurs Poulet et Benoit, en route pour l'Australie, atterrissent à Konia, où leur appareil est gardé par des soldats turcs. En atterrissant près de Tarsous, ils constatent qu'on a fait pendant la nuit des inscriptions turques sur leur appareil : « Révoltez-vous; ne soyez pas lâches comme les Syriens. »

5 *novembre* : à Adana, un chef de bureau de l'administration française en Cilicie, Kémal Bey, est assassiné par des Arméniens. A Erzine, un professeur turc est également assassiné par des Arméniens.

La nouvelle de ces deux crimes se répand très rapidement et cause une grosse émotion.

A Marasch, un émissaire de Zeitoun signale une concentration turque qui se fait à Albistan, dans le but d'attaquer Zeitoun, puis Marasch.

7 *novembre* : grave incident à Aïntab au sujet d'un drapeau turc hissé le vendredi sur la mosquée d'Akyol, comme l'usage s'était établi sur le consentement des Anglais. Un sous-lieutenant français ayant fait abaisser ce drapeau par un policier turc, le Comité islamique proteste contre cet abus de pouvoir et révoque le policier. Le colonel Flye Sainte-Marie ne peut, malgré ses instances, obtenir la réintégration du policier, les autorités turques affirmant que la révocation a été prononcée pour inconduite. Conformément aux décisions de la Conférence interalliée, aucun drapeau ne sera plus hissé.

8 *novembre* : sur les protestations réitérées des autorités turques, le commandement français a consenti à retirer d'Aïntab les troupes de la légion arménienne. Le 3e bataillon du 18e régiment de tirailleurs algériens, venant de Mer-

sine, arrive à Aïntab le 8 novembre; le bataillon de légion arménienne (sauf deux sections de mitrailleuses) est renvoyé à l'arrière le 13 novembre.

A Marasch, beaucoup d'agitation. Nombreux coups de fusils tirés la nuit. La nouvelle qu'une grande agitation règne dans la région Albistan - Zeitoun cause du malaise et de la nervosité.

Le remplacement de la légion arménienne par des tirailleurs algériens, les assurances et les exhortations du commandement français ramènent un peu de calme.

10 *novembre* : à Aïntab, rixe entre soldats arméniens et policiers turcs, femmes turques insultées, bagarre au théâtre, enquêtes, etc. Le Comité islamique profite de cette occasion pour protester une fois de plus contre l'occupation d'Aïntab par des troupes françaises.

13 *novembre* : le colonel de Piépape, commandant les troupes françaises de Cilicie, et le colonel Normand passent à Aïntab, en tournée, et font visite au Konak. Accueil des plus froids; ni café ni cigarettes.

20 *novembre* : trois orphelins arméniens, évadés de l'orphelinat Travis, d'Aïntab, et qui errent dans les rues, sont appréhendés et incarcérés par la police turque, sous la fausse inculpation de tentative d'incendie.

La mise en liberté de ces orphelins ne peut être obtenue qu'à la suite de démarches multiples.

23 *novembre* : protestation polie du Comité islamique, à la suite d'un meeting (occupation anglaise et française contraire aux clauses de l'armistice et, malgré les assurances données, apporte une lourde entrave à l'administration turque. Référence aux articles wilsoniens. Demande de faire cesser l'occupation).

Protestation du moutassarif au sujet des patrouilles de

nuit exécutées par les Français. Le moutassarif revendique pour le gouvernement turc le droit d'assurer la police.

25 *novembre :* très longues discussions avec les autorités turques d'Aïntab au sujet d'un supplément de solde que le gouvernement français doit payer à la gendarmerie turque. Cette mesure est fort mal accueillie par les Turcs, qui y voient une immixion intolérable dans leur administration intérieure.

27 *novembre :* protestation du moutassarif au sujet du drapeau français qui a été hissé sur les bâtiments occupés par nos troupes. Les Turcs y voient une atteinte à leur souveraineté.

28 *novembre :* protestation du Comité islamique d'Aïntab concernant le danger de laisser en ville autant d'Arméniens désœuvrés (réfugiés) et animés d'un grand désir de vengeance, ce qui est contraire et nuisible au maintien de la paix.

29 *novembre :* un petit détachement de cavalerie française, circulant sur la route de Marasch à Islahié, est attaqué à 15 kilomètres au sud de El-Oglou; il perd un tué et deux blessés. Les agresseurs restent introuvables. Cette affaire surexcite les esprits.

30 *novembre :* le commandant du cercle avise le moutassarif que la gendarmerie et la police turques sont sous les ordres directs de l'autorité française. Cette décision, que préparaient les pourparlers du 25 novembre (voir plus haut), est fort mal accueillie (voir à ce sujet, annexe n° 7, la protestation du commandant du 13e corps d'armée en date du 5 décembre).

A Marasch, le commandant français calme avec difficulté une grave agitation qui s'est produite à la nouvelle que des bandes armées se préparaient à attaquer la caserne française.

3 *décembre* : un renfort de deux compagnies du 412e régiment d'infanterie arrive à Aïntab et s'installe au collège américain. Vives protestations de la part des Turcs, qui voient dans ce renforcement de la garnison des préparatifs de main-mise complète sur la région.

5 *décembre* : à Aïntab, le capitaine de gendarmerie turque Essad-bey refuse de rendre le salut à un lieutenant français.

A Marasch, le moutassarif manœuvre ouvertement pour rallier les Kurdes, les Juifs et les Arméniens à la cause turque, en vue de chasser les Français. Toute la population est énervée; les Turcs se montrent très surexcités par l'arrivée d'un renfort français.

Le commandant du 13e corps d'armée turc proteste contre l'ingérence française dans l'administration turque (voir annexe n° 7).

9 *décembre* : le général Quérette, commandant la 315e brigade d'infanterie, arrive à Aïntab, où il s'installe, prenant le commandement des territoires de l'est comprenant le cercle d'Aïntab (Marasch - Aïntab) et le cercle de Djérablous (Ourfa - Djérablous).

10 *décembre* : grave agitation à Marasch où Suleyman-Pacha, à la tête de 800 hommes, disposant de mitrailleuses, se prépare à barrer les routes d'Aïntab et Islahié pour arrêter les renforts dont la venue est annoncée.

12 *décembre* : le colonel Régnier et l'état-major du 18e régiment de tirailleurs algériens arrivent à Aïntab. Les Turcs continuent à protester contre ces augmentations successives de la garnison d'Aïntab.

14 *décembre* : le général Quérette fait son entrée solennelle à Aïntab, précédée d'une revue à laquelle sont conviés les autorités et notables turcs, le Comité arménien, les missions américaines. Les notables turcs s'abstiennent

en totalité. La revue est passée au galop un peu rapide et le général ne voit pas le groupe des fonctionnaires turcs qui s'imaginent avoir été traités par le mépris.

Le général adresse, le jour même, à la population, une proclamation, qui provoque une protestation assez violente du Comité islamique : « L'occupation française est un coup pour notre indépendance et elle est inconciliable avec les désirs nationaux. »

15 *décembre* : le général commandant les territoires de l'Est et le colonel commandant le cercle se rendent à Marasch pour tâcher de calmer l'effervescence et recevoir les autorités. Après de longs palabres, une tranquillité apparente se rétablit. L'agitation reprend dès le lendemain; la bienveillance et les excellentes dispositions manifestées par le commandement français sont considérées comme preuve de faiblesse et de crainte. Dès le 19 décembre, des proclamations sont affichées dans les rues de Marasch appelant la population à la guerre contre les Français. L'agitation gagne les campagnes et s'étend surtout vers Bazardjik (sud-est de Marasch).

17-20 *décembre* : arrivée à Aïntab d'un escadron de spahis, une batterie de montagne, trois sections du génie. Protestation habituelle du Comité islamique contre ce renforcement de la garnison.

18 *décembre* : l'arrivée à Marasch de deux compagnies du 412e régiment d'infanterie (commandant Roze des Ordons) et d'une batterie de montagne augmente l'effervescence.

20 *décembre* : des cours de français sont organisés dans toutes les écoles de filles arméniennes.

Des propositions faites dans ce sens pour les écoles turques sont l'objet d'une réponse évasive qui est une véritable fin de non-recevoir.

Des bandes armées nombreuses sont signalées dans la région d'El-Oglou et au sud-est de Marasch (Bazardjik). Les distributions d'armes et de munitions continuent avec une grande activité.

21 *décembre* : les notables et fonctionnaires de Bazardjik adressent une longue protestation (voir annexe n° 8).

22 *décembre* : les Turcs de Marasch réclament contre l'occupation française de Marasch, où l'agitation croît sans cesse. Alertes nombreuses, paralysant tout commerce. Des instructions arrivées de Constantinople disent en substance : « Si les Français restent tranquilles comme les Anglais en qualité de postes militaires, c'est bien; sinon, leur sang coulera comme l'eau d'une rivière. »

23 *décembre* : une compagnie du 412e, allant de Marasch à Aïntab, rencontre à hauteur de Bazardjik un groupe d'hommes armés.

Palabre sans interprète. Coups de fusil, deux brigands tués, deux prisonniers. La nouvelle de cette affaire cause une recrudescence d'agitation toujours entretenue par les menées nationalistes et la propagande contre les Français.

Le Comité de défense des droits nationaux est particulièrement actif. Les tièdes et les hésitants sont maltraités. Il est recommandé d'attaquer les officiers français isolés, de semer la défiance et la zizanie entre Arméniens et Français, de tuer les Arméniens qui ont contact avec les Français.

En fait, de nombreux meurtres d'Arméniens sont effectués en ville et dans la campagne; le commandement français ne réussit pas à maintenir l'ordre et le calme. D'autre part, quelques notables turcs, comme Chukri-Bey et Kadri pacha, qui sont soupçonnés de francophilie, sont menacés de mort. Les distributions d'armes et de munitions conti-

nuent. Des postes turcs sont placés à côté des postes français.

25 *décembre* : de nouvelles arrivées d'armes et de munitions (venant de Sivas, Karpout, Malatia) sont signalées à Bazardjik où Kilidj-Ali-Bey annonce que 12.000 réguliers sont attendus de Sivas pour marcher sur Marasch. Les Tchétés pillent les villages et rançonnent les passants. Une active propagande est faite auprès des Kurdes de la région de Bazardjik pour les entraîner à la guerre contre les Français. Le Club unioniste de Marasch a rouvert et entretient l'excitation.

29 *décembre* : à Marasch, les Arméniens sont menacés d'un massacre imminent. Les Turcs procèdent très ostensiblement au recensement des maisons arméniennes. Les Kémalistes se montrent de plus en plus excités. Le gouvernement turc rejette sur les chrétiens toute la responsabilité de la situation.

30 *décembre* : la « Fête du drapeau turc » offre aux Turcs l'occasion de faire de belles manifestations patriotiques destinées à exciter l'esprit national. La journée se passe sans incidents à Aïntab, mais l'agitation persiste à Marasch, où la situation se tend de plus en plus; les attaques à main armée continuent de plus belle; trois Arméniens assassinés aux abords de la ville; beaucoup d'autres disparaissent sans laisser de traces. Les bandes armées se grossissent chaque jour de nouvelles recrues et terrorisent les campagnes. Les lignes télégraphiques sont coupées.

1er *janvier* 1920 : les chefs kémalistes de Marasch, encouragés par la tolérance des Français, ont décidé de barrer toutes les routes et de déclarer la guerre ouverte. Une campagne de fausses nouvelles continue à maintenir l'agitation; des comptes rendus inexacts sont envoyés à Mous-

tapha Kémal pacha, au sujet des prétendues menées françaises. Le francophile Chukri-Bey devient hésitant, car il ne croit plus que les Français montreront l'énergie nécessaire pour châtier les crimes et agir en maîtres.

Marasch se couvre de barricades; des tranchées et des murs sont construits fébrilement. On s'attend à une explosion prochaine de graves hostilités.

3 *janvier* : l'agitation de Marasch produit sensation et malaise à Aïntab. Beaucoup de nervosité dans la population; toutes les boutiques ferment à la moindre alerte.

5 *janvier* : le meneur nationaliste Ahmed-Mouktar a été élu député d'Aïntab. La proclamation de cette élection se fait dans les rues d'Aïntab accompagnée de discours enflammés.

6 *janvier* : encore une protestation de Bazardjik (voir annexe n° 9).

8-9 *janvier* : le bataillon Corneloup (17e régiment de tirailleurs sénégalais), allant d'Islahié à Marasch, doit livrer combat, les 7 et 8 janvier, dans la région d'El-Oglou. L'affaire est très chaude; la colonne perd 7 tués et 21 blessés; elle arrive à Marasch le 10 janvier.

12 *janvier* : la colonne Marty (deux compagnies du 18e régiment de tirailleurs algériens, une compagnie de mitrailleuses, une section d'artillerie de montagne) quitte Aïntab pour Sachsegeuzu, où elle doit rejoindre la colonne Thibault qui se rend à Marasch. Le 13 janvier, la colonne Marty, pendant sa marche d'Araplar à Sachsegeuzu, est attaquée à plusieurs reprises par des bandes de Tchétés et subit des pertes sérieuses.

Une enquête est menée sur place le 14 janvier par le moutassarif d'Aïntab, le commandant de gendarmerie et l'officier de renseignements du cercle, dans le but d'établir

les responsabilités et arrêter le conflit entre les soldats et les villageois. Aucun résultat appréciable.

Les colonnes Thibault et Marty réunies arrivent à Marasch, où elles consolident notre situation.

13 *janvier* : le général commandant les troupes expéditionnaires est forcé d'aller à Marasch essayer de calmer l'agitation et régler de multiples incidents.

Une compagnie et demie du 17e régiment de tirailleurs sénégalais arrive à Aïntab, où elle s'installe.

15 *janvier* : arrivée à Aïntab de l'état-major de l'artillerie divisionnaire, une batterie de 75, un escadron de spahis.

Ces renforts successifs provoquent la protestation d'usage (1).

5-20 *janvier* : le colonel Normand, en mission à l'est de l'Euphrate, visite Tel-Abiod, Ras-el-Aïn, Mardin, Ourfa, Sévérek, mais ne peut aller jusqu'à Diarbékir. Malgré la cordialité apparente de leurs réceptions, les autorités et les notables turcs, qui voient dans la mission Normand une avant-garde des troupes françaises venant mettre la main sur l'administration du pays, font de l'obstruction et s'efforcent, par tous les moyens, de dissuader et d'empêcher le colonel Normand d'aller jusqu'à Diarbékir (routes peu sûres, très graves dangers à courir, le vali est signalé tantôt comme malade, tantôt comme absent, etc.). La mission ne peut dépasser Sévérek et constate, au retour, que

(1) Voici la composition de la garnison d'Aïntab, fin janvier 1920 : état-major du cercle et de la légion arménienne, état-major et compagnie hors rang du 18e régiment de tirailleurs algériens, état-major de l'artillerie divisionnaire; 5e compagnie du 412e régiment d'infanterie; une compagnie et demie du 17e régiment de tirailleurs sénégalais, une compagnie de tirailleurs algériens, 3e compagnie de mitrailleuses de la légion arménienne; une section du génie, deux escadrons de spahis, une batterie de 65mm, une batterie de 75, ambulance alpine n° 8.

les villages montrent de l'hostilité, au lieu de l'accueil courtois fait au premier passage.

20 *janvier :* un convoi de ravitaillement, dirigé d'Aïntab sur Marasch, escorté par un peloton de spahis (lieutenant Finch) et quelques fantassins, est complètement anéanti aux abords de l'Ak-Sou.

Personne n'en est revenu; aucune nouvelle n'a pu être obtenue sur ce convoi. Télégraphe définitivement coupé. Les émissaires sur Marasch ne peuvent plus passer. Le pont de l'Ak-Sou est détruit; des groupes ennemis armés sont retranchés aux abords.

21 *janvier :* deux soldats français, à Aïntab, essaient de soulever le voile d'une femme. Le fils de cette dernière, âgé de 10 à 12 ans, veut défendre sa mère et il est tué à coups de baïonnette. Emotion énorme exploitée contre les Français. Le commandant du cercle doit faire des démarches multiples pour ramener un peu de calme. Néanmoins, les boutiques restent fermées; des groupes armés circulent; la situation est tendue à l'extrême. Le manque de nouvelles de Marasch, ou plutôt les nouvelles pessimistes et très grossies qui circulent, entretiennent une grande nervosité.

22 *janvier :* sur la demande du moutassarif d'Aïntab, des patrouilles mixtes (soldats français, policiers et gendarmes turcs) circulent dans la ville arménienne et dans la ville turque pour rassurer les habitants. Chacun fait tous ses efforts pour ramener le calme et empêcher l'explosion des hostilités.

25-29 *janvier :* des nouvelles affolantes circulent au sujet des événements de Marasch. Toutes les boutiques ferment. Après une conférence entre notables turcs et arméniens, une proclamation est affichée exhortant la population au calme.

31 *janvier* : à la suite d'un incident minime (discussion entre des soldats français et un boutiquier turc), une vraie panique s'empare de la population. Toutes les maisons ferment. L'intervention de la gendarmerie et de la police, ainsi que de fortes patrouilles françaises, ramènent un calme relatif.

1er *février* : une automobile transportant quatre Américains d'Alep à Aïntab est assaillie près de Baschgheuz par une bande armée. Les quatre Américains sont assassinés, puis enterrés près du lieu de l'agression. Leurs corps sont ensuite ramenés à Aïntab, par les soins du commandant de la gendarmerie, et inhumés au collège américain. Les agresseurs restent introuvables.

3 *février* : un convoi de ravitaillement parti de Killis, sous l'escorte de deux compagnies, est assailli près de Kazikli par des groupes très importants et doit se replier sur Killis où il rentre le 4. La ligne télégraphique Killis-Aïntab est coupée; une cinquantaine de poteaux sont arrachés.

Les conséquences possibles de l'agression du 1er février contre des Américains et de l'attaque du convoi du 3 février, affolent au plus haut point les autorités et notabilités musulmanes qui s'emploient activement à prêcher le calme et à prodiguer des conseils de sagesse dans toutes les mosquées à la prière de midi du vendredi 6. Néanmoins, la population reste très nerveuse; la plupart des Turcs et des Kurdes habitant le quartier arménien se réfugient en ville turque; les magasins arméniens restent fermés et les chrétiens n'osent plus s'aventurer en ville turque.

9 *février* : le commandant du cercle, ayant convoqué chez lui les notables arméniens et turcs, ces derniers refusent de venir, craignant, disent-ils, d'être arrêtés au cours de la réunion, comme le fait se serait, d'après eux, produit à Marasch.

11 *février :* Chahim-bey, qui s'intitule « commandant des forces nationales de la route de Killis », écrit au commandant du cercle. Sa lettre dit, entre autres choses :

« Le soulèvement de Marasch a été provoqué par le général Quérette, qui, par ses ruses et ses finesses, a semé la discorde entre Turcs et Arméniens... Les Français se sont montrés incapables d'assurer l'ordre et d'empêcher les assassinats des quatre Américains le 1er février.

» Maintenant, l'ordre est rétabli sur la route Aïntab-Killis, et lui, Chahim-bey, sous sa responsabilité, affirme que toute personne, à l'exception de troupes françaises, peut voyager sans danger... »

(Il est superflu de souligner l'insolence de cette lettre.)

12 *février :* le commissaire central Fevzi-bey (soupçonné de sentiments francophiles), se rendant à une convocation du moutassarif, est enlevé par un groupe armé et conduit à Bazardjik, puis à Marasch.

18 *février :* l'émotion est toujours intense et la situation très tendue; chrétiens et musulmans sont retirés dans leurs quartiers respectifs. Les khans, occupés en ville turque par des réfugiés arméniens, sont tous évacués. De nombreuses réunions sont tenues entre les autorités et les notables turcs et arméniens pour essayer d'arriver à un accord en vue de rétablir le calme en ville. Aucune solution pratique ne peut aboutir.

21 *février :* Chahim-bey, qui commande toujours les « forces nationales de la route de Killis », adresse une lettre au commandant du cercle, l'invitant à quitter Aïntab avec les forces françaises.

22 *février :* les nouvelles les plus pessimistes circulent au sujet des événements de Marasch, qui sont présentés comme un véritable désastre français. Il est impossible d'obtenir le moindre renseignement précis. On sait seule-

ment qu'à la suite d'une bataille de rues qui a duré près de trois semaines, la plus grande partie de la garnison française a dû quitter la ville pour se replier sur Islahié, avec plusieurs milliers d'Arméniens. Cette retraite, exécutée dans des conditions extrêmement pénibles, par un froid excessif et des tourmentes de neige d'une violence inouïe, cause des pertes élevées. Près de 2.000 Arméniens meurent de froid et de faim; des centaines de cas de gelures graves sont constatés chez les Sénégalais. Environ 150 prisonniers français sont restés à Marasch aux mains des Turcs.

28 *février* : un ultimatum en quatre points est envoyé au commandant du cercle par les notables turcs d'Aïntab.

Les notables s'engagent à rétablir le calme et maintenir la paix aux conditions suivantes, à exécuter par les Français :

1° Renvoi des soldats de légion arménienne encore présents à Aïntab;

2° Prendre l'engagement de ne pas s'immiscer dans l'administration turque;

3° Prendre l'engagement de ne pas recevoir des renforts à Aïntab;

4° Prendre l'engagement de ne faire aucune colonne, même passagère; autoriser un à deux bataillons turcs à venir dans la région d'Aïntab pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité des routes.

1er *mars* : le cercle d'Aïntab prend le nom de zone d'Aïntab. Le sandjak de Marasch est rattaché à Adana. Le caza de Killis est placé sous l'autorité immédiate du général commandant la 2e division, qui s'est installé à Katma au début de février.

2 *mars* : il se confirme que la garnison française d'Ourfa est complètement bloquée depuis plusieurs semaines et

coupée de toute communication. Cette nouvelle, succédant à celle de notre échec de Marasch, enhardit les Turcs et exhalte leur espoir de nous chasser d'Aïntab.

5 *mars* : la promenade des mulets de la batterie montée d'Aïntab est attaquée sur la route de Killis, à environ 4 kilomètres à l'ouest de la ville. Un conducteur est tué, deux autres blessés. Les réclamations du commandant de la zone demeurent sans résultat. Il se confirme que 2.000 Tchétés tiennent la route de Killis, de Kazikli à Koutchouk-Kizilhissar.

10 *mars* : un convoi de la Croix-Rouge américaine destiné au ravitaillement de Marasch, et escorté par des gendarmes turcs, est pillé près de Baschgheuz. Tchétés et gendarmes se partagent le butin.

20 *mars* : l'agitation croît de plus en plus. Les incidents se multiplient (arrestations, assassinats d'Arméniens à l'intérieur et à l'extérieur, enlèvement et disparition de Turcs en relation avec les Français, rixes, etc.). Le recrutement des Tchétés continue; l'organisation se fait au grand jour. De nombreux villageois en armes s'installent en ville turque.

22 *mars* : les Tchétés attaquent à plusieurs reprises nos troupes d'Akche-Keui (gare du Sadjour). Ces combats provoquent une grosse émotion à Aïntab dont les agresseurs sont originaires pour la plupart.

26-28 *mars* : la colonne Andréa, escortant un convoi de ravitaillement pour Aïntab, doit livrer plusieurs combats pour s'ouvrir la route. Nous avons deux officiers tués (lieutenant Barche et sous-lieutenant Chanoine, du 19e régiment de tirailleurs algériens), deux soldats tués, plusieurs blessés. La colonne Andréa arrive à Aïntab le 28. Un détachement de la garnison va au devant d'elle jusqu'au col de Koutchouk-Kizilhissar.

29 *mars* : une proclamation du général commandant la 2e division, rédigée en turc et en arabe, est remise au moutassarif pour affichage. Les exemplaires affichés sont aussitôt arrachés; quelques-uns sont aspergés de sang.

30-31 *mars* : échange de visites, assez correctes, entre le lieutenant-colonel Andréa et le moutassarif.

A la date du 31 mars, la situation est donc la suivante : surexcitation extrême des esprits, entretenue par les autorités, les notables et surtout par le Comité islamique, qui n'a cessé de faire une ardente propagande parmi la populace ignorante et fanatique. Désir général chez les Turcs de chasser les Français d'Aïntab. Un seul parti, comprenant quelques notables instruits, propriétaires, hostiles aux Français, mais soucieux de leurs propres intérêts, voudrait qu'Aïntab ne devînt pas un théâtre d'opérations. Les combats victorieux de la colonne Andréa ont frappé les esprits et donné à réfléchir, mais les Tchétés se réorganisent et se préparent à reprendre la lutte, excités par les succès turcs de Marasch.

En ville, la présence de nombreux réfugiés turcs et arméniens, désœuvrés, rend presque inévitables les causes de conflits et d'incidents. La situation est donc extrêmement délicate; le calme relatif qui a pu être maintenu depuis quatre mois par une action politique incessante et des démarches sans nombre, est à la merci du moindre événement qui mettra le feu aux poudres.

× ×

1er *avril* : la colonne Andréa quitte Aïntab à 6 heures, rentrant à Killis. A 8 heures, la fusillade éclate en ville. Le premier siège turc d'Aïntab commence.

CHAPITRE III.

LE PREMIER SIÈGE D'AÏNTAB PAR LES TURCS.

(1er-16 avril 1920.)

Les derniers éléments de la colonne Andréa ont à peine disparu au tournant de la route, à 2 kilomètres à l'ouest d'Aïntab, que des coups de feu isolés sont tirés en ville turque. La fusillade s'étend et s'intensifie rapidement sur les lisières est du quartier arménien, dont les habitants organisent la résistance en dressant de hâtives barricades. Les catholiques se réfugient dans l'église latine et le couvent attenant. Entre 8 et 9 heures, de nombreux groupes turcs gagnent les crêtes au sud d'Aïntab (orphelinat, marabout), construisent des murettes en pierres et creusent de petites tranchées d'où ils harcèlent le collège américain et le poste de commandement de la zone. La mission américaine fait hisser le pavillon étoilé sur les bâtiments de l'hôpital.

En ville turque, deux soldats français sont assassinés. L'officier d'approvisionnement de la place (lieutenant de Gréaulme) et la corvée de 20 hommes qui l'accompagnait sont faits prisonniers et enfermés au konak; le caporal français de service à la poste est également amené au konak par le commandant de la gendarmerie turque en personne. Le directeur français de la Banque ottomane (M. Lecoq), d'abord arrêté, est ensuite relâché et gardé à vue dans sa maison.

La fusillade continue toute la journée, plus ou moins violente, sans qu'aucune attaque sérieuse soit déclanchée. Aux protestations véhémentes du commandant de la zone, les autorités turques répondent qu'elles font tous leurs efforts

pour ramener le calme, mais elles ne semblent plus pouvoir maîtriser le mouvement qu'elles ont sans aucun doute contribué à susciter. Les relations — par lettres — continuent entre le commandant de la zone et le moutassarif, par l'intermédiaire d'un poste de liaison qui a été placé vers la barricade du centre de la transversale.

Le 2 avril dans la matinée, sur la demande pressante du commandant de la zone et sous menace d'un bombardement de la ville, les autorités turques font évacuer les crêtes au sud du collège; par contre, l'agitation et l'excitation augmentent en ville, où de véritables attaques sont dirigées contre l'église latine et contre l'hôpital américain. A la demande du docteur Sheppard, directeur de l'hôpital, un détachement français est envoyé pour la protection de l'hôpital; dans la soirée, un autre détachement est envoyé à l'église latine, défendue jusqu'à ce moment par un seul homme (1).

Le « front » commence à se dessiner; les Turcs tiennent l'école Négogocian, en face de l'église latine, le carrefour nord de la transversale, la transversale (côté est) jusqu'au sud de l'Y. M. C. A., le village kurde, l'orphelinat anglais; en face d'eux, les volontaires arméniens continuent la construction de barricades en pierres; les deux fronts sont séparés par un *no man's land* variant de 10 à 40 mètres.

Le 3 avril, un avion français, survolant Aïntab, est accueilli par une fusillade turque très nourrie. Les escarmouches deviennent fréquentes sur le front : fusillades soudai-

(1) Cavalier Saulze, ordonnance du lieutenant Charles, du S. R. Disposant de plusieurs fusils, il les avait répartis aux divers étages du couvent et de l'église, les canons apparents, pour faire croire aux Turcs que le couvent était fortement tenu. Se déplaçant sans cesse, il faisait du volume, tirant successivement de tous ces emplacements de tir, réussissant ainsi à en imposer à l'ennemi et protégeant les 400 catholiques réfugiés dans l'église et le couvent. Saulze, proposé pour la médaille militaire, a été décoré le 14 juillet 1920.

nes, tentatives d'attaques à la grenade. Ces actions restent décousues et sans lien entre elles; il manque un chef militaire pour coordonner les efforts de ces nombreux groupes de Tchétés.

Entre temps, les positions s'organisent de part et d'autre; les barricades se renforcent, notamment sur le front arménien, où la population valide, y compris les femmes et les enfants, est employée au transport des matériaux (pierres, rondins, etc.). Des communications intérieures sont créées par le percement des murs de clôture et des maisons. Les Arméniens organisent un arsenal où sont effectués les travaux les plus divers : fabrication complète de grenades, de piques, réamorçage de cartouches, fabrique de balles, réparations aux fusils, etc., etc. Une centaine d'ouvriers y travaillent nuit et jour.

Tout en renforçant la résistance, le commandant de la zone essaie encore d'agir sur les autorités turques pour faire cesser ces incidents regrettables et ramener le calme. Aucun résultat pratique ne peut être obtenu malgré les protestations de bonne volonté du moutassarif.

Le 6 avril seulement, nos prisonniers retenus au konak sont rendus au commandant de la zone; les autres tentatives de conciliation échouent devant les prétentions inacceptables des autorités turques.

Le 6 avril, les Arméniens s'emparent du quartier kurde, dont l'occupation assure une meilleure protection de l'hôpital américain.

En vue d'étayer le front église latine - transversale - quartier kurde, des détachements sénégalais occupent le Khan-Chouha (angle nord-ouest) et l'hôpital turc.

Jusqu'au 15 avril, la situation demeure sans changement; le front achève de se stabiliser, plusieurs lignes de barricades sont construites. La fusillade est presque continue, de jour et de nuit. Plusieurs attaques turques, dirigées contre

l'église latine, sont aisément repoussées. Cependant, les bandes de Tchétés continuent à converger sur Aïntab, apportant de sérieux appoints en armes et munitions. Des groupes nombreux stationnent à l'ouest et au nord de la ville, attendant l'occasion d'une attaque sur les postes français. Un homme énergique, connu sous le nom de Kilindj-Ali (le glaive d'Ali), a pris le titre de « commandant des forces nationales des environs d'Aïntab » et essaie d'organiser les éléments turcs d'origines si diverses.

Le 15 avril, le bruit se répand qu'une troupe française, arrivant par l'est, marche sur Aïntab; c'est la colonne Normand, qui vient débloquer la garnison française. Des groupes compacts sortent de la ville turque et se portent au devant de la colonne Normand pour l'arrêter. Le 16 avril, la colonne Normand refoule vigoureusement ces groupes qui s'étaient déjà solidement retranchés, et, après une série d'assauts brillamment menés, s'empare de toutes les collines à l'est d'Aïntab (1) et envoie quelques coups de canon bien placés sur la ville turque. Dans la soirée du 16 avril, la liaison était établie, par les crêtes sud, avec le collège américain. Ces actions coûtaient quelques pertes à la colonne Normand; en particulier, le capitaine Ollivier, du régiment colonial du Levant, était grièvement blessé le 16 au soir et mourait le lendemain des suites de sa blessure.

Le 17 avril, une autre colonne française, venant de Killis, sous les ordres du colonel Debieuvre, arrive à Aïntab et

---

(1) A noter le procédé employé par les Turcs, à l'imitation de leurs maîtres boches : des hommes, munis de fanions blancs et suivis par de petits groupes de Tchétés dissimulant leurs armes, s'avancent vers l'avant-garde française. Croyant avoir affaire à des tirailleurs algériens, l'un deux crie en Arabe : « Que faites-vous là avec les Français? Venez avec nous! » Malheureusement pour les Turcs, notre avant-garde est constituée par des soldats européens, sous les ordres d'un officier connaissant fort bien la langue arabe. La supercherie turque est durement châtiée.

s'installe à l'ouest de la ville ainsi que sur les hauteurs au sud du collège.

Tenus en respect par l'est et par l'ouest, les Turcs cessent les hostilités; la garnison française peut être ravitaillée (convoi-navette Aïntab - Killis), quelques points d'appui extérieurs sont occupés et organisés (orphelinat anglais Fearson, marabout de Mardine, ferme des Spahis).

Du 18 au 25 avril, alternatives de bombardements et de négociations laborieuses. Les Turcs consentent à ravitailler en partie la colonne Normand (à des prix élevés), mais ne veulent pas s'engager à faire cesser définitivement les hostilités. Les autorités protestent toujours de leurs bonnes intentions, mais déclarent n'avoir aucune action sur les Tchétés.

Le 25 avril, le lieutenant-colonel Abadie, commandant le régiment colonial de marche du Levant, arrive à Aïntab avec l'état-major du régiment colonial de marche du Levant pour remplacer le lieutenant-colonel Flye Sainte-Marie, dans le commandement de la zone d'Aïntab. Ce même jour, à la réception d'une lettre injurieuse écrite au colonel Flye par Kilindj-Ali, se tient à Aïntab un grand conseil de guerre où les résolutions les plus énergiques sont arrêtées : bombardement violent de la ville turque, par l'est et par l'ouest, jusqu'à complète soumission des autorités et des Tchétés : (J = 26, H = 12). Dans la soirée du 25, un ordre de la division arrive par télégraphie sans fil, interdisant de bombarder la ville (confirmé par avion le 26 au matin). Le bombardement est alors remplacé par une attaque exécutée le 26 au matin sur la corne est de la ville.

Cette attaque, ordonnée par le colonel Normand, pour faire pression sur les Turcs, est exécutée par un peloton de tirailleurs algériens, appuyés par deux tanks.

L'attaque réussit au début; les tirailleurs, bénéficiant de la surprise, prennent pied presque sans coup férir dans

le groupe de maisons qui constituait l'objectif; ils sont bientôt contre-attaqués de tous côtés par des groupes de Tchétés qui sont abondamment pourvus de grenades et qui font des brèches dans les murs extérieurs pour essayer d'encercler complètement la troupe d'assaut. Celle-ci doit se replier et parcourir à vive allure, sous la protection des tanks, la petite plaine qui sépare la ville des positions de départ; pendant ce repli, elle est soumise à une vive fusillade partant des lisières de la ville et subit des pertes sérieuses (6 tués, 8 blessés). L'un des tanks, étant en panne, doit être remorqué par son camarade qui exécute une manœuvre des plus délicates pour venir accrocher son amarre, pendant que plus de 200 Tchétés s'acharnent à tirer sur le groupe de tanks. Tout le personnel tankeur est blessé par éclats de balles à l'intérieur des chars, mais ceux-ci finissent par rejoindre les positions de départ.

Deux tirailleurs blessés restent aux mains des Turcs.

Cette affaire exalte les Tchétés qui la transforment en grande victoire.

× ×

La situation ne s'est donc guère modifiée et une longue pression serait sans doute nécessaire pour obtenir la soumission turque. Mais le temps presse, les ravitaillements s'épuisent, et il faut aller vers Ourfa tendre la main à la garnison française, dont on est sans nouvelles précises depuis deux mois.

Le 28 avril, la colonne Normand et la majeure partie de la colonne Debieuvre quittent Aïntab au petit jour, se dirigeant sur Djerablous. Les Turcs gardent le contact et suivent ces colonnes jusqu'à une demi-journée de marche au sud-est de la ville. Ils sont renforcés dans la matinée du 29 par un régiment de réguliers venant de Roum-Kalé et Biridjik (9e régiment du Caucase, sous les ordres de Fikri-

bey) pourvu de trois canons de montagne qui s'installent sur les crêtes est, tenues la veille par la colonne Normand. Ces canons bombardent le marabout de Mardine dans l'après-midi du 29 (première apparition de l'artillerie turque à Aïntab), mais sont bientôt réduits au silence par un 75 du collège américain.

Le 30 avril, à 4 heures, les derniers éléments de la colonne Debieuvre et l'état-major de la légion arménienne quittent Aïntab, sous le commandement du lieutenant-colonel Flye Sainte-Marie, pour rentrer à Killis. Comme au 1er avril, le départ de la colonne française est immédiatement suivi par l'encerclement de la garnison.

Dans la matinée du 30 avril, les Turcs réoccupent les crêtes sud et sud-ouest, à l'exception des postes de l'orphelinat et du marabout, que nous tenons, et reprennent les hostilités contre l'ensemble des positions françaises.

Interrompues du 16 au 28 avril, par suite de la présence des colonnes Normand et Debieuvre, ces hostilités allaient prendre, au début du deuxième siège, une violence particulière, grâce à l'appui de l'artillerie turque et au fanatisme décuplé des assaillants.

CHAPITRE IV.

LE DEUXIÈME SIÈGE D'AÏNTAB PAR LES TURCS.

(30 avril-23 mai 1920.)

A la date du 30 avril 1920, la garnison française d'Aïntab a la composition et la répartition ci-après (voir croquis) :

Etat-major du régiment colonial de marche du Levant (lieutenant-colonel Abadie) : au poste de commandement de la zone.

2e bataillon du 17e régiment de tirailleurs sénégalais (commandant Corneloup), à trois compagnies et une compagnie de mitrailleuses (collège américain, hôpital turc, Khan-Chouha, église latine).

3e bataillon du 22e régiment de tirailleurs algériens (commandant Trémant), à deux compagnies et une compagnie de mitrailleuses (poste de commandement de la zone, orphelinat Fearson, marabout de Mardine, ferme des Spahis).

Demi 28e batterie du 242e régiment d'artillerie de campagne (capitaine Longueval) : collège américain (une pièce face nord, une pièce face est).

N. B. — Le groupe de volontaires arméniens (150, sous les ordres du lieutenant Levonian) occupe le front de la transversale, depuis l'église latine exclue, jusqu'au village kurde inclus. Deux grands murs en pierres, construits en deux nuits par 600 travailleurs arméniens, relient les faces est et ouest du village kurde à l'orphelinat Fearson. Les postes occupés par les troupes françaises ont été organisés défensivement : créneaux abrités par des parados, casemates pour mitrailleuses et fusils-mitrailleurs, postes de guet-

teurs, communications intérieures, abris à munitions, etc. Les défenses accessoires font presque complètement défaut.

De grands boyaux relient, d'une part, le collège américain au poste de commandement de la zone, et, d'autre part, ce dernier poste de commandement avec l'hôpital turc et le Khan-Chouha. Tous les postes sont reliés téléphoniquement au central de la zone. Un poste de télégraphie sans fil est installé au collège américain, mais il fonctionne très irrégulièrement. Il n'y a aucun pigeon voyageur. Les panneaux pour la liaison avec les avions sont installés dans la cour ouest du poste de commandement.

La place est approvisionnée à deux mois de vivres et cinq jours d'orge (1). Elle a environ 600.000 cartouches (fusils, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses) et 2.000 obus de 75.

Les assiégeants comprennent : le 9e régiment du Caucase (trois bataillons, Fikri-bey), des groupes d'irréguliers et de Tchétés dont les effectifs, essentiellement variables, ont oscillé entre 6.000 et 9.000, trois canons de montagne qui se sont révélés le 29 avril, et un canon de 105, qui se dévoilera le 2 mai (route de Marasch). L'ennemi paraît bien pourvu de munitions d'infanterie, à en juger par la fréquence et la violence de ses fusillades; il semble être limité en munitions d'artillerie, notamment en obus de 105; les obus tirés par ses canons de montagne sont très courts (2 calibres et demi) et produisent des effets assez limités.

Dès le 30 avril, les principaux efforts turcs se portent contre nos postes extérieurs : ferme des Spahis, orphelinat Fearson, marabout de Mardine, tandis que le collège

(1) Pour une centaine d'animaux. Ceux-ci furent nourris, pendant tout le mois de mai, au moyen de l'herbe et du blé que des corvées allaient couper toutes les nuits entre le poste de commandement de la zone et la ferme des Spahis.

américain, le poste de commandement de la zone et la ville arménienne subissent de simples bombardements et des tirs de harcèlement d'infanterie.

La ferme des Spahis couvre au nord le terrain d'aviation, dont les abords sont d'ailleurs sous le feu des mitrailleuses et d'un canon de 75 du collège américain; la conservation de cette ferme s'impose pour se ménager le bénéfice d'une liaison par avion, la seule possible (1). Le Turc s'acharne plus spécialement contre le marabout de Mardine, point culminant des crêtes sud, dominant entièrement la ville turque et étayant au sud le front arménien.

Toutes les attaques exécutées par les Turcs le 30 avril échouent : attaque à la grenade de l'église latine, attaques sur le marabout et la ferme des Spahis. Le commandant de la zone fait auprès des autorités turques une dernière tentative de conciliation; il affirme ses intentions pacifiques, mais donne en même temps l'assurance que, s'il ne veut jamais tirer le premier, il tirera toujours le dernier. Cette tentative a le même résultat que les précédentes.

Le 1er mai, l'action turque se localise contre le marabout de Mardine. Une première attaque, à 6 heures, est aisément repoussée. Les Turcs reprennent ensuite leur préparation d'attaque au moyen de leurs trois canons de montagne installés à l'est de la maison du cheikh (à environ 3.000 mètres du marabout) et au moyen de trois mitrailleuses en position sur un piton rocheux à 400 mètres sud-ouest du marabout. La préparation dure toute la journée avec une intensité variable; l'attaque d'infanterie, déclanchée à 17 h. 30, est encore repoussée. Malheureusement, le com-

(1) La liaison par émissaires a été tentée à plusieurs reprises entre Aïntab et Killis (60 kilomètres). Chacun des émissaires devait être payé de 15 à 20 livres or, c'est-à-dire de 1.000 à 1.500 francs, selon le cours. Sur onze émissaires partis d'Aïntab dans le courant de mai, quatre sont arrivés à destination; les autres ont été pris et tués par les Tchétés.

mandant de l'ouvrage (lieutenant Bouzats, du 22e régiment de tirailleurs algériens) est grièvement blessé de deux balles à la tête (1); il est remplacé, dans la nuit du 1er au 2 mai, par le sous-lieutenant Bazin, de la compagnie de mitrailleuses n° 3, du 22e régiment de tirailleurs algériens.

Sur le front arménien, escarmouches continuelles. A 18 h. 30, les Turcs attaquent l'ouvroir Kelly, après avoir lancé sur la toiture des chiffons enflammés qu'une pompe municipale arrose de jets de pétrole. Attaque également repoussée.

La journée du 2 mai est marquée par les actions les plus violentes de tout le deuxième siège. Dès 5 heures, deux nouveaux canons turcs, dont un 105, tirent des abords du col de la route de Marasch sur la ferme des Spahis, le poste de commandement de la zone, la lisière ouest du quartier arménien et sur le village kurde. Les trois canons de montagne, installés vers la maison du cheikh, recommencent leur bombardement sur le marabout. L'emplacement de ces divers canons ne peut être repéré avec exactitude; on ne voit ni lueur, ni fumée, ni poussière. L'essai de contre-batterie fait par nos 75 demeure à peu près inefficace. De 14 à 15 heures, le tir d'artillerie ennemie s'intensifie, toutes les pièces concentrent leur feu sur le marabout de Mardine; les trois mitrailleuses turques, placées depuis la veille au piton rocheux, tirent aussi sans arrêt sur le marabout; c'est un crépitement ininterrompu de 14 h. 30 à 15 heures. Pendant ce temps, deux compagnies de réguliers turcs se forment pour l'assaut, exactement au sud du marabout, et réussissent à s'approcher jusqu'à une centaine de mètres de l'ouvrage, grâce à un léger angle mort et en dépit des tirs de V.-B. exécutés par la garnison du marabout (2).

---

(1) Le lieutenant Bouzats est mort le 3 mai à l'hôpital américain.

(2) Tout le terrain au sud du marabout échappe complètement aux vues du collège américain, où sont installés nos 75. Les tirs du seul

A 15 heures, le tir cesse brusquement; les deux compagnies d'assaut turques s'élancent à l'attaque au pas de course et en hurlant : « Allah! Allah! » L'abordage a lieu au bout de quinze à vingt secondes. Dans la partie est de l'ouvrage, la garnison, composée de très jeunes tirailleurs algériens faiblement encadrés, est impressionnée par la violence et la soudaineté de l'assaut; elle se replie et descend les pentes nord du marabout, tandis que les Turcs prennent pied dans la face est et submergent de proche en proche tout l'ouvrage. Dans la partie ouest, la défense est menée avec la plus belle énergie par le sous-lieutenant Bazin qui, malgré une blessure au bras gauche, lutte obstinément à la grenade, électrisant par son exemple les quelques Européens et tirailleurs qui restent groupés autour de lui. Attaqués de toutes parts, ces héroïques défenseurs succombent sous le nombre et sont massacrés (1).

Dans l'angle sud-ouest, entre deux merlons, il ne reste plus qu'un seul homme valide, le sergent indigène Diaz. Ayant vu massacrer son officier et les derniers défenseurs de la tranchée voisine, Diaz juge la résistance impossible contre les 200 Turcs qui ont inondé l'ouvrage; à coups de baïonnette il s'ouvre un passage à travers les ennemis qui l'entourent, traverse tout l'ouvrage et s'élance vers l'orphelinat Fearson, situé en contre-bas et à 400 mètres environ du marabout. C'est par miracle qu'il réussit à atteindre l'orphelinat sans être touché par les nombreux Turcs qui tirent sur lui. Le sergent Diaz est le seul rescapé des défenseurs du marabout qui ait assisté à toute l'action.

---

canon de 75 pouvant agir dans cette zone, et exécutés aux demandes par fusées lancées du marabout, ne pouvaient avoir une grande efficacité.

(1) Avant de mourir, le sous-lieutenant Bazin dit en arabe à un capitaine turc : « Ne tuez pas mes hommes, ils sont musulmans comme vous. » Le capitaine répond : « Tant pis », et donne ordre de tout massacrer, y compris les blessés.

La prise du marabout nous cause des pertes sévères : un officier (sous-lieutenant Bazin), un sergent (Gudin) et un soldat (Mélési) européens, vingt-deux tirailleurs, tous massacrés.

Après l'enlèvement du marabout, les Turcs se préparent à attaquer l'orphelinat Fearson, mais toutes leurs tentatives sont enrayées par le tir des deux mitrailleuses de l'orphelinat et par l'action énergique du 75, qui tire sans arrêt sur le marabout et ses abords.

Le soir, à 23 h. 30, un coup de main est tenté sur le marabout, pour essayer de réoccuper l'ouvrage, ou, tout au moins, ramener les corps des défenseurs massacrés. Le coup de main est exécuté par quinze volontaires, sous les ordres d'un officier (sous-lieutenant Wahl), auxquels sont adjoints les douze fuyards, qui doivent racheter leur faiblesse de l'après-midi. Après une préparation de dix minutes (canon du collège et mitrailleuses de l'orphelinat), le détachement, qui s'est formé dans le ravin à 100 mètres au nord du marabout, part à l'assaut, mais il est accueilli par une très vive fusillade et se replie sans avoir pu aborder le marabout.

A minuit, les Turcs prononcent une attaque générale sur tout le front de la transversale. Cette attaque, déclanchée au son du clairon, est exécutée par de nombreux groupes de grenadiers turcs et appuyée par deux pompes à incendie lançant du pétrole sur les murs et les toitures des maisons; elle est enrayée par les volontaires arméniens. Le 75 du collège exécute un tir d'une cinquantaine de coups sur le front turc à l'est de la transversale; le calme relatif se rétablit vers 2 heures.

Le 3 mai, dès 5 heures, le commandant de la zone reçoit deux ultimatums que lui adressent Kilindj-Ali « commandant les forces nationales », et Seif-Oullah, « commandant des forces mobiles ». Ces ultimatums, rédigés en termes analogues (voir les annexes 10 et 11), exigent le départ

de la garnison française avant le 3 mai, midi, sous peine des attaques les plus sauvages et sous menace d'une destruction complète par le bombardement.

Naturellement, la résistance à outrance est décidée et la garnison se prépare à recevoir le choc annoncé (ordre général, annexe n° 12).

Cependant, la journée se passe sans autre incident que le harcèlement d'infanterie habituel; à la nuit seulement, les Turcs lancent une attaque sur la face sud du collège américain (20 heures) et une autre attaque sur la face nord du poste de commandement de la zone (21 heures); ces deux tentatives sont aisément repoussées, grâce à la vigilance de la garnison.

Le 4 mai se passe dans un calme à peu près complet, sauf une attaque dirigée vers 17 heures contre la ferme des Spahis et que quelques coups de 37 et de 75 suffisent à enrayer. Les Turcs paraissent organiser solidement toutes les crêtes qui dominent au sud le collège américain. La prise du marabout de Mardine, le 2 mai, leur a causé des pertes très élevées et ils hésitent à aborder des ouvrages beaucoup plus fortifiés et défendus par une garnison qu'ils sentent résolue.

Kilindj-Ali et Seif-Oullah envoient deux nouvelles sommations dont le ton est un peu moins impérieux que celui des deux premières.

Le commandant de la zone essaie d'échanger les quelques prisonniers turcs qu'il détient, contre les corps des Français tués au marabout; il lui est répondu que l'échange n'est plus possible, les soldats français ayant été enterrés respectueusement avec les « martyrs » turcs.

Les journées des 5, 6, 7 et 8 mai sont marquées par une reprise du tir de l'artillerie turque sur le collège américain, le poste de commandement de la zone et surtout sur le quartier arménien où le bombardement fait d'assez nombreuses victimes.

La population arménienne, qui compte à cette date environ 14.000 personnes, fait preuve de courage et de dévouement, malgré la situation précaire où elle est placée (cinq à six jours de vivres pour la population pauvre).

La nouvelle parvenue par message lesté d'avion, qu'un convoi de ravitaillement doit partir de Killis le 8 mai, ranime la confiance de la population civile. Cependant, la faiblesse de l'escorte (deux bataillons), laisse la garnison assez sceptique sur la réussite de l'opération. Plusieurs milliers de Turcs, avec quelques canons, se sont portés sur la route de Killis pour arrêter tous les ravitaillements destinés à Aïntab; il est à prévoir qu'un gros convoi français, rivé à la route, aura d'énormes difficultés à forcer le passage, car il ne disposera pas d'une troupe de manœuvre assez puissante.

Du 8 au 12 mai, la situation demeure sans changement. Les tirs d'artillerie turque et le harcèlement d'infanterie ont un peu diminué d'intensité. Les mouvements nombreux, observés du poste d'observation de la tour du collège, indiquent que les Turcs renforcent leur détachement de la route de Killis, qui doit comporter 5.000 à 6.000 fusils et huit à neuf canons. D'autre part, la population civile de la ville turque évacue Aïntab: de longs cortèges de femmes et d'enfants, avec quelques animaux de bât, sont aperçus sur les pistes au nord de la ville, marchant sur Marasch et sur Roum-Kalé. Par-dessus les barricades de la transversale, les Turcs annoncent aux Arméniens qu'ils seront vaincus par la famine et qu'aucun convoi ne pourra atteindre Aïntab.

Effectivement, une canonnade assez violente est entendue vers le sud, le 10 mai et la matinée du 11, mais le convoi n'a pu passer.

Dès le 11 au soir, les Turcs de la transversale annoncent qu'il y a eu une grande bataille aux environs d'Ulu-Mezré et que les Français ont perdu 2.000 prisonniers et deux

canons. Malgré l'exagération de ces chiffres, s'appliquant à une escorte de deux bataillons, la population arménienne reste un peu nerveuse jusqu'au 12 au soir, où un message d'avion annonce que le convoi est rentré à Killis sans pertes et qu'un nouveau convoi fortement escorté repartira dans une dizaine de jours.

L'espoir renaît; des mesures sont prises pour continuer la résistance; quelques distributions de farine sont faites aux Arméniens pauvres, qui n'ont plus rien à manger.

Les Turcs, enhardis par leur succès des 10 et 11 mai sur la route de Killis, renforcent leurs troupes dans cette direction; de nouveaux contingents arrivent de tous côtés, notamment de Marasch et de Biredjik; le bombardement et le harcèlement d'infanterie continuent; la guerre de mines commence sur le front de la transversale, où des attaques sont exécutées toutes les nuits; les forces turques, régulières et irrégulières, atteignent un total de 9.000 hommes et une douzaine de canons.

Tout fait prévoir que la prochaine bataille sera dure.

Le 21 mai, à 8 h. 30, un avion se décide à atterrir, malgré la vive fusillade dirigée contre lui. Le courrier qu'il apporte annonce le départ de Killis, le matin même, d'une grosse colonne (cinq bataillons, dix canons, deux escadrons), sous les ordres du colonel Debieuvre, escortant un important convoi.

Quelques journaux de France racontent le « guet-apens d'Ourfa » (1).

---

(1) Après un siège de deux mois, la garnison française d'Ourfa (environ un bataillon), n'ayant plus de vivres, plus d'eau et presque plus de munitions, obtient d'évacuer la ville et de se replier sur Djérablous. Les autorités turques lui fournissent quelques moyens de transport. Dix notables doivent accompagner la colonne pour lui servir de sauvegarde, mais ils sont remplacés, au moment du départ par des gendarmes turcs. La petite colonne française quitte Ourfa le 11 avril 1920. A une quinzaine de kilomètres à l'ouest de la ville, la colonne est attaquée par surprise, de tous les côtés à la

Le sort des malheureux camarades d'Ourfa, dont on était sans nouvelles depuis plus de deux mois, remplit d'indignation la garnison d'Aïntab. Cet exemple typique de la traîtrise et de la mauvaise foi turques exalte au plus haut degré la résolution et l'esprit de sacrifice des troupes d'Aïntab, qui sont plus décidées que jamais à tenir jusqu'au bout.

Pendant toute la journée du 22 mai, une violente canonnade est entendue vers le sud. C'est la colonne Debieuvre qui se heurte dans la région d'Ulu-Mezré aux nombreuses lignes de défense sur lesquelles les Turcs veulent barrer la route d'Aïntab.

Une colonne de sortie est organisée dans la garnison d'Aïntab : six sections de combat complètes, deux sections de mitrailleuses sur mulets, une pièce de 75 et deux caissons attelés. Les animaux, uniquement nourris d'herbe et de blé vert depuis quinze jours, ne sont guère solides, mais le moment est venu de faire un gros effort pour infliger aux Turcs une leçon sévère.

Le 23 mai au lever du jour, le détachement de sortie enlève rapidement les crêtes au sud du collège, d'où il chasse quelques groupes de tireurs turcs; le poste de l'orphelinat Fearson réoccupe dans les mêmes conditions le marabout de Mardine (1).

Après avoir installé quelques éléments sur les crêtes sud, pour assurer ses derrières, le gros du détachement de sortie se porte vers le sud avec l'intention d'attaquer à revers les Turcs déjà aux prises avec la colonne Debieuvre. Le détachement atteint les environs de Masmakof (8 kilomè-

---

fois; la moitié environ est massacrée, l'autre moitié ramenée prisonnière à Ourfa; deux hommes seulement réussissent à s'échapper et à gagner Djérablous.

(1) Les corps des Français tués le 2 mai au marabout sont retrouvés à moitié déterrés, dépouillés de tous leurs vêtements et en partie dévorés par les chiens.

tres sud d'Aïntab), mais, n'entendant plus le moindre bruit de bataille et se sentant un peu en l'air, avec ses animaux fatigués, il revient sur Aïntab. Tout s'explique vers 11 heures, au moment où les têtes de colonne et les flanc-gardes du convoi Debieuvre sont aperçues à l'est d'Aïntab, dans la vallée du Sadjour et sur les hauteurs qui la bordent.

Après le dur combat du 22 mai, qui a causé des pertes très élevées aux Turcs, ceux-ci ont profité de la nuit pour replier leur artillerie et leurs troupes dans la direction de Marasch, en passant à l'ouest d'Aïntab, par Ibrahimli et le col de la route de Marasch.

De son côté, le colonel Debieuvre, voulant éviter un nouvel arrêt sur une deuxième position turque, ce qui eût encore retardé le ravitaillement d'Aïntab devenu très urgent, s'est décidé à obliquer vers l'est avec son convoi et à gagner Aïntab par la vallée du Sadjour. Ce mouvement s'exécute sans être inquiété; la liaison s'établit le 23, vers 13 heures, avec la garnison, et le convoi arrive dans la soirée au poste de commandement français d'Aïntab (1).

L'arrivée de la colonne Debieuvre ne met pas fin aux hostilités. Le 23 mai, vers 19 heures, des canons turcs, installés au nord d'Ibrahimli, envoient une douzaine d'obus sur le poste de commandement et le collège; l'artillerie de la colonne Debieuvre fait taire les canons ennemis et envoie une trentaine d'obus sur la ville turque.

La nuit du 23 au 24 mai est encore extrêmement agitée; fusillades nourries, nombreuses tentatives d'attaques turques sur la transversale et la maison du cheikh. Cette agitation se poursuit pendant toute la journée du 24 et jusqu'au 29 mai, entrecoupée de quelques bombardements turcs.

Notre artillerie répond d'une manière énergique sur les

(1) Le 25 mai au soir, ce convoi est renvoyé sur Killis, ramenant à l'arrière une partie des bouches inutiles (environ 4.500 Arméniens, réfugiés ou orphelins).

batteries et sur la ville turque. Dès le 24, le moutassarif a été cependant invité à venir conférer avec le colonel Debieuvre pour essayer de trouver un terrain d'entente en vue de la cessation des hostilités; cette invitation, renouvelée les jours suivants, n'est pas acceptée, et, jusqu'au 29 mai au matin, les fusillades et les bombardements continuent.

Le 27 mai, le général commandant la 2e division arrive à Aïntab en avion; il visite les positions françaises, les divers établissements français, américains et arméniens, ranime le courage des Arméniens par l'assurance que les Français sont à Aïntab pour toujours.

Mais, pendant que la situation reste assez confuse à Aïntab, des négociations sont en cours à Angora et aboutissent à la signature d'un armistice de vingt jours (30 mai-18 juin).

Le collège américain d'Aïntab en décembre 1919 (vu du sud).
A droite, le P. C. de la zone et la route de Marasch avec la ferme des Spahis.

Le collège américain d'Aïntab en mai 1920.
Photo d'avion montrant le détail des boyaux extérieurs, les emplacements des 75, les pare-éclats du mur d'enceinte.
En bas, le P. C. du commandement de la zone.

CHAPITRE V.

L'ARMISTICE DE 1920.

C'est le 28 mai, 6 heures, qu'un avion apporte à la garnison d'Aïntab et à la colonne Debieuvre la nouvelle inattendue de la conclusion d'un armistice signé à Angora entre M. de Caix, représentant du général Gouraud, haut-commissaire de la République française en Syrie-Cilicie, et S. E. Mustapha-Kémal-pacha.

L'armistice doit entrer en vigueur le 30 mai, 0 heure, et durer vingt jours, jusqu'au 18 juin inclus (l'annexe n° 13 donne les clauses de cet armistice communiquées à Aïntab, aux autorités françaises et turques).

Le mutassarif d'Aïntab, invité à venir à l'état-major de la zone pour régler les détails d'exécution des conditions de l'armistice, commence par proposer une réunion en ville turque, puis se décide à accepter l'invitation qui lui est faite. Le 29 mai, à 15 heures, le mutassarif titulaire, Djellal-el-Dine, accompagné du lieutenant-colonel Irfan-bey, arrive au poste de commandement français, où commence une discussion interminable, au sujet de certaines divergences d'interprétation de l'article « secundo ». Les Turcs prétendent que l'évacuation d'Aïntab doit comprendre non seulement le quartier arménien, où se trouvent quelques-uns de nos postes (église latine, Khan-Chouha, hôpital turc), mais encore les postes que nous occupons nettement en dehors de la ville (collège américain, orphelinat Fearson, marabout de Mardine, poste de commandement de la zone, ferme des Spahis). Ils veulent que les troupes françaises évacuent ces postes extérieurs pour aller camper le plus loin possible sur les hauteurs sud. Mal-

gré l'intervention du général commandant la 2e division, revenu le matin même en avion, l'unité de vues ne peut être établie et le seul résultat de cette conférence est la signature d'une convention comportant suspension des hostilités à partir de minuit, nuit du 29 au 30 mai.

Par ailleurs, le colonel Irfan-bey est délégué de Mustapha-Kémal-pacha pour régler, avec le général commandant la 2e division, tous les détails d'exécution.

Il part pour Killis le 1er juin, après avoir demandé, par télégramme, quelques précisions à son chef d'Angora.

Dans la région d'Aïntab, la cessation des hostilités est rigoureusement observée de part et d'autre. Trois ou quatre coups de fusil à peine sont tirés pendant cette trêve de vingt jours; chacun d'eux donne d'ailleurs lieu à un copieux échange de correspondances, Turcs et Arméniens s'accusant réciproquement d'avoir tiré le coup de feu.

La population turque et arménienne travaille aux champs avec la plus grande activité. Les vivres sont rares des deux côtés et il y a urgence à faire la récolte (blé, lentilles, etc.).

Dès le début de l'armistice, tous les efforts sont faits en vue de régler à l'amiable les détails d'exécution des diverses clauses. La pierre d'achoppement est la clause de l'article « secundo », relative au retrait de nos postes du quartier arménien. Les Turcs en déduisent qu'ils sont autorisés à occuper ce quartier et à reprendre en mains l'administration de toute la ville d'Aïntab; ils paraissent même très pressés de réaliser l'exécution de cette clause.

Quant aux Arméniens, la perspective de retomber sous le joug turc, après s'être totalement compromis avec les Français, les plonge dans le désespoir.

Le commandant de la zone d'Aïntab s'efforce d'obtenir le maintien du *statu quo*, chacun restant sur ses posi-

tions pendant la durée de l'armistice. La mission américaine d'Aïntab intervient même à ce sujet auprès du général Gouraud et du consul américain d'Alep. Néanmoins, le point de vue turc est adopté et il est décidé que les Turcs occuperont le quartier arménien le 8 juin. Les postes français de l'église latine, de l'hôpital turc et du Khan-Chouha sont évacués et ramenés sur le camp français, qui reste constitué, malgré la vive opposition des Turcs, par le collège américain, le poste de commandement de la zone, les postes de l'orphelinat Fearson, du marabout de Mardine et de la ferme des Spahis.

Entre temps, la colonne Debieuvre a quitté Aïntab, le 2 juin, pour rentrer à Killis. A partir du 2 juin, la garnison française d'Aïntab a la même composition que le 30 avril, sauf que le 3e bataillon du 22e régiment de tirailleurs algériens (commandant Trémant) a été remplacé par une compagnie et une demi-compagnie de mitrailleuses blanches du régiment colonial de marche du Levant. A l'exception de la demi-batterie de 75, la garnison est entièrement formée de troupes coloniales.

L'occupation du quartier arménien d'Aïntab par les Turcs ne s'effectue que dans l'après-midi du 9 juin. Elle est précédée d'une réunion tenue le 8 mai entre fonctionnaires turcs et notables arméniens, en vue de régler un *modus vivendi*. Au cours de cette réunion, les Turcs se montrent doucereux et conciliants, animés des meilleures intentions à l'égard des Arméniens, auxquels ils donnent l'assurance qu'ils n'ont pas de représailles à redouter (1).

L'occupation se fait progressivement, en commençant le 9 juin par le front Khan-Chouha - hôpital turc, qui fait face au poste de commandement de la zone (distance,

(1) Ces bonnes dispositions devaient se modifier par la suite.

180 mètres) et dont les Turcs entreprennent aussitôt la mise en état de défense, face à l'ouest. Les jours suivants, les Turcs pénètrent peu à peu dans le reste du quartier arménien; mais cette pénétration demeure fort incomplète, les Arméniens s'étant barricadés dans plusieurs îlots dont ils interdisent l'entrée aux Turcs, malgré les menaces et la pression exercée par ces derniers. Les Turcs se résignent à cette situation, mais ils ne tardent pas à couper toute communication entre le quartier arménien et l'extérieur. Seul, l'infirmier français qui apporte tous les jours les vivres à ceux de nos blessés qui n'ont pu être évacués de l'hôpital américain est autorisé à entrer en ville arménienne; encore cette autorisation est-elle souvent refusée. Le docteur Sheppard lui-même, qui possède une maison dans l'enceinte du collège américain, se trouve bloqué dans les lignes turques et il lui faut l'autorisation personnelle de Mustapha-Kémal-pacha pour forcer cette consigne sévère.

En dépit de l'armistice, la situation demeure donc très tendue. Les négociations se poursuivent toujours péniblement, les Turcs émettant des prétentions inacceptables et donnant aux diverses clauses une interprétation inadmissible. Cependant, il semble que, du côté français, le maximum possible de concessions ait été accordé : évacuation immédiate des postes à l'est de l'Euphrate (Kul-Tépé, Tel-Abiod), évacuation prévue à brève échéance d'Arab-Punar et de Biredjik, etc.

L'échange des prisonniers, prescrit par l'article « tertio » de l'armistice, s'effectue, de la part des Turcs, avec la plus entière mauvaise foi. Alors que les prisonniers turcs sont rendus presque en totalité dans le délai fixé, les autorités turques font traîner en longueur la remise des prisonniers français, de sorte qu'à la fin de l'armistice, une faible partie seulement de nos prisonniers d'Ourfa nous est rendue; tous les prisonniers de Marasch

et ceux de Bozanti (1) restent aux mains des Turcs. Les négociations particulières entre le général commandant la 2e division et le colonel Irfan-bey ne conduisent à aucun résultat, le délégué turc n'ayant pas consenti à accorder par écrit les garanties indispensables qui lui étaient demandées. Ces pourparlers sont pratiquement rompus le 15 juin, aucune entente n'ayant pu être réalisée.

Les derniers jours de l'armistice sont marqués, à Aïntab, par la délimitation du « camp français », réglée le 17 juin par le chef d'état-major de la 2e division et le colonel Irfan-bey (voir croquis) et par l'évacuation, le 18 juin, de nos postes de l'orphelinat Fearson et du marabout de Mardine (2).

En résumé, au moment où l'armistice prend fin (19 juin, 0 heure), la situation de la garnison française d'Aïntab est nettement plus mauvaise qu'au 30 mai.

Les Turcs sont solidement installés à proximité immédiate de nos lignes; les Arméniens sont bloqués dans leur quartier et ne peuvent plus nous fournir l'aide réelle qu'ils nous apportaient auparavant.

Nous ne pouvons non plus continuer à donner aux chrétiens l'appui qui leur a été promis; il est d'ailleurs presque impossible de savoir ce qui se passe en ville.

La garnison française a été réduite et ne comprend plus que quatre compagnies, une compagnie et demie de mitrailleuses, deux canons de 75; elle est, en réalité, pri-

(1) Au cours d'une tentative de sortie et à la suite de pertes élevées et de l'épuisement de ses munitions, la garnison de Bozanti (environ un bataillon du 412e) avait été faite prisonnière deux jours avant la mise en vigueur de l'armistice. Elle ne put profiter des dispositions de l'article « primo ».

(2) L'occupation de ces postes ne pouvait être maintenue sans de graves dangers. Le quartier arménien étant tenu par les Turcs, les postes en question se trouvaient trop en l'air; en cas de reprises des hostilités, il eût été impossible de les ravitailler.

La convention établie à ce sujet spécifiait d'ailleurs que ces postes étaient désormais *neutralisés*.

sonnière dans les étroites limites du « camp français »; le moral turc est exalté par les avantages obtenus.

× ×

Les hostilités ne reprennent pas à Aïntab dès la fin de l'armistice. Des négociations se poursuivent à Angora, en vue de trouver un terrain d'entente pour rétablir la paix définitive; mais, devant les exigences toujours croissantes des Turcs, ces négociations ne peuvent aboutir; les questions les plus simples sont l'objet de mille chicaneries qui rendent toute entente impossible et les pourparlers sont interrompus vers la fin du mois de mai.

Les colonels Redged-bey et Irfan-bey, qui commandent respectivement la place et le recrutement d'Aïntab, sont personnellement opposés à la reprise des hostilités; ils savent, par expérience, qu'une nouvelle attaque dirigée contre la garnison française d'Aïntab est vouée à l'insuccès et leur causerait des pertes élevées; ils attendent des résultats plus importants et moins coûteux du harcèlement de nos communications, des destructions de la voie ferrée du Bagdad, de l'action des bandes qui circulent à l'intérieur de la zone française.

Le commandant français de la zone d'Aïntab agit d'ailleurs très activement sur ses adversaires éventuels avec qui il conserve des relations d'apparence courtoise. Il s'agit de gagner le plus de temps possible, de consacrer une situation, peu brillante sans doute, mais qui permet de conserver l'espoir de garder le mandat français sur Aïntab. Il s'agit surtout d'enlever au haut commandement français tout souci sur son poste d'extrême pointe nord et de lui laisser son entière liberté d'action, en vue des grandes opérations qu'il projette en zone chérifienne.

En effet, pour mettre fin aux embarras et tracasseries de tous ordres que nous cause le gouvernement chérifien,

notamment en ce qui concerne l'utilisation de la voie ferrée Rayak-Alep, le gouvernement français a décidé de mettre les autorités de Damas en demeure de changer leur ligne de conduite et d'employer la force, s'il est nécessaire, pour appuyer sa démarche. Parmi les satisfactions demandées, figurent l'occupation d'Alep par nos troupes et la libre disposition de la ligne du Damas, Homs et prolongements.

En prévision de ces opérations, le commandement français procède à un regroupement de forces et augmente ses disponibilités, en repliant sur Katma, au début de juillet, tous nos postes placés à l'est de l'Euphrate et sur le fleuve; ce repli délicat, entravé par de fréquentes attaques turques (Kul-Tépé, 2 juillet, etc), réussit, grâce à la rapidité du mouvement, qui impose à nos troupes des fatigues énormes, mais qui les soustrait à l'accrochage et à l'encerclement. Un poste est maintenu au pont du Sadjour, comme couverture face à l'est et comme future tête d'étapes sur Aïntab.

L'occupation d'Alep par nos troupes s'effectue presque sans coup férir, le 22 juillet.

L'ennemi a cependant tenté une diversion sur le poste du Sadjour qu'il assiège depuis le 17 juillet avec 2.000 ou 3.000 hommes, pourvus de quelques canons. Mais le poste, entièrement formé de tranchées et de boyaux, couvert par un large réseau de fils barbelés et défendu par deux compagnies sénégalaises du régiment colonial de marche du Levant, résiste brillamment à tous les assauts. L'installation de nos troupes à Alep peut donc se faire en toute tranquillité.

A Aïntab, la situation reste toujours calme en apparence. Dans les limites qui lui ont été fixées, la garnison française vaque à ses occupations; l'instruction a été reprise; les avions de liaison atterrissent sans être inquiétés. En ville, la situation est extrêmement tendue; les

Turcs exercent une pression énorme sur les Arméniens; alternant les promesses doucereuses avec les menaces de massacre, les Turcs veulent amener les Arméniens à se joindre à eux pour chasser les Français, mais les Arméniens nous demeurent fidèles et ils restent résolus à se défendre jusqu'à la mort.

Les Turcs hésitent donc toujours à reprendre les hostilités. La face ouest de la ville, qu'ils ont cependant fortifiée d'une manière formidable, ne leur paraît pas constituer une base très sûre; nos deux canons de 75 sont, en effet, braqués sur elle à une distance d'environ 300 mètres, et les flots tenus par les Arméniens à l'intérieur des lignes turques constituent une grosse menace sur les derrières du front ennemi.

D'autre part, les Turcs ont encore un motif de retarder la reprise de leurs attaques : ils sont persuadés que la garnison française d'Aïntab doit lever le camp à l'improviste et se retirer sur Killis, emmenant avec elle la population arménienne. A plusieurs reprises, le colonel Irfan-bey émet cette hypothèse au commandant de la zone, ajoutant qu'il n'y a pas de motif pour une pareille fuite; que, si la garnison d'Aïntab doit quitter la ville, elle peut se retirer en toute sécurité; que tous les Arméniens désirant partir d'Aïntab seront autorisés à s'en aller et pourront se joindre à la colonne française; que lui, Irfan-bey, mettra à notre disposition les moyens de transport nécessaires et qu'il nous accompagnera personnellement jusqu'à Killis... Ces propositions n'ont d'autre but que de rééditer « le coup d'Ourfa », en attirant la garnison française hors de ses positions, solidement fortifiées, pour pouvoir l'attaquer en formation de route dans un endroit favorable (1).

---

(1) Ci-après traduction d'un ordre donné, vers le 15 juillet, au bataillon Mohamed-Kémal qui tient la lisière ouest d'Aïntab (le fonc-

La combinaison est avantageuse, puisqu'elle permet d'espérer en même temps le massacre de la colonne française et celui de la population arménienne évacuée.

Cependant, Mustapha-Kémal-pacha réitère ses ordres formels pour la reprise des hostilités dans la région d'Aïntab. Vers le milieu de juillet, le commandant de la place turque d'Aïntab, Redged-bey, soupçonné de tiédeur nationaliste et n'ayant pas exécuté les ordres de son chef, est « limogé » et remplacé par le colonel Irfan-bey. Ce dernier, qui retarde le plus possible la reprise des attaques, est « limogé » à son tour vers le 25 juillet.

Exaspérés par le succès de l'offensive grecque, l'entrée de nos troupes à Alep, l'échec des attaques turques menées contre notre poste du Sadjour, les Turcs décident de tenter un gros effort sur le poste français d'Aïntab. Irfan-bey est remplacé par un chef fanatique, se faisant appeler Euz-Démir (en turc, pur fer), qui reprend l'offensive le 29 juillet.

---

tionnaire officier qui commandait le poste de l'hôpital turc et qui ravitaillait clandestinement le poste de commandement de la zone, communiquait chaque jour au commandant de la zone le cahier d'ordres de son bataillon) :

« D'après des renseignements certains, la garnison française d'Aïntab se prépare à quitter Aïntab par surprise. En conséquence, le 9e régiment du Caucase, renforcé par (environ 2.000 à 3.000 irréguliers) et par... canons, s'installera en position échelonnée sur les hauteurs de part et d'autre du défilé de Kutchuk-Kizilhissar à Ulu-Mezré, dans le but d'effectuer une manœuvre analogue à celle d'Ourfa. »

On voit que la manœuvre d'Ourfa est considérée, par les Turcs, comme un modèle du genre; elle est devenue classique.

CHAPITRE VI.

LE TROISIÈME SIÈGE D'AÏNTAB PAR LES TURCS.

(29 juillet - 10 août 1920.)

Le 29 juillet, à 6 heures précises, un obus de 105 turc est tiré sur la ferme des Spahis. C'est le signal attendu qui déclanche aussitôt une canonnade et une fusillade turques des plus nourries sur l'ensemble des positions françaises. Huit canons ennemis sont en action (deux 105 et six canons de campagne) sur les hauteurs nord et nord-ouest d'Aïntab. Le tir d'artillerie est particulièrement violent sur la ferme des Spahis et sur le collège américain, dont les bâtiments sont atteints à plusieurs reprises et gravement endommagés. Les crêtes sud sont garnies de Tchétés et de réguliers qui dirigent sur le poste de commandement de la zone et sur le collège américain des feux de mousqueterie extrêmement précis. D'autres groupes ennemis sortent de la ville et complètent l'encerclement du « camp français », en occupant l'orphelinat Fearson et le marabout de Mardine (1).

L'attaque turque a recherché un effet de surprise, mais cet effet n'est pas obtenu, grâce à la vigilance de la garnison. Seule, une section de Sénégalais se trouve sur le terrain d'exercice, à l'ouest du collège; elle regagne en formations très diluées ses positions de combat à l'intérieur de l'enceinte; au cours de ce mouvement, elle perd deux blessés qui seront récupérés à la nuit. Une corvée

(1) D'après la convention signée par les Turcs le 17 juin, ces deux points devaient être *neutralisés*. Les Turcs les occupent néanmoins et en font deux solides points d'appui.

occupée au cimetière sud-est, ne peut rentrer au collège; elle se réfugie dans une carrière voisine, d'où elle ne reviendra que dans la soirée.

Dès le début de l'attaque, un de nos 75 riposte sur la lisière ouest du quartier arménien, où le tir d'infanterie ennemie (fusils et mitrailleuses) diminue bientôt d'intensité. Mais, vers 6 h. 15, des attaques d'infanterie turque se précisent sur la ferme des Spahis, en trois colonnes venant de l'est, du nord et de l'ouest, tandis que le tir d'artillerie ennemie se concentre sur le collège américain.

Tous les moyens de la défense qui sont en situation d'agir vers la ferme des Spahis entrent en action (mitrailleuses du poste de commandement de la zone, canon de 75 et mitrailleuses du collège américain) pour appuyer le poste attaqué. Pendant quelques minutes, se livre une action d'une très grande violence, qui rappelle les grands jours du front français. Malheureusement, le 75 qui appuie la ferme des Spahis est hors de service à son troisième coup (bouche complètement arrachée par un éclatement prématuré); la section de mitrailleuses, qui est restée au deuxième étage du collège, d'où elle découvre admirablement les abords de la ferme des Spahis (1), est mise hors de combat par un obus de 105 qui éclate dans la chambre où se trouvent les pièces dont tous les servants sont atteints.

La situation devient des plus sérieuses; le collège américain reçoit environ dix obus à la minute, tandis que les colonnes d'attaque se rapprochent par bonds successifs très courts de la ferme des Spahis dont la face ouest est déjà complètement éventrée.

---

(1) Cette section de mitrailleuses était en action contre un canon de campagne turc qui s'était approché à moins de 2.000 mètres à l'ouest de la ferme des Spahis, pour accompagner l'attaque d'infanterie. Ce canon n'a pu tirer un seul obus.

Mais, à l'intérieur de la ferme, le peloton de Sénégalais chargé de la défense fait des prodiges de valeur; électrisé par son chef, le lieutenant Barats, qui est l'âme de la résistance et qui dirige lui-même les travaux d'obstruction des brèches (1), ce peloton tient avec la plus farouche énergie, sans une défaillance, malgré les pertes sensibles qu'il a subies, et il demeure complètement maître de la position. Parvenues au pied des réseaux que l'artillerie ennemie n'a pu démolir, les colonnes d'attaque turques sont décimées et forcées de battre en retraite, laissant de nombreux cadavres sur le terrain.

Cette action, qui n'a duré qu'un quart d'heure à peine (6 h. 15 à 6 h. 30), nous coûte des pertes extrêmement élevées, dues en majeure partie au bombardement turc (7 tués et 25 blessés, dont plus de la moitié pour la ferme des Spahis, un canon de 75 et une mitrailleuse hors de service). La faiblesse de nos moyens en artillerie n'a pas permis d'exécuter le moindre tir de contre-batterie, tous les efforts devant se porter contre les attaques d'infanterie. Mais le moral de la garnison française est exalté par le succès de la résistance; la même foi et la même ardeur animent toutes les âmes, et, à partir de ce moment, la petite poignée de poilus d'Aïntab ne cessera d'imposer à son adversaire son ascendant le plus complet.

L'attaque d'infanterie turque n'est pas renouvelée; l'action ennemie se borne à des bombardements intermittents par concentrations successives, sur la ferme des Spahis (de 7 heures à 10 heures) et sur le collège américain (de 15 heures à 16 heures), qui reçoivent encore de nombreux obus dans les toitures et les façades des bâtiments. L'infirmerie de garnison (bâtiment ouest du collège) souffre particulièrement de ce tir, malgré la croix

(1) Le lieutenant Barats a été fait chevalier de la Légion d'honneur pour son héroïque défense de la ferme des Spahis.

de Genève qui devrait la protéger; la toiture et la façade ouest sont complètement défoncées par quatre obus de 105, la pharmacie totalement détruite; les blessés et les malades ont pu être descendus au sous-sol et le bombardement de l'infirmerie ne nous cause aucune perte en personnel.

A 16 heures, l'artillerie turque cesse de tirer; le calme se rétablit peu à peu sur tout le front; dans la soirée, les morts et les blessés de la ferme des Spahis peuvent être ramenés au collège américain.

La garnison ne peut faire connaître sa situation au commandement. Elle n'a pas été ravitaillée en pigeons voyageurs depuis le 19 juillet.

Aucun émissaire ne passe. Le poste de télégraphie sans fil n'obtient aucune réponse du poste de la division, qui est sans doute en cours d'installation à Alep. Seule, l'antenne de télégraphie sans fil de la marine, à Alexandrette, reçoit les messages envoyés le 29, vers 8 heures, par le poste d'Aïntab, et qu'elle se charge de transmettre à Alep dès que ce dernier poste répondra aux appels. L'antenne d'Aïntab est coupée par le bombardement de l'après-midi du 29, mais elle est réparée dans la nuit du 29 au 30 et ne cessera plus d'être en liaison avec le poste de la marine d'Alexandrette (1).

Aucun avion n'a été aperçu le 29 juillet (2).

La journée du 30 juillet se passe dans un calme rela-

---

(1) Le 5 août seulement, on entend le poste d'Alep, dont on peut capter un message, qui n'a, d'ailleurs, aucun rapport avec les opérations.

(2) Le 30 juillet, le 31 juillet et le 2 août, Aïntab est survolé par des avions qui lancent quelques obus sur les positions turques, des messages lestés au poste de commandement français, mais qui repartent sans avoir observé les signaux faits par panneaux. Ce n'est que le 3 août, qu'un avion évolue au-dessus du poste de commandement de la zone et prend la série de signaux qui lui sont faits (hommes tués, 7; hommes blessés, 25; canon perdu, 1; mitrailleuse perdue, 1; situation bonne).

tif. Pas de bombardement turc. Simple harcèlement d'infanterie, par intermittence.

Dans la soirée (21 heures à 22 heures), la pièce de 75, qui constitue toute l'artillerie de la garnison, exécute un tir de 80 coups sur l'hôpital turc (tir très précis par un superbe clair de lune). Le boyau couvert qui suit le mur d'enceinte de l'hôpital turc et trois casemates de mitrailleuses sont entièrement détruits. Grâce à un léger vent du Nord, le bruit de cette canonnade est perçu à Killis (environ 60 kilomètres), ce qui établit une liaison par le son.

A partir du 30 juillet, le canon de 75 est déplacé toutes les nuits et tire alternativement de l'emplacement nord et de l'emplacement est, afin que l'ennemi ne s'aperçoive pas que la garnison française a perdu un canon. Jusqu'au 9 août, l'artillerie ennemie reste muette, soit qu'elle ait épuisé toutes ses munitions dans ses tirs forcenés du 29 juillet, soit qu'elle ait été déplacée pour aller au-devant d'une colonne de secours française. Pendant toute cette période du 30 juillet au 9 août, c'est la garnison française qui harcèle l'ennemi sans relâche, de jour et de nuit, par des tirs indirects de mitrailleuses, sur la ville turque et sur les crêtes qui dominent le « camp français ». De jour, tout Turc qui se montre est pris à partie par le 75; de nuit, nos patrouilles sillonnent la plaine entre le poste de commandement de la zone et la ferme des Spahis et livrent plusieurs combats victorieux à des groupes turcs qui essaient de nous inquiéter ou de couper nos lignes téléphoniques; des cadavres turcs et des armes sont ramenés presque chaque nuit au poste de commandement de la zone. La garnison française conserve l'ascendant le plus complet sur l'ennemi, qui semble totalement découragé par son échec du 29 juillet.

Le 8 août, le poste d'Aïntab reçoit enfin deux radiotélégrammes de la 2e division (déposés respectivement les

2 et 5 août), annonçant qu'une colonne de secours, sous les ordres du lieutenant-colonel Andréa, vient de débloquer le poste du Sadjour, de nettoyer toute la région autour du poste en refoulant les assiégeants jusque vers Djérablous, et que cette colonne doit quitter le Sadjour le 8 août pour venir débloquer Aïntab.

La journée du 9 août se passe à préparer la sortie que veut faire la garnison pour aller au-devant de la colonne de secours.

Le détachement de sortie engage la bataille le 10 août, dès 2 h. 45, avec les Turcs, qui tiennent les crêtes au sud du collège et qui résistent avec une grande ténacité. Il faut avancer pied à pied, gagner du terrain en rampant et ce n'est que vers midi que la liaison peut être établie vers le marabout de Mardine avec la flanc-garde de gauche de la colonne Andréa, qui arrive du sud. Le marabout est réoccupé vers 13 heures (1), tandis que le Turc continue sa résistance sur le front maison du cheikh - orphelinat Fearson.

Entre temps, l'artillerie ennemie a fait sa réapparition; de 9 h. 30 à 10 h. 30, une vingtaine d'obus de 105 sont tirés du nord-ouest sur le collège américain, où ils ne causent que des dégâts matériels.

Le 10 août au soir, le gros de la colonne Andréa campe dans la région de Nurghan et sur les collines à l'est d'Aïntab; l'investissement complet de la ville est prévu pour le lendemain.

---

(1) Le cimetière français du marabout a été de nouveau profané (comme au mois de mai). Les cadavres de nos soldats ont encore été à demi déterrés, les croix brisées, les pierres tombales et les entourages en maçonnerie utilisés pour la construction de murs et d'abris.

CHAPITRE VII.

LE SIÈGE D'AÏNTAB PAR LES FRANÇAIS.

(11 août 1920 - 9 février 1921.)

L'investissement de la ville d'Aïntab par le gros des troupes de la colonne Andréa, contournant la ville par l'est, s'effectue dans la matinée du 11 août.

Les Turcs opposent à ce mouvement une assez vive résistance, notamment sur les crêtes nord-est et nord, que nos troupes enlèvent après une série de brillants assauts (1). L'artillerie ennemie réagit faiblement, la plus grande partie des pièces ayant été repliées en direction de Marasch (2).

La plus forte résistance turque se fait à la maison du cheikh et à l'orphelinat Fearson. Deux solides points d'appui sont enlevés, vers 9 heures, après une énergique préparation par l'artillerie française; les Turcs dévalent en désordre les pentes sud d'Aïntab et se réfugient en ville turque.

Vers 10 heures, l'encerclement complet d'Aïntab est réalisé; la garnison tient le secteur : marabout de Mardine, crêtes sud-ouest, collège américain, ferme des Spahis; la colonne Andréa occupe le reste du front d'investissement, qui a un développement total d'environ 12 kilomètres.

---

(1) Il y a même une petite charge de cavalerie, exécutée par les spahis et au cours de laquelle un commandant de peloton (adjudant Arnaud, du 10e spahis) est tué.

(2) Sur les crêtes nord, une section d'artillerie turque est surprise au moment où elle venait se mettre en position. L'une des pièces réussit à s'échapper; l'autre pièce (un 65 de montagne russe) est capturée avec ses munitions et ses attelages et ramenée au collège américain.

Les Arméniens ont chassé les Turcs du quartier ouest et ils occupent, vers midi, leur ancien front de la transversale.

Conformément aux instructions du général commandant la 2e division, une sommation est envoyée, à 13 heures, aux autorités turques d'Aïntab; en cas de non acceptation, il sera fait usage de la force et la ville sera bombardée.

Les autorités d'Aïntab n'ayant pas fait leur soumission, la ville turque est bombardée, de 18 heures à 21 heures par 155 C. et 75.

Tel fut le début du siège français d'Aïntab, qui devait, après des fortunes diverses et tant d'épisodes tragiques, avoir une durée de six mois, et devenir l'un des grands pivots de notre action politique et militaire au Levant.

× ×

Ce siège peut se diviser en trois périodes :

a) Du 11 août au 20 novembre : investissement plus ou moins complet, selon les disponibilités; pression presque ininterrompue sur la ville turque par bombardements au 75 et au 155 C.; sommations, opérations de nettoyage et de dégagement, dans un rayon de une à deux journées de marche au nord et à l'est;

b) Du 21 novembre au 18 décembre 1920 : participation de la colonne Goubeau au siège d'Aïntab, reprise de l'investissement complet, opérations de dégagement à plus grande envergure;

c) Du 18 décembre 1920 au 8 février 1921 : départ de la colonne Goubeau, violentes réactions des Turcs qui ont été très renforcés en infanterie et en artillerie de gros calibre (105 et 150), attaques de convois, tentatives de sortie de la garnison turque, et finalement, capitulation de la ville.

PREMIÈRE PÉRIODE (11 août-20 novembre 1920).

En y comprenant l'ancienne garnison, les troupes françaises de siège représentent la valeur d'environ huit bataillons, deux escadrons, quatorze canons de 65mm ou de 75, deux canons de 155 C., une demi-section de chars d'assaut, une section de munitions, une ambulance. L'ensemble des troupes, y compris celles qui tiennent le poste du Sadjour (tête d'étapes), est placé sous le commandement du lieutenant-colonel Andréa, du 19e régiment de tirailleurs algériens.

Deux bataillons, un escadron et une batterie doivent être consacrés en permanence à l'escorte des convois de ravitaillement dirigés chaque semaine sur le Sadjour; un bataillon au moins doit être maintenu en réserve pour parer aux éventualités. Il reste donc, au maximum, cinq bataillons pour tenir les lignes d'investissement (12 kilomètres). Ces bataillons s'installent sur la ceinture des crêtes qui dominent Aïntab; ils sont généralement disposés sur deux lignes en profondeur, la ligne intérieure faisant face à la ville, à une distance variant de 300 à 1.000 mètres, la ligne extérieure faisant face aux attaques éventuelles de l'ennemi du dehors. Ces deux lignes sont organisées en conséquence : tranchées, blockhaus, murs en pierres munis de créneaux (construction la plus fréquente, les pierres existant en abondance à pied d'œuvre), réseaux de fil de fer au fur et à mesure des arrivées de matériel. Le personnel est installé sous la tente, à l'abri de murs en pierres sèches, ou dans des carrières.

L'artillerie est en position sur les crêtes sud. La section de munitions, l'ambulance et la cavalerie installées dans les grandes carrières aux abords du collège américain.

Pendant les premiers jours du siège, la réaction ennemie est assez faible : tentatives de sortie effectuées par de petits

groupes, ripostes à nos tirs de harcèlement, légers bombardements par 77 et 105 en position vers le col de la route de Marasch. Les Turcs organisent très solidement toutes les lisières de la ville, construisent plusieurs lignes de barricades en pierres et paraissent se préparer à une résistance des plus énergiques. Leurs chefs ne se rendent pas aux sommations du commandant des troupes françaises (1); un comité kémaliste, présidé par Euz-Démir, a pris la direction de la défense et impose son autorité absolue aux fonctionnaires et aux notables turcs; le moral de tous est exalté par l'annonce de l'arrivée prochaine des secours attendus; un drapeau turc, flambant neuf, est hissé, le vendredi 13 août, sur le mur sud de la citadelle, au lieu du drapeau blanc, indice de la soumission.

La nuit du 17 au 18 août est marquée par une action très violente dans la vallée du Sadjour, en aval de la ville. A la faveur d'une obscurité profonde, plusieurs centaines de Turcs, venant de l'extérieur, font un hourrah subit sur nos minces lignes d'investissement, pour tenter de pénétrer en ville turque. Des groupes armés venant de la ville attaquent au même moment, sur un autre point de la vallée du Sadjour. Il en résulte un peu de désordre et de flottement et il est à peu près impossible de discerner ce qui se passe.

Le 18, au jour, la situation des unités peut se préciser et les diverses fractions se retrouvent à peu près aux mêmes emplacements que la veille et ayant subi des pertes relativement légères.

Il semble que des groupes turcs assez nombreux aient réussi à passer à travers les mailles de l'investissement et à pénétrer en ville turque, où la population exprime la joie la plus bruyante pendant toute la matinée du 18 août. Ce

(1) Cinq sommations sont envoyées : 11 août, 13 août, 17 août, 23 août, 7 septembre. Chaque sommation donne lieu à un volumineux échange de correspondances sans résultat.

même jour, de 15 à 16 heures, le 105 turc envoie une quarantaine d'obus sur le collège américain. Ce bombardement se répète le 19 août, mais, cette fois, sur les plateaux du marabout de Mardine, par où rentre notre convoi, qui subit quelques pertes.

Du 21 au 23 août, un détachement de quatre bataillons et d'artillerie de montagne exécute une opération de nettoyage dans la région nord-ouest et nord d'Aïntab, sur Ibrahimli, Samkeui et Deulluk.

Ce détachement doit livrer quelques combats très vifs, vers le marabout (7 kilomètres nord d'Aïntab) (1). A Samkeui, qui est le siège d'un poste de commandement avancé de corps d'armée, sont trouvés des approvisionnements en vivres, orge et munitions qui sont ramenés à Aïntab.

Du 26 au 28 août, un nouveau détachement, analogue au précédent, nettoie la région au sud-est d'Aïntab, jusqu'à Kizil-Hissar, qui fait sa soumission. Croyant au départ des troupes françaises, les Turcs de la région nord, qui ont repris le contact dès le 23 au soir, recommencent le 27 le bombardement par 105 sur le collège américain et la région marabout de Mardine - orphelinat Fearson. Ils attaquent le soir même, entre 23 h. 30 et 24 heures, le tumulus situé à 2 km. 500 à l'ouest du collège américain. Cette attaque de nuit, menée par une centaine de fusils (2), est conduite d'une manière qui mérite d'être rapportée. Commencée à environ 600 mètres à l'ouest du tumulus en question, elle a comporté cinq rafales de tir rapide, de deux minutes chacune, exécutées par la totalité des assaillants;

---

(1) Les pertes des Turcs paraissent avoir été très fortes. Les nôtres s'élèvent à une trentaine de tués, blessés ou disparus. Des cadavres de tirailleurs algériens sont retrouvés odieusement mutilés par les Turcs.

(2) L'artillerie turque ne tire que de jour. C'est seulement vers la fin de novembre 1920 que les Turcs commenceront à exécuter des bombardements de nuit.

chaque rafale était suivie d'un bond en avant d'une centaine de mètres; la dernière rafale était suivie immédiatement de l'assaut, aux cris habituels de : « Allah! Allah! »

Les assaillants s'emparent facilement du tumulus, qui n'est pas occupé par nos troupes, mais ils n'osent pas se maintenir dans une situation aussi aventurée, et, dès le 28 au petit jour, quelques obus de 75 suffisent pour leur faire abandonner leur position.

Une autre attaque, menée contre l'orphelinat Fearson par des groupes assez nombreux sortis de la ville turque, est aisément enrayée.

× ×

Cependant, la situation des troupes d'investissement est devenue très sérieuse au point de vue du ravitaillement en fourrages. Il faut dix tonnes d'orge par jour pour nourrir les 2.000 animaux de la colonne, et on ne peut plus en trouver sur le pays.

Le stock, constitué à grand'peine, s'épuise rapidement et le commandant des troupes se décide à partir pour la région de Nizib, riche en céréales, où il emmènera la presque totalité de ses animaux, qu'il conduira ensuite jusqu'à la gare du Sadjour, s'il ne trouve pas à Nizib les quantités d'orge nécessaires pour attendre l'arrivée des prochains convois.

Cette opération s'exécute du 1er au 7 septembre, avec la participation de cinq bataillons d'infanterie. L'investissement d'Aïntab, qui avait dû être progressivement relâché, se trouve réduit, à partir du 1er septembre, à l'occupation des fronts ouest, sud et sud-est; les Turcs ne sont plus bloqués (1).

---

(1) L'investissement complet ne pourra être rétabli que le 21 novembre 1920, à l'arrivée de la colonne Goubeau. Jusqu'à cette date, les Turcs de la ville communiquent librement avec Marasch, Rum-

La journée du 1er septembre est marquée par la reprise des attaques turques. Comme au 1er avril, au 30 avril et au 27 août, les Turcs croient au départ définitif de la colonne française (1) et ils recommencent leurs tentatives contre la garnison, qui ne comprend plus que la valeur de deux bataillons, échelonnés de la maison de cheikh à la ferme des Spahis. Pendant toute la matinée, bombardement lent au 77 sur la ferme des Spahis, le collège américain et le marabout de Mardine; l'après-midi, à partir de 16 heures, gros marmitage par 105 sur la ferme et surtout sur le collège. A 18 heures, attaque sur la ferme des Spahis, pendant que le 77 cherche à neutraliser notre canon nord du collège américain.

Malgré l'extrême précision de ce tir de neutralisation, notre 75, dont le tir est dirigé par le commandant de batterie en personne, réussit en quelques minutes à enrayer l'attaque, avec l'appui habituel des mitrailleuses du collège et du poste de commandement de la zone. Une attaque de nuit, tentée vers 23 heures par les Turcs de la ville, est également repoussée. Soit découragement, soit manque de munitions d'artillerie, ces tentatives ne se renouvellent pas les jours suivants.

Il se produit même une certaine détente et une diminution sensible dans l'intensité du harcèlement d'infanterie ennemie. En ville turque, la population a beaucoup souffert du bombardement français; les renforts attendus n'arrivent pas; un groupe important de notables, propriétaires ou commerçants, très impressionnés par les dégâts causés

---

kalé, Nizib et Biridjik; toutefois, ils ne peuvent amener des convois importants, par suite des tirs d'interdiction de notre artillerie exécutés toutes les nuits sur les pistes nord d'Aïntab.

(1) La durée du séjour des diverses colonnes françaises venues à Aïntab avait oscillé jusque-là entre deux et trois semaines. Les attaques turques ont toujours coïncidé avec le départ des colonnes ou le départ des convois.

par le bombardement français, veut une soumission immédiate et il agit dans ce sens auprès du commandant militaire. Euz-Démir demande à plusieurs reprises une entrevue à M. Boyd, de la mission américaine, qu'il charge de proposer au commandant des troupes une suspension des hostilités.

Mais ces propositions sont enveloppées des déclarations les plus mensongères, et, par ailleurs Euz-Démir déclare qu'il ne peut se soumettre tant que les Français n'occuperont pas Ourfa et Mardine; ce timide essai de négociations ne peut donc être poursuivi (1).

Du côté arménien, la situation des approvisionnements n'est pas sans causer quelque inquiétude : les stocks de vivre sont presque épuisés; les nombreux pauvres et les réfugiés sont réduits à une ration quotidienne extrêmement faible; des symptômes de bolchevisme s'accusent dans cette partie de la population chrétienne et il faut prendre des mesures énergiques pour maintenir le calme et assurer le respect des propriétés. Grâce au dévouement absolu du Comité de l'Union arménienne et à celui des soldats et policiers volontaires, tout désordre grave peut être évité. Les Arméniens participent aux convois sur le Sadjour, où ils reçoivent les denrées envoyées par le Comité de secours d'Alep; quelques voitures militaires sont en outre mises à leur disposition à chaque convoi pour le transport des denrées destinées à la population civile. Mais la plus importante des ressources alimentaires est constituée par les raisins, dont la récolte est commencée. Chaque jour, de véritables expéditions sont organisées pour aller cueillir les rai-

(1) Entre temps, Euz-Démir a fait demander du sérum antitétanique; il lui en est envoyé 200 doses. Pour tout remerciment, les Turcs de la transversale nous adressent les injures les plus grossières et prétendent que le sérum n'est pas destiné aux blessés turcs, mais aux deux tirailleurs algériens restés entre les mains des Turcs lors de l'attaque par tanks le 26 avril !

sins jusqu'au dehors des lignes d'investissement. Les groupes de vendangeurs sont protégés par des Arméniens armés et les cueillettes ne vont pas sans de fréquentes escarmouches. Au retour, le raisin est réparti par les soins du Comité arménien. Pendant plusieurs mois, ce raisin sera la base de l'alimentation de la population pauvre. Par contre, le commerce continue à être florissant; les prix s'élèvent très rapidement, par suite de l'afflux des demandes; les tapis, les broderies et les dentelles atteignent des prix exorbitants.

Le colonne Andréa rentre à Aïntab le 7 septembre, après avoir dû livrer, au sud-est de la ville, une série de combats assez vifs.

Les résultats obtenus sont des plus satisfaisants : les villages de la région parcourue ont fait leur soumission; de nouveaux chefs indigènes ont été nommés; il a été trouvé une quantité d'orge suffisante, permettant d'attendre le retour des prochains convois.

Une cinquième sommation est adressée aux autorités turques d'Aïntab; elle n'a pas plus de succès que les précédentes et le bombardement de la ville au 155 C. est repris, avec une intensité nouvelle.

Le 11 septembre, une opération de nettoyage est exécutée, avec trois bataillons, vers Ibrahimli et le col de la route de Marasch. Comme d'habitude, les Turcs n'acceptent pas le combat et se retirent rapidement à l'approche des Français. Les emplacements de tir des 77 et 105 ennemis peuvent être exactement reconnus sur le terrain, mais les canons ont pu être repliés à temps.

Aucun fait saillant ne se produit jusqu'à la fin du mois de septembre; la pression au 155 C. continue sur la ville turque; l'ennemi réagit faiblement par quelques courts bombardements.

Du 24 au 27, une tentative d'entrevue à l'orphelinat Fear-

son entre le commandant des troupes françaises et Euz-Démir, reste sans résultat. Euz-Démir manifeste un désir évident d'ouvrir des négociations, mais il essaie d'obtenir que l'entrevue ait lieu dans une maison de la ville turque, et, sous des prétextes divers, bien caractéristiques de la mentalité turque, ne consent pas à se rendre à l'endroit fixé.

L'entrevue ne peut avoir lieu et Euz-Démir en profite pour rehausser le moral de la population, affirmant qu'il a fait des offres de paix aux Français et que ceux-ci ont refusé, parce qu'ils désirent continuer à faire couler le sang innocent.

A partir du 27 septembre, le demi-cercle de l'investissement est prolongé à l'est par l'occupation des hauteurs qui bordent la rive gauche du Sadjour et qui barrent les pistes de Nizib-Biridjik. Cette occupation provoque de vives réactions turques : grosses attaques de nuit exécutées le 30 septembre et le 1er octobre contre le nouveau front est, et qui sont repoussées avec pertes extrêmement élevées pour les assaillants, malgré l'apparition dans cette région d'un nouveau canon de 105 turc.

Le 5 octobre, un détachement français tente un coup de main sur l'école Négogocian, que les Turcs ont très solidement fortifiée et d'où ils harcèlent continuellement notre poste de l'église latine à 40 mètres de l'école. Ce coup de main est préparé les 3 et 4 octobre par un tir de 155 C., remarquablement précis. Une quarantaine d'obus tombent en plein sur les bâtiments de l'école, qui ne forment plus qu'un amas de ruines.

Après un nouveau tir aussi précis, exécuté le 5 octobre, de 14 heures à 15 heures, le détachement français (une section de tirailleurs algériens, sous les ordres d'un aspirant) s'élance vers l'école, mais, aussitôt, une vive fusillade part des soupiraux des caves, où les Turcs sont restés pendant

tout le tir de préparation (1); seuls, l'aspirant et quelques hommes peuvent atteindre l'école, le reste du détachement, soumis au feu violent qui part de l'école et pris en flanc par le feu d'une maison voisine, reflue sur la barricade de l'église latine, perdant d'assez nombreux blessés; l'aspirant, blessé lui-même et resté presque seul dans l'école, réussit à rejoindre la barricade; un sergent indigène et un tirailleur (tués ou blessés) (?) demeurent aux mains des Turcs.

Cette opération montrait, une fois de plus, la vigilance et l'énergie dont les Turcs font preuve dans la défensive, ainsi que leur aptitude remarquable à la guerre de rues et à l'organisation défensive des maisons.

Le coup de main est renouvelé une semaine plus tard, toujours sans succès.

× ×

La situation ne se modifie pas sensiblement jusqu'à l'arrivée de la colonne Goubeau. Le blocus n'est effectif que sur les faces ouest, sud et est, la face nord restant libre. Le 31 octobre, une opération est effectuée au nord d'Aïntab par un bataillon, appuyé de trois tanks, dans le but de détruire la ligne télégraphique Aïntab - Marasch, que les Turcs ont rétablie.

L'opération réussit entièrement; la ligne télégraphique est détruite sur une longueur de plus de 3 kilomètres; de nombreux poteaux sont ramenés au camp français.

Le plus gros effort des troupes françaises doit se porter sur les convois. Il s'agit de constituer le plus rapidement possible un stock d'au moins trente jours de vivres et fourrages pour toute la colonne et trois à quatre mois de vivres pour la garnison. Les harcèlements et les attaques dirigés

(1) L'école Négogocian communiquait avec la ville par un long boyau couvert, à l'extrémité duquel était placée une mitrailleuse ayant pour mission d'empêcher les défenseurs de se replier.

contre nos convois imposent l'obligation de fournir à ces derniers une escorte importante : deux à trois bataillons, une à deux batteries, un à deux escadrons. De plus, à chaque départ de convoi, des détachements, prélevés sur les troupes d'investissement et montant à environ deux bataillons, accompagnent le convoi pendant toute la traversée des gorges, dites de Nefak, où la piste suivie se déroule pendant plus de 6 kilomètres entre des lignes de hauteurs abruptes où les embuscades et les coups de main sont spécialement à redouter.

Des détachements analogues sont envoyés au-devant du convoi pour le recueillir à l'entrée sud des gorges. Chacun de ces convois provoque donc une opération d'assez grande envergure, justifiée par les fréquentes attaques de l'ennemi.

La plupart de ces convois comportaient environ 400 voitures (militaires ou civiles), et 800 chameaux (1); l'allongement devenait considérable dans les défilés, ce qui imposait l'organisation de nombreuses flanc-gardes fixes ou mobiles.

Jusqu'en novembre, les attaques turques contre nos convois ne donnent guère de résultat, grâce aux précautions prises; à partir du milieu de novembre, l'ennemi va inten-

---

(1) A titre d'indication, il convient de signaler le prix de location élevé payé pour les voitures et animaux civils. Un chameau, notamment, coûtait de 20 à 30 livres turques or par mois, soit 1.100 à 1.650 francs, la livre or valant en moyenne 55 francs à cette époque. Au cours du mois, le chameau transportait 600 kilogrammes de denrées (quatre convois à 150 kilogrammes chacun). Le transport de *1 kilogramme* coûtait donc 2 francs à 2 fr. 75, pour le seul trajet du Sadjour à Aïntab. Le transport par voitures était un peu moins cher. Chaque convoi revenait dans l'ensemble à un demi-million, rien que pour les frais de transport.

Si on y ajoute les pertes de denrées par suite de vols (les vols en cours de route où à l'arrivée ont toujours été considérables, et il était presque impossible de les éviter dans une formation aussi nombreuse et aussi hétérogène), et les pertes fréquentes résultant du feu ennemi, on peut se faire une idée du prix de revient, au Levant, de l'entretien d'une grosse colonne opérant à deux étapes d'une voie ferrée.

sifier son effort jusqu'à livrer à nos convois de véritables batailles, avec infanterie, artillerie et cavalerie. Son but n'est plus seulement d'empêcher nos ravitaillements de parvenir aux troupes de siège, mais bien d'enlever totalement le convoi pour se ravitailler lui-même en vivres, munitions et effets.

Le 16 novembre, notamment, le convoi commandé par le commandant Goëtz, du 17e sénégalais, est attaqué avec la plus grande violence, à quelques kilomètres à peine au nord-ouest de la gare du Sadjour, par des forces turques évaluées à 4.000 fusils environ et appuyées de neuf canons, dont deux 105. L'ennemi occupe en forces les hauteurs de Karabouroun, qui dominent à l'est la piste suivie par le convoi; d'autres groupes turcs, fantassins et cavaliers, tentent des attaques en tête et en queue du convoi. Après une série d'actions énergiques, l'escorte du convoi enlève brillamment d'assaut les hauteurs de Karabouroun, s'empare de nombreuses mitrailleuses et met un moment en péril une partie de l'artillerie ennemie.

D'autre part, une petite colonne de secours, partie d'Aïntab, est arrivée de bonne heure à Ikiz-Kouyou et peut participer à l'action qui se termine par une retraite complète de l'assaillant. Le convoi rentre à Aïntab le 17 novembre, ramenant tous ses blessés (vingt-huit), les corps de deux officiers turcs tués au Karabouroun et le matériel pris à l'ennemi. Ce gros échec, qui coûte aux Turcs des pertes très élevées, rétablit pour quelque temps une demi-sécurité sur notre route d'étapes.

× ×

DEUXIÈME PÉRIODE (21 novembre - 18 décembre 1920).

L'action de la colonne Goubeau. — La colonne Goubeau, formée d'éléments de la 4e division, et qui vient d'opérer

en Cilicie, est dirigée par Killis sur Aïntab. Le général Goubeau (commandant la 4e division) et l'avant-garde de la colonne arrivent à Aïntab le 20 novembre, le reste des troupes arrive le 21 novembre au matin. Ce renfort, qui porte les troupes de siège au total de quatorze bataillons, six escadrons et trente-huit canons (dont deux de 105 et quatre de 155 C.), va permettre de reprendre l'investissement complet de la ville turque et d'effectuer dans toute la région environnante une série d'opérations destinées à accrocher les forces ennemies et à les détruire.

Dans l'après-midi du 21 novembre, le cercle d'investissement est de nouveau refermé par l'occupation solide de toutes nos anciennes positions du mois d'août. Les Turcs n'opposent qu'une assez faible résistance pendant l'exécution de l'opération, mais le 23 novembre ils tentent une action énergique contre notre front nord qu'ils bombardent au 77 et au 105 pendant tout l'après-midi et qu'ils attaquent par leur infanterie de 22 heures à 1 heure. A plusieurs reprises, les assaillants parviennent jusqu'à nos positions, mais ils sont repoussés chaque fois avec des pertes sévères. De notre côté, nous perdons quelques tués, dont un officier (lieutenant Bertrand).

Le 23 novembre, le gros des troupes françaises disponibles (huit bataillons d'infanterie) est rassemblé dans la vallée du Sadjour, en aval d'Aïntab.

Du 24 au 30, il exécute des opérations de nettoyage qui ont pour résultat de dégager momentanément la région au nord-est d'Aïntab et de refouler les groupes turcs jusqu'au delà de l'Euphrate (Biridjik). Comme d'habitude, les Turcs n'acceptent pas le combat, ils ne se laissent pas accrocher et se replient très rapidement pour « recoller » ensuite à nos colonnes quand celles-ci interrompent leur poursuite.

La colonne Goubeau rentre à Aïntab le 30 novembre et en repart le 1er décembre pour effectuer une opération rapide contre les groupes turcs de la région nord qui n'ont

pas cessé de harceler nos positions par leurs tirs d'infanterie et d'artillerie. Dans cette région encore, les Turcs se replient à l'approche de notre colonne qui les refoule sur une profondeur de près de 20 kilomètres et qui rentre à Aïntab le 2 décembre.

Entre temps, le général Goubeau a adressé, le 1er décembre, à Euz-Démir, commandant turc de la place d'Aïntab, une lettre où il le somme de faire sa soumission aux conditions générales qui lui ont été indiquées précédemment.

La réponse d'Euz-Démir ressemble à toutes les autres du genre; on y remarque la comparaison d'Aïntab à Verdun et une allusion assez ironique à l'occupation préalable par la France de toute la zone soumise au mandat (Ourfa, Mardine, etc.). Les négociations menées jusqu'au 4 décembre pour réaliser une entrevue avec Euz-Démir restent encore sans résultat sous des prétextes divers, et, dans l'après-midi du 4 décembre, le bombardement de la ville turque est repris avec une grande vigueur.

Il s'agit de réduire la ville le plus vite possible, car l'hiver approche et le froid est déjà très pénible pour les troupes, qui bivouaquent sur les collines de 1.000 mètres d'altitude.

L'attaque de vive force, un instant envisagée, ne peut être tentée contre une ville aussi puissamment fortifiée. Elle coûterait, dans tous les cas, des pertes extrêmement lourdes et un échec marquerait la fin de tout notre prestige. Il ne reste donc plus à compter que sur le blocus, la famine, la dépression que produira le bombardement. Mais le moral de la population turque paraît encore solide; les défenseurs doivent prêter les serments les plus graves de tenir jusqu'à la mort; les secours attendus arrivent de l'extérieur (huit régiments turcs sont identifiés dans la région d'Aïntab, effectifs faibles).

Le siège continue donc dans les conditions ci-dessus; le

bombardement de la ville turque est des plus sévères; plusieurs tonnes d'obus sont lancées chaque jour, notamment le 12 décembre, où a lieu un simulacre d'attaque contre le front est de la ville pour amener les Turcs à occuper en force leurs positions sur lesquelles toute notre artillerie dirige pendant une demi-heure un tir extrêmement nourri. Aucun résultat décisif ne peut cependant être obtenu. Par ailleurs, les tentatives faites en vue d'amener la soumission des notables et des chefs de l'extérieur (Cheikh-Mustafa, Sadik-Effendi, etc.) n'ont aucun succès.

Le froid est devenu très vif. La neige, qui fait son apparition le 10 décembre, empêche d'entreprendre toute opération extérieure de quelque importance; elle fait prévoir une sensible diminution dans le rendement des convois et oblige le commandement français à ramener au Sadjour la plus grande partie des animaux pour faciliter leur ravitaillement (1). Mais le séjour de la colonne Goubeau à Aïntab ne peut se prolonger; des troubles très graves ont éclaté dans la région au sud-ouest d'Alep, exigeant l'intervention de nombreuses troupes françaises. La colonne Goubeau quitte Aïntab le 18 décembre, partie par la route de Killis (éléments lourds), partie par la piste du Sadjour.

Les troupes d'investissement d'Aïntab sont ramenées sensiblement à l'effectif qu'elles avaient avant l'arrivée de la colonne Goubeau.

× ×

TROISIÈME PÉRIODE (18 décembre 1920 - 8 février 1921).

Le départ de la colonne Goubeau laisse devant Aïntab une situation aggravée. Aucun résultat décisif n'a pu en-

(1) Les troupes françaises de siège disposent à ce moment de plus de 5.000 animaux (sans compter les chameaux des convois), exigeant environ 25 tonnes de fourrages par jour.

core être atteint; les Turcs semblent plus décidés que jamais à la résistance; d'importants renforts en infanterie et artillerie leur sont arrivés de toutes parts.

Malgré la faiblesse de nos effectifs, le blocus complet d'Aïntab est maintenu, car c'est le seul moyen d'espérer la capitulation de la ville; d'ailleurs, les importants travaux d'organisation exécutés en novembre et au début de décembre ont consolidé nos divers fronts et permettent d'étendre les secteurs de bataillon pour augmenter les réserves disponibles.

Dès que les Turcs ont constaté le départ de la colonne Goubeau, ils reprennent leurs attaques sur nos lignes d'investissement. Le 20 décembre, au petit jour, 500 à 600 Turcs, appuyés de quatre canons, tentent de percer notre front nord-est dans le but de ravitailler la ville; cette attaque échoue; l'assaillant est vigoureusement poursuivi par notre artillerie; il laisse sept prisonniers entre nos mains et de nombreux cadavres devant le front attaqué. Cette action devait, au dire des prisonniers, être combinée avec une attaque menée contre notre front nord-ouest par une division fraîche (la 9e) venant de Marasch.

Des mouvements ennemis assez importants sont en effet observés sur les crêtes nord-ouest, mais la 9e division turque n'attaque pas. Ce manque de coordination dans les efforts ennemis se retrouve presque à chaque affaire; soit par absence de commandement unique, soit par rivalité ou défaut d'entente entre les divers chefs, les attaques turques restent heureusement décousues; appliqués au même point, les moyens ennemis (8.000 à 9.000 fantassins, 12 canons au minimum) eussent sans nul doute réussi à percer nos minces lignes d'investissement.

Le 23 décembre, les troupes françaises disponibles, opérant en deux colonnes de part et d'autre d'Aïntab, exécutent une opération dans la région Deulluk-Soubogha pour tenter d'encercler les groupes ennemis du nord. La co-

lonne de l'est est accrochée de bonne heure sur les crêtes au nord-est d'Aïntab et ne peut atteindre son objectif final; quant à la colonne de l'ouest, elle parvient, au petit jour, au col de la route de Marasch, d'où elle se rabat rapidement vers l'est, sur Deulluk; cette fois encore, les Turcs échappent à notre étreinte, se replient avec leurs canons et nous opposent, sur les crêtes au nord de Deulluk, une résistance des plus vives et marquée par plusieurs contre-attaques très bien menées par des troupes régulières. La tentative d'encerclement ayant échoué, les deux colonnes reviennent sur Aïntab dans la nuit du 23 au 24.

Le 27 décembre, les Turcs font contre nos lignes leur effort le plus considérable de tout le siège. Tous leurs moyens sont mis en œuvre au cours de cette dure journée, et, notamment, deux pièces de 150, arrivées de Marasch avec la 9e division et qui sont installées vers le col de la route de Marasch. L'attaque se produit sur presque tout le front. Pour la première fois, notre front sud lui-même est attaqué; l'ennemi, croyant ce front déjà dégarni par suite du départ du convoi qui a quitté Aïntab la veille, ose glisser de l'infanterie et de l'artillerie sur les crêtes à l'ouest de Nefak et menace sérieusement notre front sud, où se trouve toute notre artillerie. Nos batteries, insuffisamment protégées dans cette direction, reçoivent toute la journée des balles et des obus qui les neutralisent presque complètement, laissant à l'artillerie turque du nord toute sa liberté d'action.

En fait, les attaques d'infanterie ennemie sont menées avec assez peu de vigueur et le manque de coordination déjà signalé; nos unités en position suffisent à les enrayer. Mais cette journée du 27 décembre est extrêmement dure au point de vue de l'action de l'artillerie turque, qui nous fait subir des pertes sensibles.

A partir de 15 heures, tandis que le 77 agit sur les fronts nord et sud, le tir de 150 ennemi se localise sur la ville ar-

ménienne (22 tués ou blessés) et sur le collège américain, dont la façade nord est complètement éventrée et où un gros dépôt de munitions est incendié (pendant plus d'une heure, grenades, obus de 37, cartouches, fusées, brûlent et sautent sans interruption). Ce tir de 150 se poursuit même après la nuit close, jusque vers 18 h. 30 (1).

A 19 heures, dernières attaques d'infanterie turque, l'une sur le front nord, précédée d'une violente préparation d'artillerie, l'autre par surprise, dans la vallée du Sadjour, en aval d'Aïntab. Ces deux attaques sont enrayées.

Devant la gravité de la situation, le commandant des troupes françaises a envoyé l'ordre, par télégraphie sans fil, à l'escorte du convoi, de revenir en toute hâte sur Aïntab. Les trois bataillons d'escorte, qui ont déjà fait dans la matinée l'étape de 22 kilomètres d'Ikiz-Kouyou au Sadjour, repartent du Sadjour le soir même, à 19 heures, et arrivent à Aïntab le 28 décembre au matin, après avoir couvert 70 kilomètres en vingt-six heures; mais les groupes ennemis qui avaient attaqué notre front sud ont déjà disparu (2).

Les bataillons d'escorte sont renvoyés le 30 décembre et ramènent le convoi le 3 janvier seulement, à la suite d'étapes que l'état de la piste (couverte de neige) a rendues extrêmement dures.

Après l'échec de leurs attaques du 27 décembre, les

---

(1) L'un des derniers obus, tombé à 18 h. 15 devant la popote du collège, tue un officier (lieutenant Torreilles) et cinq Sénégalais, blesse très grièvement le commandant Goetz, du 17e régiment de tirailleurs sénégalais (mort le 29, des suites de ses blessures) et blesse légèrement deux autres officiers et trois Sénégalais.

(2) Dès 23 heures, l'ennemi du sud, prévenu du retour de l'escorte du convoi, commence son mouvement de repli. Cet exemple montre avec quelle rapidité fonctionnaient les liaisons turques (plus de 40 kilomètres parcourus de nuit, en quatre heures); cette rapidité était obtenue grâce à une parfaite connaissance du pays et à la complicité de tous les habitants, ce qui permettait aux Turcs d'effectuer tous leurs déplacements en complète sécurité.

Turcs ne renouvellent pas leurs tentatives contre nos lignes d'investissement, mais nous avons à combattre un ennemi encore plus implacable : l'hiver, qui est d'une rigueur particulière. Toutes les nuits, la température descend jusqu'à 10 degrés au-dessous de zéro et une épaisse couche de neige (40 centimètres) couvre la terre. Les troupes en position vivent donc dans des conditions très pénibles, manquant de combustible et n'ayant d'autre abri que des « guitounes » en pierres sèches, couverte d'une simple toile de tente et parfois de roseaux. Les troupes en réserve cantonnent dans des conditions un peu meilleures, soit en ville arménienne et au village kurde, soit dans des carrières, où la plupart des animaux ont également trouvé place. Les convois causent au personnel et aux animaux des fatigues inouïes; à partir du 6 janvier 1921, aucune voiture ne peut être emmenée, les convois ne comprennent que des chameaux et des mulets de bât. Le 7 janvier est une journée particulièremnt pénible, par suite de la rigueur du froid et d'une nouvelle chute de neige, très abondante. Plus de cent animaux périssent de misère et de froid à la gare du Sadjour. Les étapes du retour sont faites dans des conditions qui rappellent la retraite de Marasch (1).

Une des dernières manifestations de l'activité de l'ennemi extérieur est constituée par la violente attaque dirigée le 18 janvier contre le convoi rentrant du Sadjour.

En arrivant à Ikiz-Kouyou, le convoi se trouve brusquement attaqué en tête et sur les deux flancs par des forces turques évaluées à six bataillons, appuyés par dix canons, dont deux de 105; quelques minutes plus tard, d'importants groupes de cavaliers ennemis se rabattent sur la queue du

---

(1) 120 Sénégalais (recrues pour la plupart) envoyés en renfort au bataillon d'Aïntab (3e bataillon du 17e régiment de tirailleurs sénégalais) arrivent par ce convoi; 63 d'entre eux ont les pieds gelés et doivent subir des amputations plus ou moins graves.

convoi. L'attaque s'est déclanchée avec soudaineté et une violence que rien ne laissait prévoir, le pays paraissant entièrement calme et aucun renseignement n'étant parvenu au commandant du convoi, ni par la cavalerie, ni par les émissaires habituels (1).

Dès le début de l'attaque, l'avant-garde du convoi essaie de pousser en avant, pour prendre pied sur la ligne des hauteurs qui dominent Ikiz-Kouyou, à quelques centaines de mètres au nord. Mais ces hauteurs sont très fortement tenues par les Turcs, qui sortent de leurs tranchées pour se précipiter à la baïonnette sur la tête du convoi. Celui-ci n'a plus d'autre ressource que de former plusieurs petits carrés et se défendre sur place. Pendant toute la journée du 18 janvier, les attaques turques se succèdent, acharnées, et entrecoupées de violents bombardements. A plusieurs reprises, des fractions ennemies parviennent jusqu'aux voitures du convoi (2), au milieu desquelles se livrent de furieux combats corps à corps (3).

Malgré ces épisodes critiques et malgré les pertes déjà très élevées, l'escorte du convoi et les groupes de conducteurs opposent à l'ennemi la résistance la plus admirable. La nuit arrive sans que le convoi ait été sérieusement entamé; elle se passe à remettre de l'ordre dans les diverses fractions, à soigner les blessés, à détruire les charges des animaux tués, à améliorer les dispositions prises en vue de continuer la défense.

Pendant toute la matinée du 19 janvier, l'ennemi se borne

---

(1) Ceci démontre la discipline absolue des habitants de la région. Les spahis de l'avant-garde avaient déjà atteint le village d'Ikiz-Kouyou, dont les habitants ne pouvaient ignorer la présence de troupes ennemies considérables et que pas un d'eux n'a signalée.

(2) Le temps s'étant un peu amélioré, le commandant du convoi avait pu amener plusieurs dizaines de voitures du Sadjour.

(3) Quelques soldats français pris par les Turcs furent complètement déshabillés, relâchés, et aussitôt après massacrés à coups de fusil et mutilés.

à canonner le convoi, mais sans renouveler ses attaques d'infanterie (2.000 obus environ ont été tirés sur le convoi les 18 et 19 janvier).

Dès le 19 au matin, le commandant des troupes françaises d'Aïntab est prévenu par avion que le convoi paraît fortement accroché vers Ikiz-Kouyou; la canonnade a été d'ailleurs très nettement entendue pendant tout l'après-midi du 18. Un bataillon, prélevé sur les troupes de siège, est envoyé au secours du convoi, qu'il réussit à dégager dans l'après-midi du 19. Après une marche de nuit aussi rapide que les circonstances le permettaient, le convoi parvient à Aïntab dans la matinée du 20 janvier, ramenant 25 cadavres et 108 blessés (dont 9 officiers). Les pertes avaient donc été très dures; les pertes en matériel étaient également élevées (la plus grande partie des voitures, de nombreuses charges d'animaux de bât, plus de 70 animaux tués), mais le gros du convoi avait pu être sauvé, grâce à l'héroïsme et à la ténacité des défenseurs (1).

A partir du 18 janvier 1921, l'ennemi de l'extérieur paraît complètement découragé et ne renouvelle plus ses attaques d'infanterie; l'artillerie turque est moins inactive et appuie avec vigueur les tentatives de sortie exécutées par la garnison de la ville.

Les réserves de vivres sont épuisées en ville turque, le moral de la population baisse rapidement, et la garnison, bloquée depuis plus de deux mois, essaie à plusieurs reprises de rompre l'investissement.

Le 31 janvier, de 1 heure à 5 heures, la garnison turque attaque en forces notre front nord-est; elle réussit, au début, à prendre pied sur les crêtes dominant immédiatement

---

(1) Le convoi était sous les ordres de l'énergique commandant Knall-Demars, du 19e régiment de tirailleurs algériens, qui devait trouver une mort glorieuse, six semaines plus tard, dans la région d'Idlib (sud-ouest d'Alep).

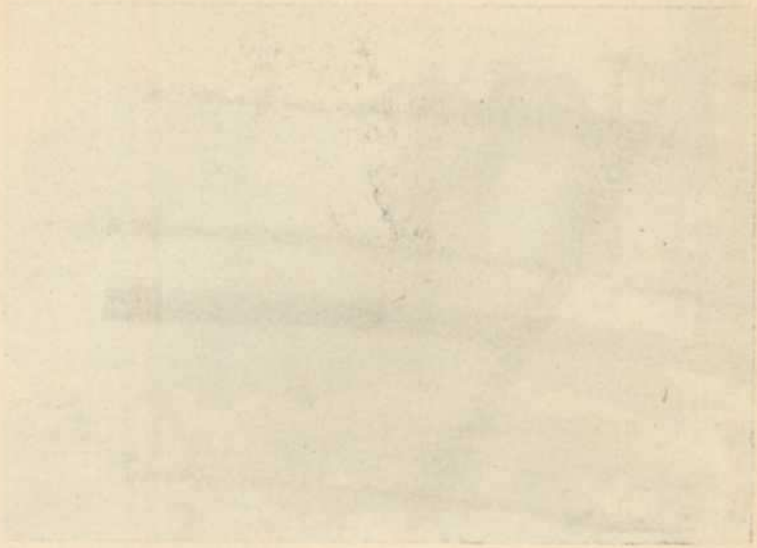
Aïntab; quelques groupes réussissent même à franchir nos lignes, mais, à 7 heures, la situation est complètement rétablie, grâce à l'action énergique des bataillons voisins du secteur attaqué. Pendant toute la matinée du 31 janvier, l'artillerie lourde turque s'acharne sur le poste de commandement de la zone et sur le collège américain, où les dégats matériels sont des plus importants. Un dépôt d'essence et d'huile lourde, contenant plus de 10 tonnes de combustible (laissé par les Anglais, en octobre 1919), est incendié vers 9 heures; une épaisse colonne de fumée noirâtre s'élève jusqu'à plusieurs centaines de mètres de hauteur et est nettement aperçue du Sadjour. Le tir de l'artillerie lourde ennemie est exécuté sans arrêt, malgré nos tirs de contre-batterie et malgré la présence d'un avion en reconnaissance au nord d'Aïntab. Le calme ne se rétablit que vers midi. Cette dure matinée nous coûte encore des pertes très sensibles; les pertes turques sont extrêmement lourdes, mais le moral de la population est un peu remonté par l'activité qu'a montrée l'artillerie ennemie et par le demi-succès de l'opération.

Toutefois, un Tchété, déserteur de l'intérieur, apporte, le 3 février, la nouvelle que la famine sévit en ville turque et que la chute d'Aïntab n'est plus qu'une question de quelques jours.

Une tentative suprême de percée est effectuée dans la nuit du 6 au 7 février, sur notre front sud-est, par la garnison de l'intérieur. Cette fois encore, l'artillerie lourde turque appuie énergiquement l'opération, et quelques groupes parviennent à franchir les lignes. Mais c'est le dernier sursaut de la défense; le 8 février, à 10 heures, deux parlementaires turcs se présentent à la barricade de Kozanli (partie sud-ouest de la transversale) et viennent apporter au commandant des troupes française l'offre de soumission de la ville. Le bombardement français cesse à 11 heures.

Aïntab.
L'Ecole Négogocian en octobre 1920

Aïntab en février 1921.
Carrefour central de la Transversale.



CHAPITRE VIII.

LA CAPITULATION D'AÏNTAB.

Après un siège de plus de six mois (11 août 1920 - 8 février 1921), qui a comporté deux mois et demi de blocus, la ville turque d'Aïntab capitule. Les 2.500 défenseurs de l'intérieur et les cinq divisions de l'extérieur renoncent à vaincre l'obstination française.

En ville, la disette est absolue (1). La population, lasse de ses vains sacrifices et durement éprouvée par notre bombardement, a secoué le joug de fer sous lequel la tenait courbée le comité des chefs militaires. La dictature militaire est renversée le 7 février; les chefs, qui ont montré jusque-là tant d'énergie, ont disparu (Euz-Démir, Arslan-bey, Karthal-bey, etc.), soit qu'ils se cachent, soit qu'ils aient réussi à s'échapper dans la tentative de sortie du 7 février.

Un comité provisoire, nommé par la population, est chargé de négocier la reddition de la ville; il envoie dans ce but, le 8 février au matin, les parlementaires dont il a été parlé plus haut.

Le comité, présidé par le docteur Medjid-bey, est convoqué le 8 février, à 15 heures, au poste de commandement de la zone, pour prendre connaissance des conditions de la soumission.

Après une séance de près de trois heures, les conditions définitives sont arrêtées et les délégués se retirent pour communiquer ces conditions à la population. Le comité, muni des pleins pouvoirs nécessaires, revient le 9 février,

(1) De nombreux enfants sont vus mangeant de l'herbe (pissenlits, etc.), dans les fossés du boulevard Sud les 8 et 9 février.

à 8 heures, et la capitulation est signée à 11 heures (voir annexe n° 14 le texte de la capitulation qui a été reproduit, dès le 13 février, dans les journaux indigènes).

La nouvelle de la capitulation d'Aïntab, communiquée aussitôt par télégraphie sans fil, provoque une très vive satisfaction jusqu'aux échelons les plus élevés de la hiérarchie. De nombreux télégrammes de félicitations sont adressés aux troupes de siège françaises. La chute d'Aïntab survient à point nommé, juste deux semaines avant la conférence prévue à Londres, pour la fin de février, en vue de remaniements à apporter au traité de Sèvres. La position du gouvernement français à cette conférence se trouve fortement consolidée par cet heureux événement.

× ×

Le commandement français d'Aïntab s'occupe tout d'abord de ravitailler la population (4 tonnes de farine et une tonne de sel sont apportées le jour même par camions sur la place du Konak et distribuées aux plus indigents), de réorganiser l'administration de la ville et du sandjak, dont le docteur Medjid-bey assure provisoirement les fonctions de mutassarif, de former une police indigène, puis d'assurer l'exécution des conditions de la soumission (1).

---

(1) Le 13 février, une nouvelle colonne française, sous les ordres du colonel Debieuvre, arrive à Aïntab. Envoyée pour renforcer les troupes de siège, cette colonne n'a pas à agir, la ville ayant déjà capitulé et les groupes turcs de l'extérieur s'étant repliés vers le nord et le nord-est. Toutefois, deux bataillons de cette colonne sont envoyés, les 15 et 16 février, dans la région de Nizib, où des bandes de Tchétés et de réguliers veulent s'opposer au ravitaillement des habitants d'Aïntab, considérés comme traîtres à la patrie turque. La colonne Debieuvre repart d'Aïntab en plusieurs fractions échelonnées, du 17 février au 21 février. Aucun poste français n'est laissé dans l'importante localité de Nizib, malgré les demandes réitérées de la population.

Le général commandant la 2e division arrive en avion le 15 février,

La livraison des armes et des munitions, commencée dès le 9 février, se poursuit dans des conditions assez satisfaisantes et se termine le 26 février; à cette dernière date, environ 1.400 fusils, 10 mitrailleuses, quelques revolvers et pistolets, environ 70.000 cartouches, ont été ramenés à l'état-major français (le chiffre des armes versées est sensiblement inférieur à l'effectif des combattants turcs, effectif retrouvé dans les archives de Euz-Démir).

La destruction des barricades et des fortifications est effectuée par des ouvriers civils, sous le contrôle d'officiers français; cette opération dure plus longtemps qu'il n'avait été prévu, car les travaux défensifs exécutés par les Turcs sont réellement formidables.

Le ravitaillement de la ville turque est organisé. Des émissaires sont autorisés à franchir les lignes pour ramener des villages du sandjak les convois de vivres et de bétail nécessaires.

Le recensement des prisonniers, commencé le 9 février, est effectué par les soins des commissions composées d'officiers français, auxquelles sont adjoints quelques officiers turcs parlant un peu le français.

Chaque homme en état de porter les armes est immatriculé; il reçoit une fiche individuelle en toile, indiquant sa catégorie et son numéro matricule, et qui est cousue sur la manche du vêtement.

D'après les généreuses conditions accordées aux Turcs, les habitants d'Aïntab devaient être laissés en liberté pour pouvoir travailler sans retard au relèvement des ruines de la ville. Comme il fallait s'y attendre, les Turcs essaient de faire bénéficier de cette clause tous les hommes présen-

---

apporter ses félicitations aux troupes françaises, dont l'héroïsme et l'endurance ont procuré le succès d'Aïntab.

Il fait son entrée solennelle en ville turque le 17 février, escorté d'un escadron de spahis.

tés aux commissions de recensement : faux papiers d'identité, fausses déclarations, faux témoignages des officiers turcs, des notables (1) et des chefs de quartier, etc. Les officiers turcs adjoints aux commissions de recensement se font spécialement remarquer à ce point de vue et sont pris en flagrant délit de mensonge; ils sont alors enlevés des commissions et effectivement incarcérés. Le nombre total de prisonniers recensés dépasse 2.000, dont une centaine seulement n'appartiennent pas au sandjak d'Aïntab.

Le 26 février 1921, une perquisition générale est faite en ville turque, par application de l'article 3 de la capitulation. Dans chaque quartier opère un détachement français, assisté du chef du quartier et d'un représentant du comité provisoire. Cette perquisition, qui ne donne aucun résultat, clôture les opérations de livraison des armes et de recensement des prisonniers.

Le blocus de la ville est levé le lendemain 27 février.

× ×

La réorganisation administrative de la ville et du sandjak se heurte à d'énormes difficultés .

Les anciens fonctionnaires et les notables ont presque tous quitté la ville depuis le mois d'octobre pour se réfugier dans les villages de la région ou à Alep (2). Il ne reste plus à Aïntab de notables susceptibles de diriger, même provisoirement, les diverses branches de l'administration. Le docteur Medjid-bey, président du comité provisoire, n'a aucune compétence administrative; il montre la meilleure

(1) Un groupe de notables, nationalistes impénitents, aidés de quelques officiers turcs, essaient même de fomenter un soulèvement dans la nuit du 13 au 14 février. Les coupables sont arrêtés par les soins du Comité provisoire, et incarcérés aussitôt.

(2) Ils ont dû payer au commandant de la place, Euz-Démir, un droit de sortie qui s'est élevé parfois jusqu'à la somme de 300 livres or.

bonne volonté et paraît jouir d'une autorité morale suffisante, mais il ne peut ni ne désire être maintenu dans les fonctions dont il a momentanément assumé la charge sur le désir de la population. Les autres membres du comité provisoire sont encore moins qualifiés que leur président. Aussi, le retour à Aïntab de tous les fonctionnaires et notables idoines est-il instamment réclamé. Ce retour ne s'effectue que très lentement, les intéressés ne trouvant pas la situation suffisamment assise et ne se souciant guère de réintégrer, avant le retour du beau temps, leurs maisons, pour la plupart détruites. Les premiers notables ne rentrent que le 22 février; le nouveau gérant du moutassarifat d'Aïntab (Sayaf-Zadé Abdelkader-Effendi, dit « Abdo »), nommé le 23 février par le général commandant la 2e division, ne rejoint Aïntab que le 14 mars.

Malgré l'absence de fonctionnaires qualifiés, les services les plus urgents se remettent à fonctionner tant bien que mal : services de police (150 agents turcs et 50 agents arméniens, sous les ordres d'un chef provisoire turc); services de ravitaillement réglés par la municipalité; services d'hygiène (soins aux malades et blessés, vaccinations, livraison de médicaments); services de voirie et de reconstruction pour commencer le déblaiement des rues encombrées de ruines et rebâtir les maisons détruites par le bombardement.

La ville est placée tout entière sous une autorité municipale unique, les Arméniens ayant dans la nouvelle municipalité un nombre de membres correspondant au chiffre de leur population. Après quelques réunions de notables turcs et arméniens, la bonne entente se rétablit et on constate un désir sincère de collaboration sous la haute autorité de la puissance mandataire. L'argent seul fait défaut pour assurer dans de bonnes conditions la remise en marche des divers rouages administratifs.

Le commandement français avance un millier de livres

or au comité provisoire pour satisfaire les besoins les plus urgents; d'ailleurs, l'activité économique renaît avec rapidité; les marchés rouvrent, les boutiques se réparent, les denrées venant de l'extérieur affluent; de nombreux officiers et soldats français effectuent des achats qui mettent en circulation en peu de temps des sommes d'argent considérables et les « profiteurs » peuvent commencer à payer quelques impôts.

Mais si la réorganisation de la ville d'Aïntab se poursuit malgré les difficultés résultant de la situation, il n'en est pas de même de celle du sandjak : la reddition d'Aïntab n'a pas eu sur les campagnes l'influence escomptée; Mouktars et Mudirs restent dans une prudente expectative, justifiée, d'ailleurs, par la présence et par les menaces des troupes kémalistes, dont les détachements parcourent toujours les régions nord et est d'Aïntab, razzient les convois isolés et s'approchent parfois jusqu'à quelques kilomètres de la ville. Quelques chefs de village viennent bien apporter leur soumission, mais dans le simple but d'obtenir la remise en liberté de leurs administrés (article 2 de la capitulation); ce résultat atteint, ils ne reparaissent plus. Seuls les chefs des villages voisins de la route Aïntab - Killis semblent faire une soumission plus durable, car ils sont sous la protection de nos troupes d'étapes, échelonnées le long de cette route.

La résistance qui nous est opposée en pays turc, depuis plus d'un an, n'est donc pas entièrement brisée; la chute d'Aïntab constitue un événement d'une importance considérable, mais elle demeure un fait isolé. La soumission complète du sandjak ne paraît pouvoir s'obtenir qu'après avoir débarrassé la région des bandes kémalistes qui l'infestent et empêché le retour de ces bandes par la création de postes qui donneront à la population rurale la protection efficace qu'elle attend de nous.

× ×

Le 8 mars 1921, le gros de la colonne Andréa, le commandant de la zone d'Aïntab et les derniers éléments du régiment colonial du Levant quittent Aïntab pour être ramenés sur Killis et Alep.

Le lieutenant-colonel Geay, commandant le 47e régiment de tirailleurs algériens, prend le commandement de la zone d'Aïntab et des forces françaises restant dans la place :

Trois bataillons du 47e régiment de tirailleurs algériens;
3e bataillon du 17e régiment de tirailleurs sénégalais;
Six canons de 75,
Deux canons de 105, } sans équipages;
Deux canons de 155,
Tous les J. D. existants.

La réorganisation administrative d'Aïntab se poursuit pendant la première quinzaine de mars; elle est activée, à partir du 14 mars, par l'arrivée des membres du nouveau gouvernement nommés par le général commandant la 2e division, et par l'arrivée d'un conseiller administratif. A l'extérieur, la situation ne s'est pas modifiée; les Kémalistes se montrent de plus en plus audacieux, les actes de banditisme et de pillage se multiplient dans la campagne.

C'est dans ces circonstances que parvient à Aïntab, le 15 mars, la nouvelle de l'accord signé à Londres, aux termes duquel la Cilicie, Aïntab et Killis doivent être évacués dans un délai déterminé pour être rendus aux Turcs.

Cette nouvelle provoque une vive stupeur, même chez de très nombreux Turcs. Après les énormes sacrifices consentis par les Français à Aïntab, les efforts de toute une année qui ont été nécessaires pour obtenir la victoire, la cession d'Aïntab aux Turcs est mal comprise.

Les Arméniens préparent leur exode en masse. Les

Turcs, qui se sont compromis avec les Français, tant au moment de la capitulation, que par la suite, en acceptant des fonctions dans le nouveau gouvernement, n'hésitent pas à quitter la ville avant la fin du délai susvisé, pour se soustraire aux représailles kémalistes qu'ils savent certaines. Dès le début d'avril, le moutassarif Abdo et le docteur Medjid, ex-président du comité provisoire, se réfugient à Alep, avec la plupart de leurs collaborateurs.

× ×

Telle est la situation d'Aïntab, au moment où sont écrites ces lignes (avril 1921). L'accord de Londres n'est pas encore ratifié par la représentation nationale d'Angora. Rien ne prouve, d'ailleurs, que cette ratification sera accordée et le gouvernement kémaliste pourrait bien nous réserver des surprises.

Quelques actes d'hostilité turque s'étant encore produits sur divers points du territoire occupé, le haut commandement français a déclaré que les délais prévus pour l'évacuation de la Cilicie et de la région Killis-Aïntab ne commenceraient à courir que lorsque la tranquillité serait complètement revenue.

D'autre part, il est à craindre que le gouvernement modéré de Mustafa-Kémal-pacha ne soit un jour débordé par le parti extrémiste. Les concessions faites à la Turquie par l'accord de Londres, ainsi que les déclarations du gouvernement français au sujet de notre attitude future en Syrie, sont de nature à enhardir et à surexciter le parti extrémiste, qui rêve toujours de faire aboutir l'ancien programme « nationaliste » et qui ne cache pas son intention de s'appuyer dans ce but sur les Bolcheviks russes.

L'avenir demeure incertain et gros d'orages.

Alep, avril 1921.

M. Abadie.

ANNEXE N° 1.

Traduction.

Journal *Iradé Milliyé*, du 27 octobre 1919.

Un grand meeting a Aïntab.

Lors de l'armistice, aucune puissance n'est venue occuper Aïntab; ce n'est que deux mois après que les Anglais, pour la sûreté de leurs troupes se trouvant à Alep, ont envoyé un détachement.

Les Anglais ont vu de leurs propres yeux que nous, population d'Aïntab, respectons les lois et aimons le calme et que nous défendons les biens, l'honneur et la vie de nos compatriotes chrétiens, aussi bien que les nôtres.

Nous venons d'apprendre que les Anglais retireront leurs troupes d'Alep et qu'alors Aïntab sera aussi évacué.

Nous remercions les Anglais, car le retrait de leurs troupes démontre qu'ils veulent respecter notre indépendance et nos droits.

Comme les Anglais purent eux-mêmes le constater, 90 p. 100 de la population du Sandjak est musulmane. Les villages, au nombre de mille et plus encore, sont entièrement musulmans et turcs. Les immeubles, en général, appartiennent à ces derniers.

Par conséquent, les puissances alliées, conformément aux principes wilsoniens, et prenant en considération que notre pays n'est nullement attaché à la Syrie, doivent nous laisser le droit de régler nous-mêmes nos destinées.

Après le départ des Anglais, nous ne permettrons aucune occupation de notre pays.

Nous vous prions, au nom de l'humanité, de la civi-

lisation et de nos droits légaux, de soumettre nos vœux à la Conférence.

Pr. le Meeting.
Le Maire d'Aïntab,
M. Loutfi.

ANNEXE N° 2.

Traduction.

De Diarbékir, le 29 octobre 1919.

A. M. le Commandant des troupes françaises d'occupation d'Aïntab.

Nous avons appris avec un très grand plaisir le retrait du cercle d'Aïntab des troupes britanniques, dont l'occupation par elles de ce territoire était contraire aux clauses de l'armistice, et faite bien injustement.

Mais nous avons appris, en même temps, que les troupes françaises allaient les relever et que Aïntab était déjà occupé par ces dernières.

Vu que les relations entre la France et la Turquie ont été des plus cordiales depuis des siècles et que, presque tous, savants et intellectuels turcs, ont reçu une instruction et une éducation française; vu que de tous les temps notre pays a tiré profit de la France, à qui nous devons notre progrès financier, nous ne pouvons avoir qu'un hommage très profond envers la France.

Pour des intérêts analogues, nous sommes certains de la sympathie que la France porte aux Turcs, et, à ce point de vue, nous sommes fiers de voir notre amie la France chez nous.

Mais, à l'heure où la Conférence de la paix élabore la

conclusion de la paix avec la Turquie, la relève et l'occupation par les troupes françaises des territoires provisoirement occupés par les Anglais et la publication de ces nouvelles dans les journaux d'Egypte et de Syrie soulèvent l'excitation et créent des doutes dans l'opinion publique.

Cette excitation a retenti dans tout mon cercle et des réunions (meetings) ont eu lieu partout en vue d'adresser des plaintes aux gouvernements alliés.

Cette nouvelle occupation, qui n'a aucune raison d'être, qu'elle s'effectue soit en exécution des clauses de l'armistice, ou par mesure de prudence, donne droit aux plaintes formulées par la majorité des éléments turcs ou musulmans.

S'agissant de mon cercle, à la plainte de la population, j'ajoute aussi la mienne contre cette injustice.

Pour remédier à cette injustice, me basant sur le principe des nationalités, et pour montrer au monde civilisé les principes de liberté et de fraternité attribués à la plus grande France, j'attends de vous, mon excellent commandant, de faire justice en évacuant ce territoire.

Cependant, je vous prierais de me permettre d'attirer votre attention sur un autre point.

Malheureusement, ces occupations gâtent la population non musulmane que nous avons élevée dans nos bras depuis des siècles.

L'enthousiasme démesuré des Arméniens du vilayet d'Adana, débordant de son plat, est bien suffisant pour montrer et prouver ma pensée.

Le fait de recruter dans vos armées des éléments non musulmans devient la cause d'un tas d'injustices et interprétations contre la population musulmane de ces territoires.

J'ai même appris le début d'une pareille conduite des Arméniens d'Aïntab.

Quoique certain de la justice française, ces nouvelles, tout en augmentant l'excitation, auront pour résultat la création de différends et ranimeront l'inimitié des divers éléments.

Ces faits ayant blessé la majorité absolue de la population islamique, l'occupation actuelle ne fait que créer notre regret, ce qui n'est d'accord avec vos intérêts.

Recevez mes hommages (en turc : que mes hommages soient acceptés).

Le 29 octobre 1919.

Le Commandant du 13e corps d'armée,
Colonel DJEVDET.

ANNEXE N° 3.

Traduction.

A S. E. M. le Colonel commandant les forces françaises arrivées à Aïntab.

Il y a deux jours que j'ai appris votre arrivée à Aïntab avec quelques officiers et soldats français.

Durant ma visite de ce matin, j'ai appris que vous étiez autorisés à occuper la ville d'Aïntab.

Après la chute d'Alep, le commandant anglais de cette dernière ville, dans le but d'assurer l'occupation des territoires dépendant de lui, et d'avoir en même temps un abri sûr pour sa cavalerie pendant l'hiver, est venu s'installer à Aïntab sans aucune raison et contre les clauses de l'armistice.

Plus tard, il a élargi la zone de son occupation, prenant Marache et Ourfa.

Les Anglais ne se sont occupés que d'assurer la tran-

quillité du pays, sans se mêler de l'administration. Ils ne sont intervenus dans aucune affaire et ont eu une attitude tout à fait impartiale à l'égard de la population musulmane ou chrétienne. Aussi la paix a régné dans le pays et ils y sont restés pendant onze mois.

Aujourd'hui, les Anglais, devant se retirer d'Alep, se voient également obligés d'évacuer ce territoire.

Vous savez certainement qu'à la signature de l'armistice, le cercle d'Aïntab restait dans les limites turques et la ligne passait par Muslimié; Aïntab et les environs restaient sous la domination turque.

La clause de l'armistice, signé le 31 octobre 1918, à l'île de Moudros, dit : « Les Alliés ont le droit d'occuper tout point stratégique qui intéresserait leur sécurité dans le cas de troubles. » Et la clause 24 ajoute : « En cas de massacres dans les sept vilayets, les Alliés se réservent le droit d'occuper cette partie. » Les autres clauses concernent des questions navales et militaires.

Aïntab ne se trouvant dans aucun de ces cas et aucun trouble ne s'y étant produit, cette occupation nous est insupportable et je vous demande de vouloir bien vous en départir.

Je fais la présente protestation à M. le colonel Flye Sainte-Marie, commandant les forces françaises d'occupation du cercle d'Aïntab, et j'envoie une copie au gouvernement turc, à Constantinople.

Veuillez agréer, Monsieur, etc., etc.

Aïntab, le 1er novembre 1335 (1919).

Le Moutassarif suppléant,

Signé : Sabri.

ANNEXE N° 4.

Traduction.

Télégramme de Marache, du 2 novembre 1919, à M. le Commandant des forces françaises d'occupation d'Aintab.

Après huit mois d'occupation par les troupes britanniques, le territoire passe, depuis le 30 octobre, sous l'occupation des troupes françaises.

Durant le temps de l'occupation anglaise, il ne s'est produit aucun incident de nature à froisser notre sentiment religieux ou national.

Nous basant sur la justice et la civilisation françaises bien connues du monde entier, le changement d'occupants n'avait produit aucun effet dans les sentiments de nos cœurs.

Mais la majorité de ces troupes d'occupation comprend les Arméniens, originaires du vilayet d'Adana et de ce cercle, qui, le lendemain même de leur arrivée, ne se sont pas dispensés de montrer leur grande haine envers les musulmans.

Les actes qu'ils ont commis sont prouvés par les rapports des bureaux de police et basés sur le témoignage oculaire des commandements anglais et français.

Enumérant les faits :

a) Passant par les rues et les marchés de la ville, ils ont proféré des insultes à la religion, à tous les musulmans rencontrés, comme aussi à un uléma (religieux instruit), malgré sa respectable kisvé (habit religieux musulman).

b) Etant rassemblés en armes tout près des bains d'Ou-

zoun-Olouk, ils ont tenté d'enlever le voile aux pauvres créatures musulmanes. Aux cris de celles-ci sont survenus les nommés Hadji Imam, Saïd Effendi et Hafar Kaboul Oghlou Osman, trois musulmans qui ont été gravement blessés par des coups de poignards et des balles. Ils ont tiré aussi sur l'étudiant de l'école d'enseignement T.-A. Effendi et ont battu le sergent Zulfi Kar Oghlou Husseim.

c) Sur le chemin de la caserne, ils ont déclaré à haute voix qu'ils allaient massacrer les musulmans et prendre leurs femmes.

d) Des faits regrettables, tel que l'assassinat ignoble d'un réfugié musulman (près de la ville), aussitôt après les déclarations rassurantes de votre part, complotés contre la majorité écrasante et musulmane par une minime partie de la population qui connaît très bien notre pouvoir de leur donner la leçon, offensent nos sentiments religieux et national. Ils serviraient à provoquer des événements fâcheux (massacres) pour les attribuer ensuite aux musulmans. Mais, malgré tout cela, la population musulmane a su garder son sang-froid, ne s'abaissant pas jusqu'à leur répondre de la même manière.

Tout en assurant la tranquillité du pays, nous avons avoué au gouvernement local et au commandant des forces d'occupation l'excitation que les incidents susmentionnés avaient produite.

Dans sa réponse, M. le Commandant nous informe de sa confusion et assure que pareilles choses ne seraient pas répétées.

Bien qu'il nous l'ait promis, dans les rangs des troupes d'occupation se trouvent des Arméniens qui se font remarquer par leurs crimes; de pareils faits se répètent journellement.

D'autre part, nous avons le droit de penser que l'hon-

neur et le prestige de la population musulmane ne sont pas en sûreté et nous vous en informons bien respectueusement.

Si nos demandes, légitimes et logiques, ne sont pas prises en considération, notre volonté restera la même pour faire entendre notre innocence et notre plainte devant le Conseil suprême.

Nous attendons votre réponse.

Marasch, le 2 novembre 1919.

(Suivent 11 signatures de notables et fonctionnaires.)

ANNEXE N° 5.

Traduction.

Très urgent.

Télégramme de Sivas aux comités de défense des droits d'Adana, Sis, Mersine, Djébel-Béréket.

Aïntab et Marache, qui étaient occupés, déjà, contrairement aux conditions de l'armistice, ont été évacués par les Anglais. Mais ils viennent d'être occupés par les Français. Le gouvernement a dû protester auprès de l'Entente contre cette occupation qui foule aux pieds les droits de la population de ces localités, a commencé à déclarer au monde par de grands meetings qu'il serait impossible de détacher la moindre partie de la patrie ottomane.

Nous vous communiquons par conséquent et par cette circulaire que toutes les administrations et corps centraux du Comité de la défense des droits ainsi que les présidents des municipalités doivent porter à la connaissance des représentants des puissances de l'Entente et à l'opinion publique de l'Europe et de l'Amérique, que ces loca-

lités, qui font partie de la Turquie, sont occupées par les Français, et, tout en protestant du fait, de demander catégoriquement la rectification de cette injustice.

Le 9 novembre 1919.

Comité de défense des droits de Roumélie et Anatolie,
P. le Comité exécutif,
S. Moustapha-Kémal.

ANNEXE N° 6.

Traduction.

Télégramme de Sévéreck, le 13 novembre 1919, à M. le Commandant français d'Aïntab.

Nous avons appris l'occupation d'Aïntab, Marasch et Ourfa avec le plus vif regret, ceci étant contraire aux lois internationales et aux clauses de l'armistice.

Cette occupation est suivie d'une série d'actes destinés à effrayer l'islamisme, tuant, blessant ou punissant ses ressortissants.

Nous protestons de la manière la plus énergique pour l'atteinte portée ainsi à la souveraineté ottomane et le préjudice causé au droit des gens.

Aussi nous tenons à vous prévenir que, si l'on ne met pas une fin à cet état de choses, nous sommes prêts à nous battre et jusqu'à notre dernier homme.

Pour le comité central de la *Défense nationale :*
Signé : Djeved.

ANNEXE N° 7.

Traduction.

De Diarbékir, le 5 décembre 1919.

Au commandant des troupes d'occupation françaises d'Aïntab.

J'ai été informé que vous avez demandé au gouvernement d'Aïntab qu'on mette les Départements de la police et de la gendarmerie sous vos ordres, selon un quatrième article supplémentaire à ceux de l'armistice.

Il y a un seul traité d'armistice signé à Moudros. Il n'y a aucun article, je ne sais rien d'une addition aux conditions de l'armistice; s'il y avait une pareille addition, mon gouvernement m'en aurait informé. Alors, je proteste vivement contre votre manière d'agir contrairement à l'armistice qui fut signé en association avec le commandement anglais le 31 octobre 1918 et publié à Aïntab.

J'ai entendu dire aussi qu'un certain monsieur, capitaine André, a été transféré d'Osmanie à Marache et qu'il a proposé au mutessarif de Marache association dans l'administration de la ville.

Les Anglais, pendant leur occupation, ne sont pas intervenus dans les affaires intérieures du gouvernement. Dans votre proclamation, publiée à Aïntab, vous avez déclaré que l'occupation nouvelle serait exactement semblable à celle des Anglais; alors, il ne faut pas agir contrairement à vos déclarations.

Votre haut-commissaire à Constantinople a déclaré au gouvernement turc que le changement d'occupation n'était pas le résultat d'une décision, mais simplement un chan-

gement de troupes convenu entre les Français et les Anglais. Notre gouvernement à Constantinople a considéré cette déclaration comme un traité garanti, tandis que les commandants et les officiers à Aïntab, Marache, Ourfa et Biridjik agissent contrairement à la déclaration de votre haut-commissaire.

La paix avec la Turquie n'est pas encore signée; nous n'avons en mains que l'armistice signé à Moudros. Toutes les demandes et interventions faites contrairement aux articles de cet armistice, étant contre la justice, ne peuvent pas être acceptées par nous.

Nous protestons devant tout le monde civilisé pour toutes vos opérations faites par force à cet égard. La Turquie est un pays d'Orient où la science et la littérature de la France ont été les plus répandues depuis des siècles; elle a profité de la finance de la France. La France est le plus ancien ami de la Turquie au point de vue de la finance.

Je voudrais vous faire connaître donc que c'est dans l'intérêt de votre pays que vous devez éviter de faire des opérations qui agitent les cœurs de la nation turque.

En vous priant de donner des ordres en ce qui vous concerne pour empêcher aucune intervention dans nos affaires intérieures, je vous présente mes respects.

5 décembre 1919.

DJEVDET,

général commandant le 13e corps d'armée turc.

ANNEXE N° 8.

Traduction.

A M. le Commandant des forces d'occupation françaises
(expédié de Bazardjik le 21 décembre 1919).

Les commandants des forces d'occupation françaises se livrent chaque jour à des actions violant les stipulations de l'armistice. Dès le premier jour de l'occupation de Marache, les sentiments musulmans furent froissés. Les armes et les bombes se trouvant dans les dépôts ont été distribuées à nos compatriotes arméniens. Nos policiers et patrouilles de gendarmes ont été nuitamment assassinés; les chefs de tribus ont été invités par la rançon à la révolte, et, de cette façon, la discorde a été semée entre les divers éléments. On s'est immiscé à tous moments dans les affaires du gouvernement. Les crimes naissant d'instigations ont atteint un point insupportable. Cette fois-ci, un général, arrivé à Marache, a déclaré qu'il fera venir de gros canons, qu'il les postera au konak et qu'il exilera et emprisonnera nombre de personnes.

Le haut-commissaire français à Constantinople a déclaré, au nom de son gouvernement, à notre ministre des affaires étrangères, que l'occupation des sandjaks de Marache, Ourfa et Aïntab n'a qu'un caractère de poste militaire provisoire. Bien que ces déclarations soient prises comme garanties, on ne s'abstient pas tout de même d'envoyer chaque jour dans notre pays des troupes, canons et bombes. Pourtant, nous autres, les musulmans, qui vivons dans un calme parfait, nous ne nourrissons aucun esprit d'agression, et pendant qu'un accord parfait régnait entre les éléments, la continuation des agressions et des concentrations qui provoquent l'animosité et le désaccord entre les divers

éléments ne peuvent pas désormais nous laisser indifférents.

Nous référant aux promesses formelles faites sur leur honneur et prestige par les nobles nations anglaise, américaine, française et italienne, nous avions agi, jusqu'à présent, avec calme. Mais les agressions faites ont dépassé les limites de notre patience. Si vous ne voulez pas que la continuation des immixtions soit la cause de transformer de nouveau en une ruine le monde civilisé et notre pays, d'en faire le tombeau des innocents et des opprimés : ô conscience, refuge du droit et de la justice; ô humanité, mettez un terme à ces oppressions contraires à la conscience. Dans le cas contraire nous avons arrêté notre décision; tous, jusqu'aux enfants, nous sommes prêts à verser notre sang.

Copie de la présente a été adressée au commandant des forces d'occupation françaises, et aux représentants des puissances de l'Entente.

Signé par 9 notables ou fonctionnaires de Bazardjik.

ANNEXE N° 9.

Traduction.

Le 6 janvier 1920.

PROTESTATION DE BAZARDJIK.

I. — Les Français avec des bandits arméniens, ont rasé et brûlé à coups de canons et autres armes le village de Djedjeli et y ont causé des dégâts considérables.

II. — La cavalerie française, arrivée à Karabiyikli, voulut prendre par la force et gratuitement des vivres. Les habitants, ayant refusé de les donner, ont été battus et maltraités.

III. — Une cavalerie française en route pour Marache a tué le nommé et honnête homme Kara-Ali, qui se rendait chez lui de Karabiyikli. Deux autres ont été pris avec, et nous en sommes sans nouvelles et ignorons s'ils sont morts ou vivants.

IV. — Les soldats français qui se trouvent près des montagnes Akir-Dagh ont assassiné à coups de baïonnette deux musulmans se rendant aux bois.

V. — Il y a deux mois que les Français arment les Arméniens, qu'ils font venir constamment des canons, des munitions et autres armes, que les maisons arméniennes ainsi que les églises sont transformées en positions fortifiées, que, de cette façon, il y a une opération ayant pour but de massacrer les musulmans : tout le monde en est persuadé.

VI. — Ici et aux alentours, il n'y a pas de bandits. Il n'y a que des hommes qui opèrent contre les agresseurs de nos droits nationaux et qui portent dans ce but des armes.

VII. — Nous protestons contre la dénomination « bandits » et contre les agissements sauvages plus haut indiqués.

VIII. — Nous demandons qu'on mette fin à pareille situation.

IX. — Nous informons, une fois pour toutes, que nous serons tous obligés de nous mettre à l'avenir activement en opposition contre tous les mouvements nuisibles aux droits nationaux et rendant responsables tous ceux qui blessent les droits nationaux.

(Signé par sept fonctionnaires ou notables de Bazardjik.)

ANNEXE N° 10.

Traduction.

Aïntab, le 2 mai 1920.

A M. le lieutenant-colonel Abadie, commandant la zone d'Aïntab.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis le chef d'une force née de la nation et que je jouis de la confiance et de la bienveillance de la nation.

I. — Une nation même faible et isolée qui se trouve dans son terrain n'accepte pas et ne veut pas un commandant étranger.

II. — L'intention de la nation à ce sujet est forte, sa décision est formelle. Donc, si vous ne quittez pas la ville avant 12 heures, à la franque du 3 mai 1920, la population islamique aura entouré la ville et fermé les chemins de tous les côtés; vous serez exposé à des attaques sauvages et terribles et vous serez responsable du sang versé.

III. — Je peux vous assurer que si vous quittez la ville et si vous partez, vous ne rencontrerez pas d'attaques.

Le commandant des forces nationales d'Aïntab et environs,

KILINDJ-ALI.

ANNEXE N° 11.

Traduction.

Aïntab, le 2 mai 1920.

A M. le lieutenant-colonel Abadie, Aïntab.

J'avais recommandé à M. le colonel Flye Sainte-Marie, votre prédécesseur, de quitter Aïntab et de partir avec ses forces, et je lui avais écrit les détails des désirs du peuple.

Il a suivi ma recommandation et il a trouvé prudent de quitter la ville avec une partie de ses forces; il est probable qu'il ne vous a pas donné de détails à ce sujet.

Je vous en informe et vous propose de quitter la ville dans le délai désigné ci-dessous :

1° La nation ne veut pas voir les soldats d'un commandant étranger dans sa patrie; par conséquent, dans le cas où vous quitteriez la ville demain (le troisième jour du mois de mai, jusqu'à 12 heures), je vous assure que vous ne serez pas exposé à des attaques jusqu'à Killis.

2° Je crois nécessaire de vous dire d'une façon formelle que la place que vous habitez sera détruite par le canon, et, soupçonnant que vous voulez faire couler du sang, vous serez responsable du sang versé, si vous ne délivrez pas la ville d'Aïntab d'une occupation injuste.

Veuillez agréer, Monsieur le Colonel, mes sentiments de respect.

Le Commandant des forces mobiles,

Signé : Seif Oullah.

ANNEXE N° 12.

ORDRE GÉNÉRAL.

Le « commandant des forces nationales » et le « commandant des forces mobiles » nous somment d'évacuer Aïntab aujourd'hui avant midi.

Ils nous menacent, si nous n'obéissons pas, des bombardements les plus violents et des attaques les plus sauvages.

Ces menaces ne méritent pas de réponse.

Nous défendons à Aïntab le drapeau français, l'honneur et le prestige millénaires de la France. Nous tiendrons, jusqu'au bout, victorieusement.

Les Turcs « ne nous auront pas ». Que chacun reste calme et froid, à son poste de combat, attendant l'attaque, ferme comme du roc.

Haut les cœurs et vive la France.

A Aïntab, le 3 mai 1920.

Le Lieutenant-Colonel
commandant la zone d'Aïntab.
Signé : ABADIE.

ANNEXE N° 13.

CONVENTION D'ARMISTICE (1).

A la suite de l'entente réalisée à Angora entre M. de Caix et Mustapha-Kémal, les hostilités seront suspendues pendant vingt jours, à partir du 30 mai 1920.

Les conditions de cet armistice sont :

I. — Evacuation des postes de Bozanti et de Sis, les garnisons étant ramenées sur la voie ferrée Mersine-Adana.

II. — Evacuation de la ville d'Aïntab, les postes qui s'y trouvent étant ramenés dans le camp français et étant entendu qu'aucune nouvelle attaque ne sera dirigée contre le quartier arménien.

Toutes ces évacuations auront lieu avant le 10e jour.

III. — Les prisonniers de guerre et les personnes arrêtées pour motifs politiques seront échangées selon les modalités à déterminer entre autorités françaises et autorités turques militaires, qui se mettront en communication dans ce but avec les premières de façon que cet échange commence dans les dix premiers jours.

IV. — La correspondance en clair pourra être librement échangée entre le vali d'Adana et les autorités turques, qui donneront des ordres pour que les officiers des avant-postes entrent en relations avec les généraux commandant les 1re et 2e divisions désignés pour assurer la réalisation des arrangements ci-dessus.

---

(1) A quelques nuances de traduction près, les Turcs d'Aïntab ont reçu une convention identique.

ANNEXE N° 14.

PROCÈS-VERBAL DE REDDITION DE LA VILLE D'AÏNTAB AUX AUTORITÉS MILITAIRES FRANÇAISES.

Les membres soussignés du gouvernement provisoire de la ville d'Aïntab, élus par la population et ayant pleins pouvoirs de cette dernière, déclarent faire leur soumission à l'autorité française et acceptent les conditions suivantes :

I. — Soumission entière de la ville; reconnaissance formelle du mandat français sur le sandjak d'Aïntab, accordé par le traité de paix signé à Sèvres le 10 août 1920.

II. — Les troupes régulières et la gendarmerie turques seront prisonnières de guerre, mais seront relâchées avec les honneurs de la guerre, en emportant leurs armes, dès que tous les prisonniers français actuellement entre les mains des kémalistes auront été rendus. Toutefois, les réguliers et irréguliers originaires d'Aïntab et qui y ont leur habitation, seront laissés en liberté après examen de leur identité.

Les irréguliers des villages du sandjak d'Aïntab seront prisonniers de guerre, mais seront remis en liberté aussitôt après la soumission de leur village.

Il est bien entendu que les honneurs de la guerre ne seront accordés que si la troupe régulière est avec ses chefs, autrement dit si elle est constituée en unités encadrées.

III. — Remise aux autorités françaises des fusils, mitrailleuses, canons et munitions de toutes sortes.

Aucune perquisition ne sera faite en ville turque, à la condition que toutes les armes et munitions soient rendues.

Si l'autorité française soupçonnait que des armes ont été cachées, des perquisitions pourront être effectuées en présence des autorités turques.

Si des armes, de quelque nature que ce soit, étaient trouvées après la date du 20 février, des sanctions sévères seront prises contre les détenteurs.

Les officiers turcs conserveront leurs armes.

IV. — Destruction immédiate des fortifications et barricades élevées en ville turque.

Le travail devra être terminé le 20 février pour les fortifications importantes désignées par les autorités françaises et, le 28 février, pour toutes les autres.

V. — Il ne sera pas infligé d'amende de guerre. Les réparations et dommages de guerre seront fixés par des commissions mixtes, ultérieurement.

VI. — Occupation par les troupes françaises de tous les points de la ville jugés nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre et la maîtrise de la ville : citadelle, région du konak, crête de Kurd-Tépé et les issues.

Aucun Arménien armé ne pénétrera en ville turque.

Aucun Turc armé ne pénétrera en ville arménienne.

VII. — Reconstitution de l'administration turque, qui sera exercée sous le contrôle français par des fonctionnaires indigènes désignés par l'autorité française.

VIII. — Création d'une force de gendarmerie et de police chargée du maintien de l'ordre dans la ville et les environs immédiats.

IX. — Si les conditions ci-dessus n'étaient pas exécutées strictement, des amendes en livres-or seront infligées à la ville, des arrestations de notables pourront être opérées et le ravitaillement suspendu.

X. — Amnistie pour les chefs nationalistes et agita-

teurs originaires d'Aïntab et habitant actuellement la ville.

Respect absolu des personnes, des propriétés et des religions.

XI. — Ces conditions commenceront à entrer en application à la date de la signature, aujourd'hui 9 février 1921.

Fait et signé à Aïntab, le 9 février 1921, à 11 heures.

Le Gouverneur provisoire d'Aïntab,

Signé : Dr Medjid-bey.

L'Interprète du sandjak d'Aïntab,

Signé : Medjiddine.

Signé : Dr Ibrahim. Signé : Fackhriddine.

Signé : Nouri-bey. Signé : Kiamil-Kulekdgi.

Le Lieutenant-Colonel,
commandant les forces françaises,

Signé : Andréa.

Le Lieutenant-Colonel,
commandant la zone d'Aïntab,

Signé : Abadie.

ANNEXE N° 15.

TABLEAU RÉSUMANT L'ACTIVITÉ DE L'ARTILLERIE TURQUE PENDANT LES QUATRE SIÈGES D'AÏNTAB.

(Avril 1920-Février 1921.)

DATES.	NOMBRE D'OBUS.			POINTS ATTEINTS.	RÉSULTATS.
	77.	105.	150.		
29 avril	20	»	»	Marabout de Mardine	1 blessé.
30 avril	6	»	»	Marabout de Mardine	
1er mai	54	»	»	Marabout, ferme des Spahis, village kurde	2 blessés.
2 mai	92	28	»	Marabout, collège, P. C. de la zone	3 tués, 10 blessés.
5 mai	6	»	»	Collège, quartier arménien	2 blessés (civils).
6 et 7 mai	36	»	»	Orphelinat, quartier arménien	9 blessés (civils).
8 et 9 mai	38	»	»	Quartier arménien, collège	2 blessés (civils).
11 mai	10	»	»	Ferme des Spahis	
23 mai	20	»	»	Collège, P. C. de la zone	
24 mai	38	»	»	Collège, zone, orphelinat	Dégâts matériels, pas de pertes en personnel.
25 mai	10	»	»	Collège	
26 mai	16	»	»	Ferme des Spahis, collège	
28 mai	20	»	»	Collège, P. C. de la zone	
29 juillet	200	100	»	Ferme des Spahis et collège	7 tués, 25 blessés, très gros dégâts matériels.
10 août	4	20	»	Collège	Dégâts matériels.
11 août	10	»	»	Collège	Néant.
15 août	10	»	»	Marabout nord	1 blessé.
17 août	»	38	»	Secteur nord, collège, ferme des Spahis	3 tués.

18 août	»	40	»	Collège et secteur ouest	Néant.
19 août	»	40	»	Collège et crêtes sud	1 tué, 1 blessé.
24 août	6	»	»	Marabout sud	Néant.
27 août	»	44	»	Collège, marabout sud	1 tué, 1 blessé.
28 août	8	»	»	Quartier arménien	2 blessés civils.
29 août	6	»	»	Quartier kurde	Néant.
1er septembre	100	60	»	Ferme des Spahis, collège, zone	Dégâts matériels.
7 septembre	10	6	»	Collège	
9 septembre	30	10	»	P. C. de la zone	Néant.
15 septembre	18	»	»	Collège	
17 et 18 sept.	16	»	»	Secteur nord	
19 septembre	6	»	»	Orphelinat	3 blessés.
23 septembre	30	»	»	Secteur sud-est (convoi)	3 blessés.
24 septembre	»	16	»	Collège, P. C. de la zone	
27 septembre	70	»	»	Secteur sud-est (convoi)	Néant.
29 septembre	40	»	»	Secteur est	
30 septembre	40	»	»	Secteur est	1 blessé.
1er octobre	70	40	»	Secteur est	1 blessé.
3 et 4 octobre	92	»	»	Secteur est	1 tué (civil), 2 blessés (civils).
8 et 9 octobre	46	8	»	Quartier arménien, P. C. de la zone	3 blessés.
10 octobre	60	»	»	Secteurs est et sud-est	Néant.
11 octobre	20	»	»	Secteur sud-est	Néant.
18 octobre	»	10	»	Eglise latine	3 tués, 4 blessés.
20 octobre	200	»	»	Secteur sud-est (convoi)	3 tués (civils), 4 blessés (civils).
23 octobre	12	»	»	Quartier arménien	Néant.
24 octobre	16	»	»	Église latine, quartier kurde	
27 octobre	50	»	»	Secteur sud-est (convoi)	1 blessé.
4 novembre	20	»	»	Secteur sud-est (convoi)	
16 novembre	56	»	»	Secteur est	
23 novembre	72	»	»	Secteur nord	Néant.
26 novembre	14	»	»	Secteur nord	
27 novembre	4	28	»	Secteur nord	
28 et 30 nov	4	4	»	Secteur nord	
20 décembre	100	»	»	Secteurs nord et nord-est	

DATES.	NOMBRE D'OBUS. 77.	105.	150.	POINTS ATTEINTS.	RÉSULTATS.
27 décembre...	1.800	50	30	Attaque générale, tous secteurs.....	Militaires français : 6 tués (dont 2 officiers), 23 blessés (dont 3 officiers). Civils : 7 tués, 20 blessés. Gros dégâts matériels (dépôt de munitions).
25 janvier.....	12	6	»	Secteur est.....	Néant.
31 janvier.....	200	80	12	Front nord, collège, zone.....	1 tué, 3 blessés. Gros dégâts matériels (dépôt d'essence).
7 février.....	80	30	»	Secteurs est et sud-est.....	Néant.
TOTAUX....	3.898	658	42	TOTAUX.....	Militaires français : 25 tués (dont 2 officiers), 73 blessés (dont 3 officiers). Civils : 11 tués, 41 blessés.

Le tableau ci-dessus ne mentionne que les tirs d'artillerie ennemie exécutés sur Aïntab et ses abords immédiats; il ne comprend pas les nombreux tirs exécutés à l'extérieur (opérations de dégagement, combats d'Ulu-Mezré des 10 et 12 mai 1920, attaques du poste du Sadjour en juillet 1920, attaques des convois des 16 novembre 1920 et 18 janvier 1921) au sujet desquels aucun renseignement précis n'a pu être obtenu.

ANNEXE N° 16.

LISTE DES OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS FRANÇAIS MORTS AU CHAMP D'HONNEUR ET INHUMÉS A AÏNTAB.

(A la date du 8 mars 1921.)

A. — *Cimetière extérieur sud-est.*

Commandant Gœtz, 17e R. T. S. (29 décembre 1920).

Lieutenants Chariot, 22e R. T. A. (31 janvier 1921); Barche, 19e R. T. A. (26 mars 1920).

Sous-lieutenants Torreilles, 17e R. T. S. (27 décembre 1920); Chanoine, 19e R. T. A. (28 mars 1920).

Sergents Rivière, 21e R. T. A. (8 décembre 1920); Garrigues, 36e R. T. A. (13 décembre 1920).

Caporal Chaboty, 19e R. T. A. (31 janvier 1921).

Brigadier Truchaudet, 272e R. A. C. (21 janvier 1921).

Soldats Quesnelle-Villez, 412e R. I. (28 novembre 1919); Destombes, 412e R. I. (22 décembre 1919).

Canonniers Cousson, 13e R. A. M. (5 mars 1920); Thoreau, 271e R. A. C. (10 décembre 1920).

Soldats Busson, régiment colonial du Levant (28 mars 1920); Lavaud, régiment colonial du Levant (28 mars 1920); Henault, 19e R. T. A. (27 novembre 1920).

Tankeur Labesque, 502e R. A. S. (14 décembre 1920).

Soldats Lorier, 19e R. T. A. (11 janvier 1921); Varrotte, 27e R. T. A. (18 janvier 1921); Béguin, 19e R. T. A. (23 janvier 1921); Ruffin, 47e R. T. A. (30 janvier 1921); Chatelain, 22e R. T. A. (31 janvier 1921); Guerrouard, 22e R. T. A. (31 janvier 1921); Veissard, 19e R. T. A. (31 janvier 1921); Moulin, 36e R. T. A. (4 février 1921); Astruc, régiment colonial du Levant (7 février 1921).

Sept indigènes (Algériens et Sénégalais).

Total.....	Officiers.....	5	33
	Troupe.....	21	
	Indigènes.....	7	

B. — *Cimetière nord du collège (intérieur).*

Capitaine Ollivier, régiment colonial du Levant (17 avril 1920).

Lieutenant Bouzats, 22e R. T. A. (3 mai 1920).

Caporal Bonnefond, 17e R. T. S. (12 mai 1920).

Soldat Dexonne, 19e R. T. A. (15 avril 1920).

Quatorze indigènes (Algériens et Sénégalais).

Total.....	Officiers.....	2	18
	Troupe.....	2	
	Indigènes.....	14	

C. — Cimetière nord du collège (extérieur).

Lieutenant Bertrand, 3e régiment de cavalerie du Levant (24 novembre 1920).

Sergent Lejeune, 17e R. T. S. (20 octobre 1920).

Caporaux Chiron, 19e R. T. A. (13 septembre 1920); Rocon, 22e R. T. A. (20 octobre 1920).

Brigadiers Piceire, 2e R. A. M. (15 octobre 1920); Bouczo, 2e R. A. M. (15 octobre 1920).

Soldats Lamothe, 22e R. T. A. (7 septembre 1920); Héloine, 27e R. T. A. (8 septembre 1920); Sallot, 19e R. T. A. (24 novembre 1920).

Canonniers Rion, 2e R. A. M. (22 septembre 1920); Bonnel, 273e R. A. C. (20 octobre 1920).

Spahis Lamarque, 3e régiment de cavalerie du Levant (24 novembre 1920).

Cent quinze indigènes (Algériens et Sénégalais).

Total.....	Officier.....	1	127
	Troupe.....	11	
	Indigènes.....	115	

D. — Cimetière sud du collège (intérieur).

Adjudant Arnaud, 10e spahis (11 août 1920).

Sergents Le Marchand, 22e R. T. A. (22 août 1920); Joly, régiment colonial du Levant (19 août 1920).

Caporal Jugeau, 17e R. T. S. (29 juillet 1920).

Soldats Delmon, 17e R. T. S. (29 juillet 1920); Liran, régiment colonial du Levant (29 juillet 1920); Cresteau, 19e R. T. A. (20 août 1920); Tixier, 22e R. T. A. (22 août 1920); Lacour, 22e R. T. A. (22 août 1920).

Trente-trois indigènes (Algériens et Sénégalais).

Total.....	Troupe.....	9	42
	Indigènes.....	33	

E. — Cimetière du marabout de Mardine.

Sous-lieutenant Bazin, 22e R. T. A. (2 mai 1920).

Sergent Gudin, 22e R. T. A. (2 mai 1920).

Soldat Mélési, 22e R. T. A. (2 mai 1920).

Vingt-deux tirailleurs indigènes du 22e R. T. A., massacrés le 2 mai 1920 au poste du marabout.

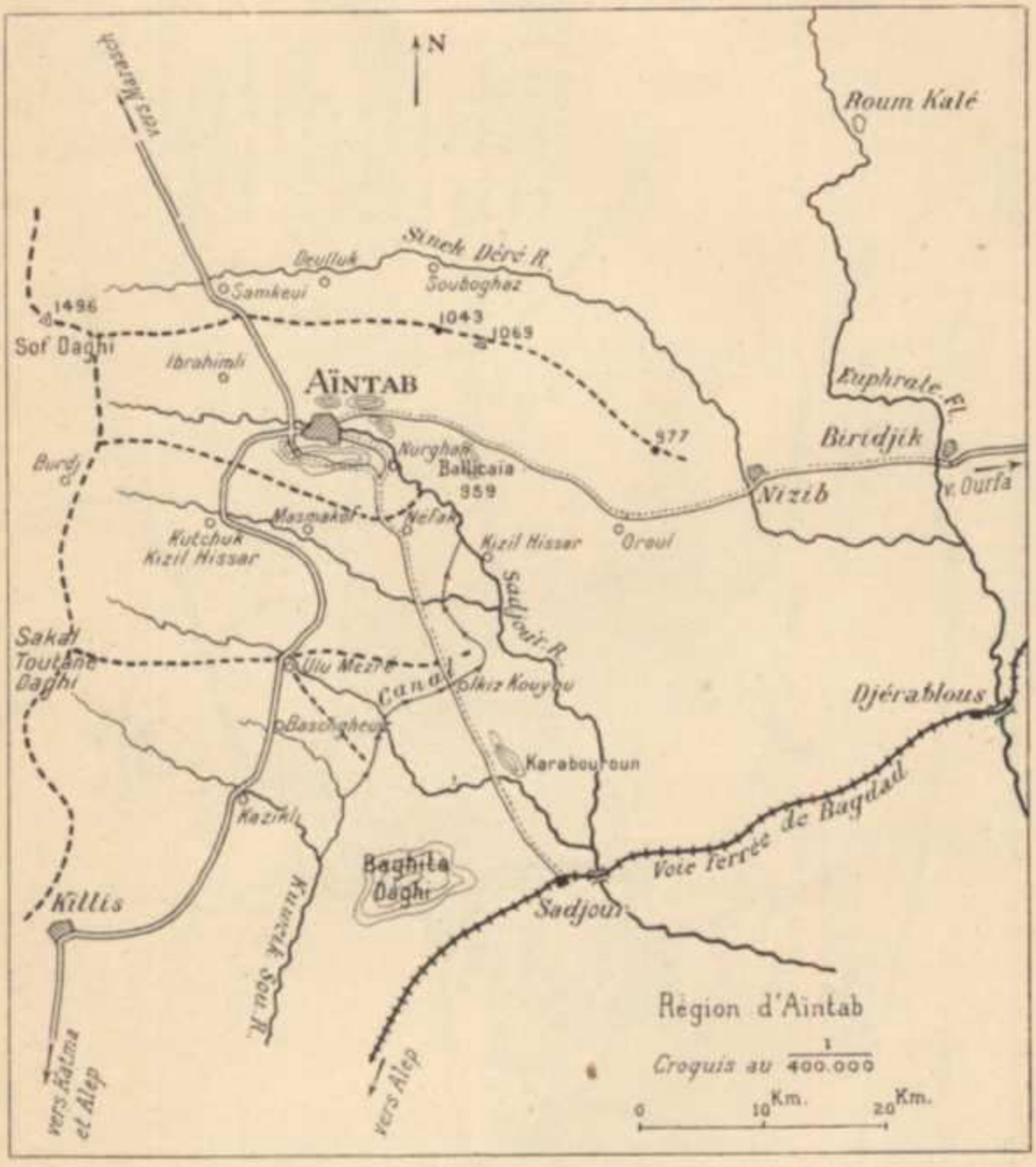
Total.....	Officier.....	1	25
	Troupe.....	2	
	Indigènes.....	22	

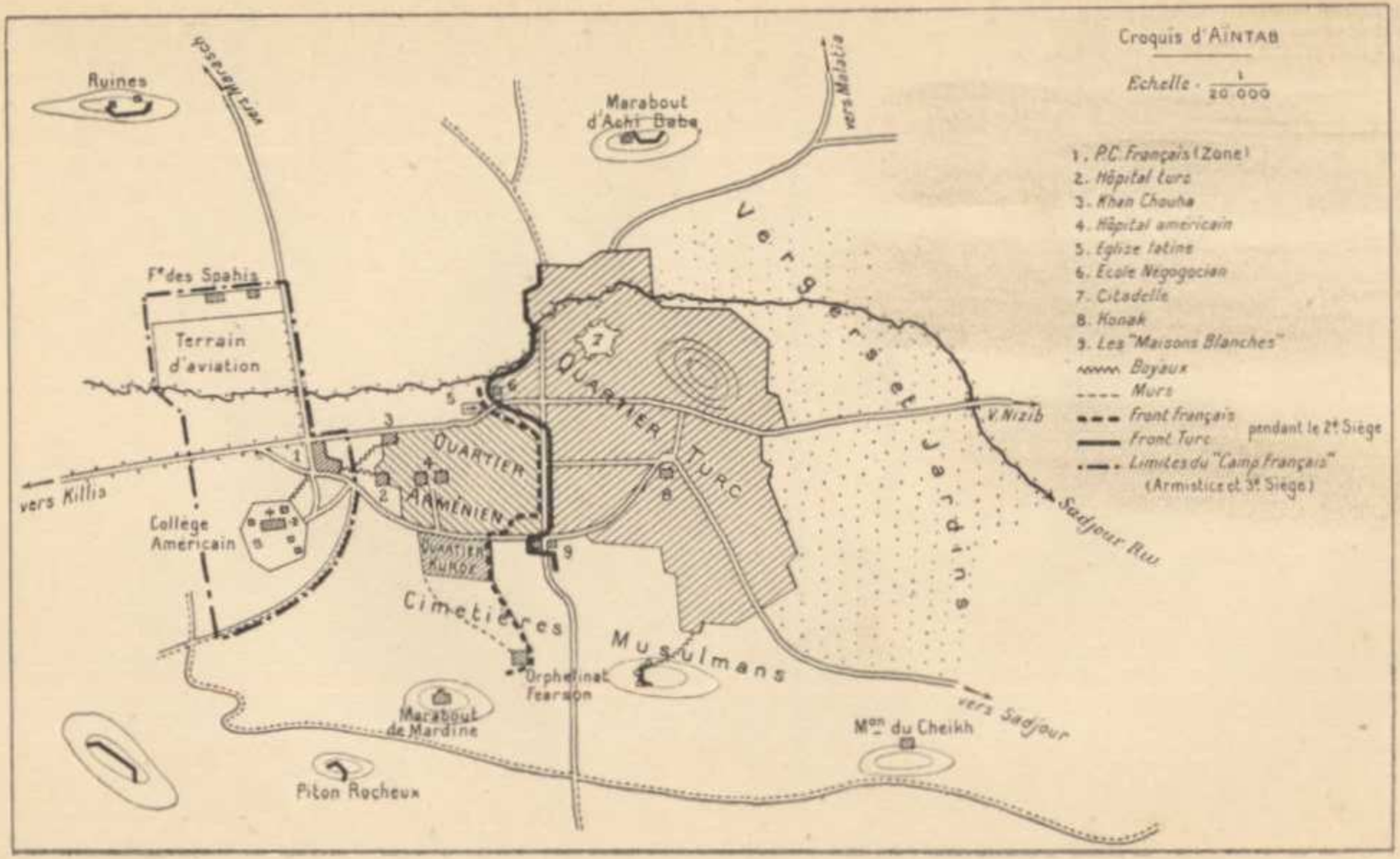
F. — En ville turque.

Soldats Peignet et Haig, du cadre de la légion arménienne, assassinés le 1er avril 1920, en ville turque (corps non retrouvés).

Récapitulation.

	EUROPÉENS.		INDIGÈNES.
	OFFICIERS.	TROUPE.	
Cimetière A.....	5	21	7
Cimetière B.....	2	2	14
Cimetière C.....	1	11	115
Cimetière D.....	»	9	33
Cimetière E.....	1	2	22
	9	45	
	54		191
	245 tombes militaires.		


N
vers Marasch
Roum Kalé
Sinek Déré R.
Deulluk
Samkeui
Souboghaz
1496
1043
1069
Sof Daghi
Ibrahimli
AÏNTAB
Euphrate Fl.
Biridjik
977
Burdj
Nurghan
Ballicaia
959
Nizib
v. Ourfa
Masmakof
Nefak
Kutchuk
Kizil Hissar
Kizil Hissar
Oroul
Sadjour R.
Sakal
Toutane
Daghi
Ulu Mezré
Canal
Ikiz Kouyou
Djérablous
Baschgheuz
Karabouroun
Kazikli
Voie Ferrée de Bagdad
Baghita
Daghi
Killis
Sadjour
Kuweik Sou R.
Région d'Aïntab
Croquis au 1/400.000
0
10 Km.
20 Km.
vers Katma
et Alep
vers Alep


Croquis d'AÏNTAB
Echelle - 1/20 000
1. P.C. Français (Zone)
2. Hôpital turc
3. Khan Chouha
4. Hôpital américain
5. Eglise latine
6. Ecole Négogocian
7. Citadelle
8. Konak
9. Les "Maisons Blanches"
Boyaux
Murs
Front français
Front Turc
pendant le 2e Siège
Limites du "Camp Français"
(Armistice et 3e Siège)
Ruines
Marabout d'Achi Baba
vers Malatia
vers Killis
F.te des Spahis
Terrain d'aviation
Collège Américain
QUARTIER ARMENIEN
QUARTIER TURC
QUARTIER KURDE
Cimetières Musulmans
Orphelinat Fearson
Marabout de Mardine
Piton Rocheux
Mon du Cheikh
V. Nizib
Sadjour Riv
vers Sadjour
Vergers et Jardins

PARIS ET LIMOGES. — IMPR. ET LIBR. MILITAIRES CHARLES-LAVAUZELLE ET Cie.

Librairie Militaire CHARLES-LAVAUZELLE & Cie

PARIS, 124, Boulevard Saint-Germain, et LIMOGES

Général Feld Marschall von HINDENBURG. — **Aus Meinem Leben (Ma vie),** avec préface du général Buat, traduit par le capitaine Kœltz, breveté d'état-major. Volume grand in-8° de 386 pages, avec 3 cartes hors texte..... 30 »

Erich von FALKENHAYN, général de l'infanterie, chef d'état-major des armées allemandes de 1914 à 1916. — **Le commandement suprême de l'armée allemande (1914-1916) et ses décisions essentielles.** Traduction et avertissement par le général A. Niessel. Volume grand in-8° de 236 pages, avec 12 cartes..... 24 »

L'Angleterre au feu. — **Dépêches de Sir Douglas Haig,** mises en français par le commandant breveté Gembau, préface de M. le maréchal Foch. Volume grand in-8° de 474 pages avec 25 croquis dans le texte et 10 grandes cartes dans une pochette spéciale annexée au volume. 45 »

Général A. DUBOIS. — **Deux ans de commandement sur le front de France (1914-1916).** Deux volumes grand in-8° avec 30 cartes ou croquis..... 25 »

Général BAQUET. — **Souvenirs d'un Directeur de l'Artillerie.** *Les canons, les munitions* (novembre 1914 - mai 1915). Volume in-8° de 188 pages..... 6 »

Général CORDONNIER. — **Une Brigade au feu** *(Potins de guerre).* Volume in-8° de 415 pages, avec 3 cartes hors texte..... 12 »

Général SERRIGNY. — **Réflexions sur l'art de la guerre.** Volume in-8° de 204 pages..... 5 »

Général Gomer CASTAING. — **Sur le front : Méditations et Pensées de guerre** (août 1914 - mars 1918). Préface du général de Maud'huy. Volume in-18 de 220 pages..... 5 »

Commandant P.-Louis RIVIÈRE. — **Ce que nul n'a le droit d'ignorer de la guerre 1914-1918.** Volume in-8° de 60 pages..... 2 50

Lucien CORNET, sénateur. — **1914-1915 : Histoire de la guerre :**

Tome Ier (des origines au 10 novembre 1914). 380 pages..... 7 50
Tome II (du 10 novembre 1914 au 31 mars 1915). 360 pages..... 7 50
Tome III (1915. *L'Italie, la Russie, les Dardanelles*). 344 pages. 9 »
Tome IV (1915. *Le Front de France, les Balkans*). 386 pages. 10 »
Tome V (*La situation intérieure chez les belligérants* d'avril à novembre 1915). 436 pages..... 10 »
Tome VI *(En préparation).*

René VANLANDE. — **Avec le général Niessel en Prusse et en Lithuanie** (*La dernière défaite allemande*), avec préface de Mme Juliette Adam. Volume in-8° de 188 pages..... 6 »

Capitaine du génie R. BOSCHMANS. — **Les ailes repoussent. Comment l'Allemagne prépare sa revanche.** Volume in-18 de 108 pages.. 2 50

Ernest GAY, Président du Conseil général de la Seine. — **Paris Héroïque La grande guerre.** Avec le *Discours-Préface* prononcé par M. Poincaré, Président de la République, le 19 octobre 1919, à la remise de la croix de guerre à la ville de Paris. Volume in-8° de 330 pages..... 7 50

Docteur Léon WAUTHY. — **Psychologie du soldat en campagne.** Volume grand in-8° de 108 pages, broché..... 5 »

Charles LAFON, lieutenant de vaisseau, aviateur-aéronaute, lauréat de l'Institut. — **La France alliée en guerre.** Vol. in-8° de 284 pages. 10 »